# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

LA GRÈVE A-T-ELLE PERDU SON EFFICACITÉ ?

par C. Ravachol

Daniel Guérin et l'Amérique

par A. Rosmer

DONNEZ DES ARMES A MAO TSE-TUNG !

par R. Louzon

Les dormeurs du Livre n'ont pas de chance

par P. Monatte

DANS LE FIEF MICHELIN

par R. Hagnauer

19e année. — N° 338. — Nouvelle série n° 37. AVRIL 1950. — Prix : 40 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois	230 fr.
Un an	400 fr.

EXTERIEUR

Six mois	300 fr.
Un an	500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Tous les soirs, de 17 à 19 heures
le samedi, de 16 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 37 - Avril 1950

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;*

2° *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1949 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C.G.T dépendante du gouvernement ;*

3° *De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4° *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;*

5° *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;*

6° *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;*

7° *De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.*

La grève a-t-elle perdu son efficacité ?

Les récentes grèves déclenchées en vue du relèvement des salaires sont à quelque chose près terminées. Le mouvement a eu une physionomie très différente suivant les professions et les régions. Le moins qu'on puisse dire est qu'il a manqué d'ampleur et de virulence excepté peut-être la région parisienne (1). A mon sens, il n'aura tout de même pas été inutile. Certes, le patronat misant sur la division ouvrière peut se réjouir d'avoir tenu les travailleurs en échec. Il n'en reste pas moins qu'il a dû compter avec l'action ouvrière, quels que soient la possibilité de résistance et le degré de combativité de nos camarades. S'il est vrai que les consignes du C.N.P.F. ont été suivies à la lettre, permettant ainsi une victoire plus aisée du patronat dans cette première manche pour la revalorisation de notre pouvoir d'achat, il faut reconnaître que certains avantages ont été obtenus grâce à la lutte engagée.

Il ne s'agit pas d'entreprendre ici une analyse même sommaire des grèves que nous venons de vivre (mes informations étant insuffisantes pour le faire), mais plutôt de noter quelques réflexions susceptibles d'éclairer l'avenir. Devant la complexité de la situation, l'échec répété de nombreuses grèves, tout militant ouvrier se doit de réfléchir sur les moyens d'action dont dispose le prolétariat pour réaliser sa libération. Il va de soi que cette réflexion s'opère à partir de la vie ouvrière en 1950, compte tenu de tous les éléments qui la conditionnent : contexte économique, situation syndicale et sociale, afin qu'elle ne soit pas simple remâchage intellectuel ou doctrinal.

Comment ne pas être angoissé devant la tournure prise par les événements ? En face d'un patronat de combat (2), renforcé dans son attitude antisociale par un Etat chaque jour plus autoritaire, la classe ouvrière ne dispose plus de moyens de résistance efficaces. Au moment où la lutte exigerait des forces nombreuses, convaincues, organisées, les travailleurs sont éparpillés dans des organisations syndicales sans grande consistance.

Sans vouloir jouer au prophète, il semble que les batailles que nous aurons à livrer dans l'avenir seront dures. Ne convient-il pas pour réussir, de changer notre fusil d'épaule ou carrément de nous en débarrasser pour un engin plus perfectionné ? Revoir les moyens d'action dont nous disposons, la tactique à suivre ? Puissent les quelques remarques suivantes apporter un élément de départ à cette recherche.

I. — LE DROIT DE GREVE EXISTE-T-IL ENCORE ?

Une première constatation s'impose : jamais le principe de la grève n'avait été aussi contesté ou remis en question par les gouvernements bourgeois que depuis qu'il est inscrit noir sur blanc dans notre Constitution. Cette reconnaissance « légale » nous fait ainsi « belle jambe » ! Il importe peu que le droit de grève soit inscrit ou non dans la Constitution, reconnu ou proscrit. Il reste, pour nous syndicalistes, étroitement lié au développement de l'action syndicale. C'est, pour reprendre une expression de Bernard Voyenne, « la pierre de touche du syndicalisme » (3). Comment le syndicalisme pourrait-il être un instrument d'émancipation prolétarienne, de révolution sociale, de transformation des structures, s'il ne disposait de moyens de pression suffisants pour ce faire ? L'action syndicale suppose une tâche d'éducation ouvrière, nécessite un équipement technique (bureau d'Etudes, informations économiques, journaux, etc...), mais tout cela ne suffirait pas à arracher l'amélioration de nos conditions de vie, ni à changer la société. Face à l'injustice sociale qui écrase la classe ouvrière, il faut que celle-ci trouve des moyens de résistance, de pression pour infléchir les structures qui l'accablent.

La grève, c'est la guerre sociale, c'est la manifestation du mécontentement ouvrier, c'est l'affirmation des aspirations du peuple, de la dignité du travail et du travailleur, de la capacité ouvrière dont le mouvement ouvrier est porteur. L'action syndicale serait donc impensable sans la grève. C'est pourquoi toutes les arguties juridiques déployées en vue de réglementer ou limiter le droit de grève nous sont étrangères et doivent être rejetées. La grève est une opération essentiellement « illégale » ; c'est ce caractère qui la rend efficace, donc dangereuse pour le capitalisme. Elle est source de progrès social. Enfermer la grève dans le cadre étroit de la législation ne peut être conçu que par des parlementaires en mal de jurisprudence. Pas par des syndicalistes. Ou bien, il faudrait abandonner toute idée révolutionnaire pour concevoir la révolution sociale s'opérant par la vertu magique de la loi.

Actuellement, le droit de grève existe-t-il encore ? Pour être franc on doit répondre : non ! Et si l'on voulait définir le droit de grève sans ambages on écrirait : « c'est une ILLUSION ».

Autre question que l'on peut se poser : pratiquement la grève est-elle encore possible ? Entendue — dans sa forme traditionnelle et telle qu'elle a été pratiquée au cours des derniers événements. Avant d'apporter une réponse, examinons les tentatives d'étouffement du droit de grève.

---

(1) Dans la région stéphanoise, le conflit a été déclenché dans la Métallurgie, tout d'abord aux usines Verdier (AFY) et Holtzer, les deux plus grosses entreprises de Firminy, le mouvement ne s'est que partiellement étendu à Saint-Etienne même où les établissements Schneider, Manufrance, furent les seuls importants à débrayer. Dans la Vallée du Gier, Saint-Chamond, Rive-de-Gier, la grève fut très limitée ; une seule usine importante de cette ville, Cégédur, a débrayé. On peut évaluer à 6 ou 7.000 le nombre de travailleurs qui ont été en grève, sur 42.000 salariés de la Métallurgie et à 500 sur 7.000 ceux du Bâtiment, à part une journée de grève générale de cette profession qui en a compté 2.500 dans la région stéphanoise.

Outre ces deux professions et l'E.D.F. où la grève perlée fut menée, malgré la réquisition, amenant coupures d'électricité et baisse de pression du gaz, signalons la grève totale du tramway le 6 mars et celle des employés de la Sécurité sociale.

(2) Au cours des pourparlers engagés avec le patronat nous avons pu constater que l'organisation de celui-ci était très poussée, rendant plus dure qu'en 36 sa résistance à nos revendications.

(3) Bernard Voyenne : « Ambiguïté de la grève ».

Tentatives de conciliation et d'arbitrage

L'introduction dans la loi sur les Conventions collectives d'un chapitre particulier relatif à la « conciliation et à l'arbitrage des conflits collectifs de travail » témoigne d'une volonté très nette de limiter l'action ouvrière, en retardant le déclenchement des grèves et en atténuant leurs effets, par la procédure de conciliation.

Si l'idée initiale du projet gouvernemental tendant à instituer l'*arbitrage obligatoire* a été abandonnée, ce fut grâce au tollé de protestations soulevé par les syndicats. L'idée de « conciliation » n'en a pas moins fait son chemin, et une commission nationale ainsi que certaines commissions régionales chargées de la conciliation ont vu le jour.

Nous savons, par expérience, dans quel sens doit jouer la conciliation ! S'il faut trancher un différend opposant les travailleurs à leurs employeurs, ce sera toujours au détriment des revendications ouvrières que la conciliation s'opérera. Il faudrait demander un bœuf pour obtenir un œuf. Sans rejeter à priori le principe de la conciliation (l'avenir nous dira si cette opinion est fondée) qui peut permettre de reprendre contact avec le patronat au cours d'un conflit où celui-ci se dérobe, il faut admettre que ce n'est pas par la « conciliation » que l'action ouvrière progressera. Or l'intention du législateur était bien de substituer, si cela eût été possible, la conciliation à la grève. Tout fut mis en œuvre, « de la conciliation à l'arbitrage », pour limiter l'exercice de la grève; le chapitre II de la loi du 11 février 1950 en fait foi : « Tous les conflits collectifs de travail doivent être *obligatoirement et immédiatement* soumis aux procédures de conciliation ».

Une autre illustration de cette intention malfaisante est constituée par le projet « original » (c'est le moindre qualificatif à employer) déposé sur le bureau de l'Assemblée par les députés Poimbœuf et Farinez tendant à réglementer l'usage du droit de grève. Il suffit de lire ce projet pour être convaincu que son application rendrait toute grève impossible et inopérante.

Les staliniens ont une part de responsabilité dans le développement d'une telle mentalité. L'exploitation politique des grèves à laquelle ils se sont livrés, depuis qu'ils ont quitté le pouvoir, a certainement contribué à l'éclosion de toutes ces tentatives restrictives à l'égard de la grève.

Le danger de l'Etat-patron

Le gouvernement lui-même donne l'exemple en mettant obstacle au libre déroulement des conflits qui l'opposent au personnel des Services publics. Quoi d'étonnant ! puisque l'Etat est patron, le plus grand patron du pays, surtout depuis ces dernières années où les nationalisations opérées ont placé une importante fraction de la classe ouvrière sous sa coupe ! L'Etat, premier patron, étant toujours en déficit ne peut qu'être opposé au relèvement des salaires. Ce fait éclaire également la collusion Etat-patronat à laquelle nous avons déjà fait allusion.

Dès que la mesure de grève générale du Gaz et de l'Electricité a été connue, le gouvernement a pris des mesures de réquisition du personnel. Des condamnations ont été prononcées à l'encontre d'ouvriers s'étant soustraits à ces mesures. Depuis, le tribunal de la Seine a relaxé 43 gaziers estimant que la législation du temps de guerre ne saurait être appliquée en temps de paix. Ce jugement ne met-il pas davantage en relief l'attitude répressive du gouvernement recourant à tous les moyens pour briser la grève ?

Après de semblables dispositions, *oserait-on décemment parler du droit de grève !*

Ce qui nous inquiète ce ne sont pas les contradictions internes dont le régime que nous vivons est porteur, ce qui est inquiétant c'est l'impuissance à laquelle nous sommes réduits, c'est la faiblesse et l'inadaptation de nos moyens d'action. Certaines organisations ouvrières ont beau publier des ordres du jour victorieux, il n'en reste pas moins qu'objectivement, la grève n'effraie plus ni le gouvernement ni le patronat.

L'entrée en scène des forces policières

Le patronat dispose de l'appui inconditionné du gouvernement, ou plus exactement le capitalisme a su mettre en place les hommes à sa dévotion, pour réaliser une politique favorable aux financiers. Aussi bien, dans chaque conflit, peu ou prou, interviennent les forces policières, qu'il s'agisse de simples patrouilles de flics ou d'assauts en règle donnés par les C.R.S., la soi-disant force publique est là, casquée, armée, prête à intervenir contre les travailleurs, limitant pratiquement notre action.

Le gouvernement ne recule devant aucun sacrifice lorsqu'il s'agit de mesures policières dirigées contre le prolétariat. L'investissement de l'usine Renault en est une preuve flagrante; rien ne manquait : péniches de débarquement sur la Seine, projecteurs et jusqu'aux chars d'assaut; de même dans la grève de la sidérurgie de la Moselle, où les C.R.S. disposaient de jeeps, voitures-radio pour effectuer la chasse à l'homme.

Autre preuve de la collusion Etat-patronat, la recommandation du ministère du Travail aux préfets et inspecteurs du Travail de ne pas encourager les augmentations de salaires supérieures à 5 % (métallurgie) conformément aux instructions données par le C.N.P.F.

En fait, le retour à la liberté des salaires ne constitue jusqu'ici qu'une mesure spectaculaire sans portée réelle, la duplicité de l'Etat et du patronat aboutissant à la coordination du « dirigisme » sur le dos des salariés.

L'emploi du lock-out

La pratique du lock-out avait été abandonnée depuis longtemps, on n'en avait pas d'exemple depuis la libération, jusqu'à ces derniers temps où elle vient d'être remise en honneur pour « mater » le prolo. Une vague de lock-outs a déferlé avant et pendant le déclenchement des derniers conflits, certains patrons se croyant redevenus les « maîtres absolus ».

Dégénérescence de la démocratie politique ?

Un aspect qui bien que dépassant le cadre de cette notation mérite d'être signalé, c'est celui de l'évolution de la démocratie politique depuis ces dernières années. L'intervention de l'Etat dans tous les secteurs se fait de plus en plus grande et fréquente. Ainsi, la IVe République ne diffère pas sensiblement de l'Etat français auquel elle a succédé. Elle s'achemine vers l'autoritarisme et le centralisme fascistes. Nous en constatons les effets en matière de « répression ouvrière » : surveillance des militants, limitation du droit de grève, législation draconienne, dite, par certains, super-scélérate, relative aux actes et écrits de nature à démoraliser l'armée. Gare aux emprisonnements pour les pacifistes !

II. — APRES LES DERNIERES GREVES

Disposons-nous de moyens d'action efficaces ?

Telle est la première question qui vient à l'esprit en faisant un bilan sommaire des dernières grèves. Il n'est certes pas dans mon intention de sous-

estimer l'action de ceux qui ont tenu pendant plusieurs semaines au prix de sacrifices énormes, pas davantage de négliger les améliorations acquises ici ou là, suite à la lutte entreprise. L'examen d'ensemble montre toutefois que les propositions faites avant le déclenchement des opérations par le C.N.P.F. n'ont guère changé après plusieurs semaines de grève. Il a fallu reprendre le travail, contraint par la nécessité, sans obtenir gain de cause.

Certains ne manqueront pas de dire que si la résistance ouvrière ne s'était pas manifestée, le durcissement patronal aurait été pire encore, dans l'avenir. Je crois, en effet, cet argument valable et c'est pourquoi je pense que les grèves n'ayant abouti qu'à un piètre résultat n'ont pas été inutiles. Mise à part cette considération d'ordre sentimental ou psychologique, considérons les causes de notre insuccès, elles sont nombreuses.

Manque d'enthousiasme des travailleurs

La plupart des referendums organisés dans les usines métallurgiques de la région stéphanoise ont donné une majorité contre la grève, compte non tenu des abstentions représentant plus de la moitié de l'effectif des entreprises consultées.

On doit convenir que ces propositions sont dues au vote des « inorganisés » dont le nombre est considérable. Leur présence ne contribue pas à donner du « mordant » à l'action ouvrière, ces « inorganisés » sont un poids mort que les syndicats ont du mal à mouvoir. Ces résultats sont dus aussi, toujours dans la métallurgie, à l'abstention de F.O. qui avait estimé que la consultation ne pouvait être que négative, l'action prématurée et mal engagée.

Si les travailleurs déclenchent une grève sans y croire, faut-il s'étonner des résultats obtenus ? Ce manque d'enthousiasme est provoqué par différents éléments qu'il n'est peut-être pas inutile d'étudier.

1) La perte de salaire consécutive à toute grève.

Dans la période présente où le pouvoir *d'achat* est faible, le budget familial difficile à équilibrer, les compagnons réfléchissent deux fois avant de s'engager dans une grève illimitée. La nécessité de vivre, de donner du pain à la femme et aux gosses a tôt fait de démolir l'ardeur des premiers jours de grève, surtout lorsque celle-ci menace de durer sans perspectives de succès, pour rattraper le « manque à gagner ».

2) Influence démoralisatrice des grèves politiques.

Il n'est peut-être pas exagéré de dire que les manœuvres antérieures ou actuelles du P. C. ont abouti à ruiner *toute confiance en la grève*. Pour servir les intérêts du parti on a fait grève à tout propos, grèves symboliques de-ci, grèves perlées de-là, pour des objectifs les plus fantaisistes comme les plus éloignés des vrais intérêts ouvriers. Grèves mal conduites, dans le seul but de créer de l'agitation, et dont le résultat à défaut d'autres a été de démoraliser la classe ouvrière.

Chez les Cheminots, une délégation du comité d'entente C.G.T. F.O.-C.F.T.C.-Cadres devait être reçue le 16 février dernier par le président du Conseil d'administration de la S.N.C.F. La Fédération C.G.T. décida de déclencher la grève pour le 17 sans connaître les résultats des pourparlers et sans omettre les slogans politiques. Résultats dans toute la France : moins de 15 pour cent de grévistes (4).

On pourrait parler également de la grève des mineurs du bassin de la Loire organisée par la C.G.T. prenant prétexte de la mort accidentelle de deux ouvriers du « fond » (il est certain que la sécurité est mal surveillée et la carence en ce domaine est criminelle), où les décrets Lacoste ne manquèrent pas de venir sur le tapis, sans parler de la paix et autres leitmotive. Les compagnons craignent plus que jamais, semble-t-il, *l'utilisation politique de tout conflit par la C.G.T.*, cette hypothèque grève lourdement toute action et renforce la résistance patronale.

3) Difficultés pour réussir une grève

A côté de tous ces motifs, il y a certainement un manque de confiance dans le syndicalisme, *dans la grève elle-même*. Le peuple, avec son bon sens coutumier, est impressionné par les difficultés à vaincre pour réussir une grève. Il est saisi par la disproportion entre les moyens dont dispose le patronat et ceux dont dispose la classe ouvrière. Risquer le lock-out, le matraquage, la perte de salaire pendant plusieurs semaines pour finalement rentrer à l'usine l'oreille basse, les compagnons se demandent si le jeu vaut la chandelle. J'entends bien que la réussite de toute grève, actuellement comme dans le passé, est conditionnée en partie par le sacrifice consenti par les travailleurs en lutte, mais nos camarades trouvent actuellement les efforts disproportionnés aux résultats. Une telle opinion, plutôt pessimiste, est de nature à renforcer la passivité et la démission ouvrière, mais n'y a-t-il pas là matière à réflexion pour des syndicalistes ? Doit-on lancer un mot d'ordre de grève lorsqu'on est assuré au préalable, qu'elle n'a pas 30 pour cent de chances d'aboutir ?

4) La menace de chômage.

Parmi les facteurs qui concourent à démolir la combativité ouvrière se trouve la menace du chômage. Cette menace existe, elle contribue à jeter la crainte dans nos rangs, mais le chômage, lui, est-il réel ? Sommes-nous effectivement entrés dans une crise « cyclique » de l'économie capitaliste ? Tout nous porte à croire qu'il n'y a qu'apparence de chômage. Il peut y avoir des difficultés passagères dues à la reconversion, au retour du régime de concurrence, mais la situation économique est très satisfaisante. Il n'y a pas de surproduction, s'il y a crise c'est plutôt de sous-consommation, elle est à résoudre par une répartition plus équitable du revenu (5).

Que le chômage ne soit qu'un prétexte pour freiner nos revendications, cela n'est pas douteux, mais cette crainte est entretenue savamment par une importante fraction de la presse (6). Le préfet de la Loire, lui-même, n'a-t-il pas déclaré en substance à une délégation syndicale qu'une des raisons d'existence de stocks de charbon était qu'en passant des marchés avec l'étranger on avait dû tenir compte des grèves que l'on avait à subir chaque année dans les charbonnages, donc consacrer des crédits supérieurs pour l'importation (grèves évaluées à un mois). Vraiment, ces messieurs des Houillères pensent à tout !

Pour en finir, avec les arguments économiques qui influencent l'opinion, mentionnons la théorie du « cycle infernal des salaires et des prix » : Toute

(4) Le **Syndicaliste libre**, de mars 1950, donne les chiffres de grévistes pour Saint-Etienne.

(5) A noter que la C.G.T. par ses mots d'ordre : « Le plan Marshall occasionne le chômage » et autres du même gabarit, n'a pas peu contribué à accréditer dans la masse cette fatalité du chômage.

(6) Un communiqué paru dans **l'Espoir** et **la Dépêche**, quotidiens stéphanois, annonce que : « La grève de la métallurgie a occasionné l'entassement du charbon sur le carreau des mines. En conséquence, il faut s'attendre à du chômage dans les charbonnages ». Tels sont, sinon les termes exacts, du moins le contenu de ce communiqué.

hausse de salaires étant « précédée » d'une hausse des prix, ou encore que l'économie française ne résisterait pas à une augmentation généralisée des salaires. On pourrait arguer que la situation économique n'était pas meilleure en 1936 qu'actuellement et qu'elle a pourtant absorbé une revalorisation substantielle des salaires, toutes les revendications ouvrières n'ont pas paralysé l'économie, la production atteignant en 1938 l'indice 100, le plus élevé avec celui de 1929 que la France ait connu.

5) Misère du referendum.

Les derniers « referendums » se sont retournés contre le mouvement ouvrier ; comme nous l'avons déjà dit, la plupart ont été contre la cessation du travail.

On voit le peu de crédit que pouvaient avoir alors les déclarations des délégués ouvriers dans les commissions paritaires lorsque après avoir déclaré aux patrons « si vous ne donnez pas satisfaction vous allez voir ce que vous allez voir », et qu'après consultation des travailleurs ceux-ci s'opposaient au débrayage. C'était le cas d'un état-major sans troupe voulant obtenir la victoire. S'engager dans pareille impasse, n'est-ce pas discréditer le mouvement ouvrier ? Ne serait-il pas préférable de substituer au referendum la consultation des adhérents à l'intérieur des syndicats ?

Fortes de leur adhésion, nos menaces auraient des chances de porter et nous serions assurés d'une plus grande cohésion dans l'action.

Comme l'écrivait Hagnauer (7) : « Le referendum à notre avis doit ou être limité aux seuls syndiqués ou n'intervenir qu'après une consultation et une décision purement syndicales. »

6) Un mouvement sporadique peut-il réussir ?

Je ne sais si le mouvement aurait pu être mieux préparé, mieux réussi, la critique étant plus aisée que la pratique ! Il semble que le mouvement parti de la Métallurgie parisienne et émanant réellement de la base ait surpris les syndicats qui ne semblaient pas encore prêts à déclencher les opérations. D'autre part, au lieu de s'embarquer dans la discussion détaillée des revalorisations de salaires hiérarchisées, n'eût-il pas mieux valu maintenir la simple formule d'acompte provisionnel, comme le souligne encore R. Hagnauer ? (8). Cette position d'attente permettant de formuler une demande plus précise, mieux étudiée, lors de la discussion générale des conventions collectives (9).

Quoi qu'il en soit, la liaison syndicats-fédérations n'a pas été, autant que l'on puisse en juger dans notre région, assez prompte pour permettre au mouvement de s'étendre. Encore une fois, je ne sais s'il pouvait en être différemment, la façon dont le conflit était engagé déterminait la position des fédérations. Pour que la lutte se généralise dans une profession, il eût fallu être maître des événements, donc les étudier, décider de cette éventualité après consultation des adhérents.

Trois semaines après le débrayage de la Métallurgie parisienne, ce qui suppose une dure et déjà longue résistance pour les métallos parisiens, seules quelques grandes usines de province débrayaient à leur tour. Une action coordonnée constituant une pression généralisée sur le patronat de la Métallurgie n'eût-elle pas été plus efficace ?

Du côté communiste plusieurs remarques s'imposent :

a) Les mots d'ordre politiques ont été absents des revendications professionnelles. Est-ce par souci d'éviter les frictions avec les autres organisations, de briser l'unité d'action ou tout simplement pour permettre au mouvement de démarrer ? Nul ne le sait, sinon les staliniens eux-mêmes.

b) La C.G.T. n'a pas jeté toutes les forces dans la bataille. Le moment n'était sans doute pas propice et conforme aux plans de l'état-major. On sentait chez les dirigeants le souci de « faire durer le conflit », probablement jusqu'au débarquement du matériel américain. C'est alors qu'il eût fallu tenter une action d'envergure.

Cette façon de penser se trouve illustrée par les propos tenus à un camarade F.O. par un délégué cégétiste du Bâtiment. Le camarade F.O. s'étonnait que depuis le débrayage du chantier aucune délégation ne se soit rendue auprès du patron pour présenter et discuter les revendications. Le délégué répondit en substance : « Cela est tout à fait secondaire, l'essentiel est qu'il y ait des chantiers en grève, pour intimider le patronat ; alors il faut que ceux qui ont le plus de résistance continuent la grève ».

Une autre question que l'on peut se poser, tout en constatant la portée limitée d'une grève partielle, c'est de savoir si une grève générale est souhaitable dans la conjoncture actuelle, les staliniens risquant d'en profiter pour nous faire changer de régime.

D'autre part, la grève usine par usine s'est révélée efficace, nous en donnerons des exemples.

III. — TACTIQUE ET MOYENS D'ACTION

De l'examen critique qui précède et de la pauvreté des moyens d'action mis en œuvre, doit-on conclure à l'impossibilité d'en sortir, à la nécessité d'attendre des jours meilleurs pour continuer ou reprendre le combat libérateur ? Ou, au contraire, devons-nous conclure à la nécessité d'adapter, de repenser nos moyens traditionnels d'action ? Personnellement, cette dernière solution m'apparait plus positive, quelle qu'en soit la difficulté.

1) La grève gestionnaire meilleure forme de lutte.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de l'écrire et de le dire, la grève gestionnaire devient une nécessité devant les contradictions du capitalisme (10). C'est une forme d'action plus complète que la cessation pure et simple du travail. Un apprentissage de la gestion par les travailleurs, une prise de responsabilités économiques, un acheminement plus direct vers la modification des structures.

2) Bien des obstacles se dressent...

Mais ils ne doivent pas nous faire reculer. Toute entreprise humaine comporte des difficultés. Il ne s'agit pas de dresser un inventaire détaillé des obstacles présumés, la réalité pouvant être très différente des prévisions ; puis l'étude de la grève gestionnaire ne peut se faire que profession par profession, toute étude de ce genre ne pouvant être du reste qu'approximative, la spontanéité jouant un rôle important dans toute action collective

---

(7) Voir **R.P.** de mars 1950. « Mouvement de masse ou tactique de classe ! »

(8) Cf. article déjà cité, **R.P.** mars 1950.

(9) A ce propos, la vigilance syndicale trouvera à s'exercer, car il importe de tirer des conventions collectives tous les avantages possibles, non seulement en matière de salaires mais de conditions de travail. Cet aspect révolutionnaire des conventions risque, si ce n'est déjà fait, de passer inaperçu, la discussion des salaires, dont l'urgence ne nous échappe pas, faisant passer le reste au second plan.

(10) Cf. « Réflexions sur la grève gestionnaire » de S. Landry. **R.P.** d'octobre 49.

Il convient pourtant, comme l'a fait F. Gauthier, d'examiner les difficultés inhérentes à la période de réaction sociale que nous traversons. Les deux plus importantes paraissent être :

— l'atteinte au droit de propriété ;
— la répression policière.

Peut-on surmonter ces difficultés ?

Juridiquement, puisque notre droit défend l'argent et ses détenteurs, et non le droit pour tout homme de retirer de son travail sa subsistance, les promoteurs de la grève gestionnaire, les membres du comité de grève risquent bien d'être condamnés pour « appropriation de biens appartenant à autrui ». Et il ne serait pas étonnant de voir se renouveler les jugements iniques rendus lors du procès des mineurs grévistes condamnant un certain nombre d'entre eux à verser des dommages-intérêts s'élevant à des sommes de 100.000 francs ou plus pour préjudice causé aux compagnies minières, détérioration de matériel, etc.

Quand verrons-nous les compagnies minières condamnées à verser des sommes semblables aux veuves de mineurs ou aux estropiés victimes de la non-application des mesures de sécurité ? La notion de propriété privée doit évoluer, elle ne saurait s'appliquer aux moyens de production.

Aussi, pour faire entrer dans les faits et jusque dans le droit lui-même ce principe légitime de la propriété collective des moyens de production, n'est-il pas nécessaire de courir le risque d'emprisonnement ou au moins de condamnation pour « appropriation de la propriété d'autrui » ? (soi-disant).

Un élément nouveau dans la vie des entreprises est à souligner, il confirme le droit des travailleurs à la propriété. Actuellement la politique d'investissements, de modernisation des moyens de production est supportée par les travailleurs. L'autofinancement fait payer agrandissement et renouvellement du matériel au personnel. L'action doit donc s'intensifier pour revendiquer la propriété collective des entreprises.

Pour en revenir à la grève gestionnaire, à l'assaut qu'elle donnerait à la « propriété privée », peut-on trouver un moyen d'échapper aux poursuites judiciaires pour « utilisation de la propriété » ? Si l'on veut maintenir le principe de la gratuité du service posé par F. Gauthier, qui est, sans aucun doute, un principe révolutionnaire (11), l'échappatoire est peu probable.

Mais n'est-il pas possible, prenant l'exemple des tramways, de tourner la difficulté ? Cette première opération n'étant considérée que comme une amorce de solution au déclenchement de la grève gestionnaire et un acheminement vers la « gratuité du service ».

La grève gestionnaire étant décidée par le personnel des tramways, le comité de grève ne pourrait-il avoir soin de faire éditer, au préalable, des billets portant sa mention ? Le personnel ferait acquitter au voyageur le prix normal du trajet avec ce billet, le comité de grève les comptabiliserait en fin de journée, mais garderait par devers lui les sommes encaissées, jusqu'à ce que la direction accepte les revendications posées.

---

(11) Voir **R.P.** d'août 49. « Contribution à l'étude de la grève gestionnaire ».

L'emploi de cette méthode, pour imparfaite qu'elle soit, n'aurait-elle pas déjà l'avantage de constituer un moyen de pression efficace sur la direction ? L'exemple choisi, valable dans le cas des Tramways, peut-il être valable ailleurs ? Tout cela est à étudier par les camarades, pour chaque cas particulier.

Quant à la répression policière, elle serait d'autant plus malaisée que le travail continuerait et que l'opinion publique serait ainsi plus favorable aux grévistes.

EN ATTENDANT LE DEVELOPPEMENT DE LA « GREVE GESTIONNAIRE »

On a beau parler de la grève gestionnaire, ce n'est pas ça qui la rend efficace. Ce qui ne veut pas dire que la nécessité d'en entretenir davantage l'opinion syndicale ne se fasse pas sentir. On ne passera à l'action dans les secteurs les plus intéressants qu'après en avoir parlé, étant convaincu de sa valeur et après étude particulière des modalités de déclenchement.

En attendant, les travailleurs plus ou moins conscients de l'inefficacité de la grève classique imaginent des combinaisons susceptibles de plus d'efficacité.

Examinons si celles-ci peuvent être retenues et constituer des moyens de pression efficaces dans la conjoncture économique et politique actuelle.

1) GREVE DES « PRODUCTIFS » OU DES « PROFESSIONNELS »

Nous avons eu dans la région un exemple récent : la grève des professionnels de la S.C.E.M.M.

Seuls les professionnels ont été aux prises avec la direction à propos de l'établissement des devis, de telle sorte qu'il en résultait une diminution des salaires au moment où l'on parlait de leur rajustement.

Ils ne constituèrent pas un comité de grève, mais une comité de lutte. Embauchés aux heures normales, ils revêtaient leurs bleus de travail et attendaient que la direction veuille bien recevoir une délégation. A noter que la délégation était formée chaque jour d'éléments différents, permettant ainsi à chaque ouvrier de prendre ses responsabilités.

Quant aux manœuvres, agents de maîtrise, employés, ouvriers d'entretien, etc., de l'usine, ils travaillaient en principe normalement... Comme il s'agit de fabrication mécanique, outillage, appareillage, moteurs d'avion, la production était, paralysée par la grève des professionnels, mais les manœuvres ainsi que tous les non-directement productifs devenus oisifs par force recevaient leur salaire.

Le salaire ainsi perçu par la majorité des salariés de l'entreprise permettait un versement important au profit du Fonds de solidarité aux grévistes.

Résultats obtenus :

Sur le plan revendicatif : les temps ont été revus, les salaires garantis et augmentés.

Sur le plan juridique : le travail n'ayant pas cessé pour la majorité des salariés (la production se trouva tout de même paralysée, *ce qui dans le cas présent était l'essentiel*), les C.R.S. n'eurent pas à intervenir pour chasser les piquets de grève ou faire évacuer l'usine. Opération devenue classique en cas de conflit.

2) GREVE PARTIELLE DANS UN SECTEUR ECONOMIQUE

En général, les petites ou moyennes entreprises acceptent sans trop renâcler de s'aligner sur les grandes. Un camarade du Bâtiment me rapportait cette réflexion de son patron à la suite d'une délégation : « Ce que les autres (sous-entendu les grosses firmes de la région) consentiront comme augmentation de salaires, je le consentirai également. »

Lors de la grève du Livre stéphanois en 1949, les petites imprimeries commerciales furent les premières à accepter les conditions syndicales.

On trouverait sûrement des exemples contradictoires, tant il est vrai que toute généralisation de faits sur un tel plan comporte d'approximations.

Un dernier exemple choisi dans la région nous montre que les salaires de l'entreprise Faure (constructions métalliques) bénéficient de l'action

engagée par les compagnons de l'usine Verdier (Aciéries de Firminy). Chaque fois que les gars de chez Verdier obtiennent une majoration de salaires, les ouvriers des établissements Faure l'obtiennent sans discussion, sans difficultés, et sans qu'aucune action soit nécessaire. Une autre usine de la même localité, Etablissements Charreyre, a obtenu 10 pour cent au lieu de 5 pour cent dès le début de la grève aux Etablissements Holtzer.

Le « plat ou morceau de résistance » reste les grandes usines, sociétés anonymes dont la capacité d'obstruction systématique à nos revendications demeure considérable. Tous les efforts doivent porter, je ne dis pas exclusivement, mais surtout là contre.

Or, nous l'avons déjà souligné, si la capacité de résistance du haut patronat ne fait aucun doute, celle de la classe ouvrière est d'autant moindre que notre pouvoir d'achat est misérable.

Mobiliser les forces ouvrières aux points stratégiques — par la production et parce qu'ils sont autant de bastions du capitalisme et de la résistance patronale — serait peut-être une *opération efficace.*

Pour que la grève soit dure, longue et finisse par aboutir dans ces secteurs névralgiques que sont les entreprises-clés, les plus importantes de la région, il convient d'organiser la résistance ouvrière.

L'organiser d'un point de vue stratégique, suivant la situation locale, compte tenu de l'évolution des événements, de l'attitude de l'adversaire. Mais surtout l'organiser *financièrement,* pour que les grévistes et leurs familles puissent tenir aussi longtemps que c'est nécessaire, sans que la misère s'introduise dans leur logis.

C'est alors que les petites ou moyennes entreprises restant au travail devraient supporter le poids presque total de la solidarité.

Cette solution s'est révélée possible, puisqu'elle a été réalisée lors de la grève du Livre stéphanois, non seulement à l'échelle locale, mais régionale et nationale.

J'entends bien qu'il s'agit du LIVRE, profession limitée quant au nombre, bien organisée puisque la presque totalité des compagnons sont syndiqués, et que la dispersion syndicale est jusquici peu sensible, donc toutes choses plus faciles qu'ailleurs. Mais une telle stratégie n'est-elle pas à étudier, à mettre au point méthodiquement, dans les syndicats, pour la développer immédiatement et sans hésitation lorsque le conflit éclate dans une profession donnée ?

3) TACTIQUE DE « HARCELEMENT »

J'ai fait allusion précédemment à la tactique de « harcèlement » qui peut être employée dans certains cas avec succès.

Mener le combat entreprise par entreprise, en étudiant de près les possibilités, peut être rentable. C'est la tactique qui a été employée dans le Bâtiment ainsi que dans une autre entreprise métallurgique de la région stéphanoise dont le « Syndicaliste libre » d'avril retrace le développement. A souligner que cette action s'est déroulée alors que toutes les autres entreprises avaient repris le travail sans avoir obtenu satisfaction.

« L'action de base paie »

En cette fin mars, notre section F.O. s'était rendu compte des difficultés de la direction à livrer à temps les commandes, l'usine de Lille étant toujours en grève. Une situation économique saine des retards dans les livraisons, n'était-ce pas le moment de passer à l'action ? C'est ce que pensèrent les camarades de la section F.O., et ils en firent part aux camarades de la C.G.T. qui, bien entendu, applaudirent des deux mains. Et chacun de notre côté nous consultâmes nos adhérents séparément sur l'opportunité d'une grève illimitée. Nous ne jugions pas utile de consulter en même temps les inorganisés qui risquaient de flanquer la pagaille et nous ne tenions pas à faire connaître nos intentions à nos patrons et aux cadres. Toute l'action préparatoire resta secrète.

A 5 heures, le 29, réunion des délégués qui rapportent une ambiance satisfaisante parmi le personnel. Elaboration du cahier de revendication : les 3.000 francs, 10 pour cent, qui est déposé à la Direction avec réponse exigée dans les 24 heures. Le patron a considéré la chose très banale, ce en quoi il avait tort. Pas de réunion des ouvriers dans l'usine car le patron intervient toujours auprès des gars, pour convaincre les mous et faire pression. C'est un homme très coléreux.

Toute la journée du 30, les délégués F.O. et C.G.T. gonflent leurs camarades, entretiennent l'esprit de lutte pour qu'un débrayage général se fasse à 5 heures, comme nous l'avions prévu. C'était le point important de l'affaire. Entre temps, le syndicat de Lille nous engueule pour notre manque de combativité et nous informe qu'ils sont en grève depuis 5 semaines pour les 10 pour cent. Les camarades sont remontés par cette lettre.

A 5 heures précises, toutes les machines sont arrêtées, les ouvriers se massent devant le bureau du patron, désignant quatre délégués (2 F.O., 2 C.G.T.) pour recevoir la réponse à leurs revendications. Le patron est consterné, il invoque la position du syndicat patronal... et ne lâche rien pour ce soir. Il exige un referendum. Il se fait : 18 voix contre la grève, 29 pour, 12 abstentions. Les mensuels refusent de voter (sauf 2 dessinateurs). Mais le 31 au matin, grande satisfaction. Pas un seul ouvrier à l'usine. Seuls les 5 contremaitres se baladent, assez gênés, et 2 repartent chez eux. Les 2 patrons regardent, consternés, les machines silencieuses.

A 13 h. 30, réunion des délégués. Le patron lâche tout de suite quelques avantages sous forme de primes (environ 500 francs par mois aux P2) à partir du 1er avril. Réunion à 2 heures du personnel dans un café voisin. Les gars jugent ces propositions inacceptables. Les délégués vont en faire part aux patrons qui, après une heure de discussion, abandonnent des avantages plus substantiels, soit environ 8,5 pour cent d'augmentation sur les salaires réels à partir du 1er mars sur la moyenne des P2. Les délégués n'ont rien demandé pour les mensuels qui n'avaient pas voulu suivre, espérant ainsi (?) que les contremaîtres et les dactylos se retrouveront à l'avenir aux côtés de leurs camarades.

L'expérience de chez Clermont-Bonte ne doit-elle pas nous amener à réviser les tactiques employées récemment dans les métaux ? Ne doit-elle pas nous inciter, là où la situation économique est saine, à reprendre la lutte usine par usine, désorganisant ainsi la défense patronale ? Et à bien examiner l'organisation de la solidarité pour que l'effort se porte au moment opportun sur ceux qui partent en flèche ?

La section F.O.-Clermont-Bonte à Roanne.

4) LIAISON INTERPROFESSIONNELLE. APPEL A LA SOLIDARITE

Une grève du Bâtiment, du Livre, de la Métallurgie peut se prolonger sans qu'il en résulte d'inconvénients majeurs pour un pays, sinon un certain préjudice économique d'autant plus réduit que l'on se trouve en période de chômage, de calme dans les affaires.

Mais il est des centres vitaux où la grève ne saurait se prolonger sans mettre en péril la vie même du pays, de sa population. Grève totale des chemins de fer, par exemple. Dans un tel secteur, la grève doit être limitée mais générale pour être efficace. Le gouvernement ne pourrait suppléer par l'armée à la carence des services de la S.N.C.F. Cependant, la grève générale est presque irréalisable dans un tel service public, étant donnée

l'étendue du réseau, sauf si elle est limitée, ce qui fut le cas le 25 novembre dernier.

On pourrait, au préalable, étudier les conditions d'un blocage effectif des lignes essentielles paralysant le réseau.

Une telle grève soutenue par le débrayage parallèle des Mines, du Gaz et de l'Electricité aurait des répercussions réelles sur l'économie.

N'y a-t-il pas une consultation nécessaire préalable au déclenchement d'un conflit pour mobiliser toutes les forces susceptibles d'épauler l'action d'une profession ?

Il faut compter avec la réquisition, la mobilisation de la force armée et aussi sur un facteur peut-être aussi déterminant que tous les autres réunis : l'hypothèque communiste.

Mettre au point et développer une telle stratégie, recourir à une action ouvrière vraiment intense et violente (dans le sens des moyens employés) est-ce possible ? Tout cela risquant de profiter aux staliniens pour tenter le grand coup et nous conduisant plus facilement sur la route des démocraties populaires que sur le chemin de l'émancipation prolétarienne !

Faut-il se contenter de déplorer la présence stalinienne et s'enfermer dans le réformisme, négliger l'action directe toujours utilisable par l'opposition, sous prétexte de ne pas amener de l'eau au moulin communiste ?

Ce sont sans doute ces considérations qui ont animé les confédérations dites libres à adopter une attitude timide et réservée, bien peu révolutionnaire et anticapitaliste. Il faudra pouvoir en sortir un jour, faute de quoi l'attraction stalinienne risquerait de se renforcer dans la classe ouvrière.

5) SOLIDARITE EFFECTIVE POUR LES GREVISTES

Enfin un dernier point : l'organisation de la solidarité financière au profit des grévistes.

Actuellement, on collecte fonds et ravitaillement pour les grévistes, qui ont tous repris le travail.

Indépendamment de la question psychologique qui fait et veut que l'on ne s'émeuve que devant une misère que l'on voit, une telle solidarité est inefficace, puisque les secours arrivent trop tard.

La *solidarité* bien organisée peut être un facteur déterminant dans le succès ou l'échec d'une grève. Il faut qu'elle puisse jouer très rapidement et que les secours soient suffisants.

Certains émettent l'idée qui mérite d'être examinée, de création de *comités permanents de solidarité*, groupant toutes les organisations qui apportent habituellement leur appui aux grévistes.

En attendant, n'est-il pas possible de commencer plus modestement à l'intérieur de chaque syndicat ? Le moment n'est-il pas venu d'organiser les *caisses de grève ?* Pour ce faire *une part inaliénable de la cotisation* syndicale devrait être réservée aux secours de grève.

***

Nous voilà au terme de ce long examen suggéré par le déroulement des dernières grèves, et apparemment loin des conclusions modestes tirées par R. Hagnauer dans son dernier article de la *R.P.* Je dis apparemment, car au fond l'étude et l'emploi de moyens d'action adaptés ne sont-ils d'abord et directement fonction de la valeur d'une organisation, de l'éducation des militants ? Ce qui rejoint la conclusion tirée par notre camarade : décentralisation de la propagande, de l'organisation et de l'action.

C. RAVACHOL.

4 avril 1950.

Une grève de la faim victorieuse

Trente-deux réfugiés politiques russes, menacés d'être livrés à Moscou, ont fait récemment la grève de la faim au camp de Fraschette (Italie). L'opinion publique en France et ailleurs a pris vivement parti pour ces hommes qui, après des années de prison, après un acquittement en bonne et due forme, voyaient planer sur eux la plus grave des menaces. Plusieurs télégrammes ont été envoyés au gouvernement italien dont un signé par Léon Blum, Albert Camus, André Gide, François Mauriac et le R.P. Riquet.

Que s'est-il passé en Italie ? Pourquoi ce traitement infligé à des réfugiés politiques ?

Voici la réponse : Moscou réclame âprement tout citoyen soviétique et, croyant pouvoir faire pression sur le gouvernement italien, c'est à titre de « criminels de guerre » et en vertu de l'article 45 du traité de paix que les Soviets exigeaient la livraison de ces réfugiés. Le gouvernement italien arrêta donc les réfugiés et leur fit un procès. Or, fait significatif, Moscou n'apporta pas la moindre preuve établissant la culpabilité des soi-disant « criminels ». Après une instruction, qui avait duré près de deux ans, le tribunal de Rome acquitta les accusés les 5 et 29 octobre dernier. Ceux-ci s'attendaient à retrouver enfin la liberté. Erreur. Ils furent conduits sous bonne escorte à Fraschette, camp de concentration de sinistre mémoire des îles Lipari. Et ici ils virent apparaître un beau jour un représentant de la M.V.D., le colonel Jakovlev, qui leur demanda le plus simplement du monde de se présenter « volontairement » au rapatriement en U.R.S.S.

Ayant perdu la première manche, les Soviets croyaient que des hommes épuisés, découragés, isolés ne résisteraient pas aux menaces du colonel Jakovlev. Celui-ci se servit d'ailleurs des staliniens italiens, internés dans le même camp, pour encourager par des brimades de toute sorte les réfugiés à opter pour le retour.

Toutefois, le colonel Jakovlev n'eut pas de chance. Les réfugiés commencèrent la grève de la faim et demandèrent leur transfert immédiat dans un camp de l'I.R.O.

Au bout de dix jours de lutte, ils obtinrent gain de cause. Aujourd'hui, ils attendent de partir dans des pays d'outre-Atlantique.

Cette victoire doit attirer notre attention sur la situation malheureuse de tous les D.P. et notamment des D.P. russes, plus exposés que tous les autres aux pressions de Moscou. Ils attendent que nous leur prouvions par notre solidarité qu'ils ne sont pas seuls.

Et en les aidant, nous contribuons efficacement à combattre cette chose monstrueuse : **le rideau de fer.**

En effet, Staline essaie de faire croire à tous les peuples de l'U.R.S.S. que le reste du monde les hait, qu'ils ne seront reçus nulle part, car partout on les chassera et on les renverra en U.R.S.S. Il faut tout faire pour détruire cette légende que les staliniens ne cessent d'utiliser.

Un des exemples les plus frappants est celui des épouses des marins anglais. Staline a refusé d'accorder le visa de sortie à quatre femmes russes qui s'étaient mariées pendant la guerre avec des marins anglais. Ce cas a fait énormément de bruit en Angleterre et a eu une plus grande influence sur l'opinion ouvrière anglaise que tous les témoignages sur l'U.R.S.S. Il n'est nullement exagéré de dire que ce sont ces quatre femmes, injustement retenues en U.R.S.S. « afin d'être protégées contre la misère occidentale » comme a dit Vychinski à l'O.N.U., qui ont été la cause de l'échec cuisant du P.C. anglais lors des dernières élections législatives. Mais peu importe au Kremlin l'échec ou le succès du P.C. anglais s'il peut à ce prix maintenir la légende que **l'Occident ne veut pas recevoir de femmes russes.**

A nous de tout mettre en œuvre pour la détruire.

J. ROUNAULT.

Parmi nos LETTRES

Réponse à Hagnauer

A propos de l'article d'Hagnauer : « Pitres ou funambules » (**R.P.** de février), le camarade H. Legrand nous écrit :

Dans la R. P. *de février, Roger Hagnauer me fait l'honneur de me prendre à partie pour un article paru dans l'*Ecole Emancipée *sous le titre : « Les Pitres continuent ! » J'ai hésité sur le point de savoir si l'indignation d'Hagnauer avait sa source dans les rigueurs de mon style ou dans le fait que j'attaquais les tendances réformistes de la nouvelle Internationale de Londres.*

Mais, à la réflexion, il semble bien que l'hésitation ne soit pas possible et si Hagnauer se révèle soudain le champion de la « correction » dans le langage et feint une curieuse pruderie, c'est qu'il est troublé dans la quiétude de ses convictions réformistes. Eh quoi ! dira-t-on, un défenseur du réformisme dans la « Révolution prolétarienne » ? Je le pense, et les présomptions ne manquent point. On remarquera d'abord que l'indignation d'Hagnauer est à sens unique : Lorsque nous utilisons un langage vigoureux à l'égard de toute autre tendance que la réformiste, nulle émotion ne s'éveille chez notre contradicteur. En outre, si nous avons bonne mémoire, il nous souvient que ce n'est pas la première fois qu'Hagnauer vole au secours de la vertu réformiste opprimée. Aujourd'hui, il affirme qu'il faut faire crédit au réformisme, non pour sa valeur intrinsèque, mais parce que l'ennemi numéro 1 *c'est le stalinisme. Je lui rappellerai qu'il fut un temps où il ne nous parlait pas de « hiérarchie » des périls, ce qui ne l'empêchait point de considérer comme insupportables ceux qui s'attaquaient à ses idoles réformistes. Qu'il se souvienne des incidents du Congrès de Nantes en* 1938. *Les camarades de l'*Ecole Emancipée, *auditeurs ou délégués, venaient de conspuer soigneusement Jouhaux. Le secrétaire du S. N., J. Delmas, donne l'ordre de faire évacuer les auditeurs. Le service d'ordre s'exécute, cependant qu'Hagnauer s'affaire au beau milieu. Une de nos amies, Yvonne Quélavoine l'aperçoit et l'interpelle : « Quand même, Hagnauer, toi qui étais avec nous à Chambéry, tu acceptes ça ? ». Alors Hagnauer avec simplicité : « M... ! »*

On admirera, en passant, la correction du vocabulaire. Quoi qu'il en soit, l'incident était déjà significatif des tendances et sympathies d'Hagnauer.

Le réformisme d'Hagnauer ne s'avoue pas, ce qui ne l'empêche point de s'affirmer. Et cette constatation éclaire sa critique en même temps que nos divergences radicales. Hagnauer, réformiste, ne saurait accepter notre conception du réformisme. Il n'admet pas que le réformisme, dans un capitalisme décadent, est conduit à pratiquer la collaboration de classe avec le capitalisme et incapable de promouvoir la défense ouvrière (et à plus forte raison sa victoire) qu'il ne peut que faire le jeu de tous les fascismes : blanc ou rouge. Hagnauer ne voit que deux positions possibles : réformisme ou communisme. Il n'a jamais accepté l'idée d'une troisième position : la lutte sur deux fronts. Il fait le rêve insensé de revigorer les organisations réformistes pour en faire un instrument de lutte contre le stalinisme et ce faisant il est conduit, volens nolens, *à estomper les dangers du réformisme. Qu'il sache, une fois pour toutes, qu'à l'*E. E., *nous n'acceptons jamais d'adhérer à un anticommunisme qui aurait pour conséquence de redorer directement ou indirectement le blason du traître Jouhaux, du distributeur de fonds secrets : Irwing Brown, des affairistes à la Bouzanquet, des bonzes incrustés à la Neumeyer.*

Relisez, dit Hagnauer, les documents de la C.I.S.L. parus dans la R.P. *de décembre, laissant entendre par là que j'ai usé de mauvaise foi ! Je les ai relus. Bien du regret Hagnauer, j'étais dans mon commentaire au-dessous de la vérité. Exemples, entre autres : Quand on dit : « Nous devons, dans les nations libres et industrialisées, utiliser la démocratie politique pour conquérir la démocratie économique », on trompe délibérément les travailleurs sur le sens, le contenu et les possibilités de la démocratie bourgeoise. Quand on dit : « Notre objectif ultime est l'établissement d'un système mondial de sécurité collective », on sème des illusions mortelles, car : 1) c'est un système de sécurité capitaliste ; 2) c'est donc, ipso facto, un instrument de guerre ; 3) et en même temps un moyen d'asservissement des travailleurs au nom même de cette sécurité. Il n'y a pas de milieu : Pour nous, tout effort qui ne mène pas à la libération de l'esclavage capitaliste est un effort réactionnaire. Je pourrais multiplier les exemples : Pas un mot, pas une ligne de ces déclarations qui ne soient une monstrueuse escroquerie. Il faudrait enfin s'entendre : « Faut-il au nom de la « hiérarchie des périls » soutenir le capitalisme dit démocratique contre le stalinisme ? » Si oui, la cause est entendue et aucune entente n'est possible.*

Un mot pour terminer. Hagnauer préfère, paraît-il, un mineur qui fait une grève, même sans justification doctrinale à un professeur qui vote une motion sur le boycottage des envois d'armes en Indochine. J'indique seulement que le vote d'une motion n'empêche nullement de faire grève et à ce propos, je me permets d'indiquer à Hagnauer que je préfère ceux qui font grève sur l'ordre des dirigeants F.O., quoique autonomes, aux troupes qui ne font pas grève, quoique F.O., comme nous avons pu le vérifier sans difficulté dans l'Hérault lors de la grève du 25 novembre dernier.

ACTE DE CONTRITION ET D'HUMILITE

Si l'article de Legrand dans l'*Ecole Emancipée* avait été rédigé dans le style de sa dernière réponse, la discussion aurait pu s'engager sur un autre ton. C'est justement parce que je ne confonds pas Legrand avec les rédacteurs de la *Pravda* que j'ai regretté qu'il leur ait emprunté leur vocabulaire.

Pour me punir, Legrand déterre une grossièreté que j'aurais commise, en 1938. Diable ! S'il est vrai que j'ai lancé le mot de Cambronne dans le tumulte d'une agitation de congrès, la... « marchandise » ne m'a guère porté bonheur, pendant douze ans. Je ne voulais certainement pas atteindre une militante que je respecte profondément... à qui je ne reprocherais que de me vieillir quelque peu, en évoquant ma présence au congrès de Chambéry... tenu avant mon certificat d'études !

Legrand considère comme un bel exploit révolutionnaire le fait d'avoir hurlé à deux congrès successifs pour couvrir la voix de Jouhaux, délégué de la C.G.T. Il est difficile d'empêcher dans nos assemblées syndicales des désordres... pas toujours spontanés. De là à s'en louer, à s'en glorifier... ! J'ai une autre conception de la démocratie syndicale. Et ce n'est pas ma faute si Jouhaux a été régulié-

rement maintenu à la tête de la C.G.T., pendant quarante ans...

Jouhaux n'est-il pas responsable de la corruption du syndicalisme ? Je n'oublie pas 1914. Mais depuis trente ans, d'autres facteurs que la personnalité de Jouhaux (étant bien entendu qu'il ne s'agit pas de vénalité : explication trop simpliste) ont corrompu le syndicalisme. Jouhaux n'est responsable ni de la bolchevisation des syndicats, ni des équivoques du Rassemblement populaire, ni de la Charte du Travail, ni de la politique dirigiste et étatiste. Concentrer les oppositions et les haines sur sa seule personne, c'est continuer à dresser celle-ci sur un piédestal. Ce qui compte pour moi, c'est qu'au sein de F.O., j'ai la possibilité de combattre loyalement les thèses de Jouhaux, avec beaucoup plus de liberté qu'au sein de la vieille C.G.T., d'avant 1936.

Je ne suis pas réformiste au sens « doctrinal » du terme. Mais il est vrai que je peux cohabiter, sans gêne, avec des réformistes, que je respecte même, dans la mesure où ils sont des réformistes sincères, décidés à aller jusqu'au bout de leurs engagements. Le terme barbare « hiérarchie des périls » n'est pas de moi. Il me paraît pourtant rendre parfaitement ma pensée. Ce n'est pas nier un péril que d'en juger un autre plus redoutable. D'abord le stalinisme qui supprime radicalement toute opposition syndicaliste en attendant d'exterminer physiquement les syndicalistes. Puis cet ensemble monstrueux que constituent l'étatisme, le dirigisme, le bureaucratisme, le juridisme... tout ce qui a fait perdre à la classe ouvrière sa *spontanéité* dans la revendication, dans l'action, dans la construction. Que la classe ouvrière reprenne d'abord confiance en elle-même !.. Le réformisme doctrinal ne redeviendra nocif que lorsqu'il s'opposera à une révolution vraiment prolétarienne. Nous n'en sommes pas là.

Au reste, le problème posé est différent. Possible que la direction de la Confédération Internationale soit inspirée par des idées opposées à celles de Legrand et aux nôtres. Celles-ci n'ont-elles pas droit de cité dans la Confédération ? Les syndicats qui la composent sont-ils domestiqués ou colonisés ? Le C.I.O. et les Trade-Unions sont-ils des instruments dociles du gouvernement de Washington ? Si oui, la position d'autonomie reste logique. Si non, elle ne se justifie pas plus sur le plan international que sur le plan national.

Mais j'ai peur de n'être jamais compris par Legrand... qui tente de justifier son accusation de réformisme, par une analyse de mes écrits, une explication de mes silences ou le rappel de mes propos incivils. Pourquoi ne pas s'en tenir à mes actes ? Quelle est l'action directe — qui ne soit évidemment pas d'inspiration stalinienne — à laquelle mes amis de l'*Ecole Emancipée* ont participé... sans moi ? Dans les postes responsables que j'ai occupés ou que j'occupe encore, ai-je tenté d'empêcher une action directe proposée par nos amis de l'*Ecole Emancipée* ? Dans l'Hérault, des enseignants F.O. n'ont pas obéi à l'ordre de grève de F.O., suivi par les autonomes. C'est bien possible. On ne tire pas une loi générale d'un seul exemple. Et ici on ne peut malheureusement rien prouver par la réciproque. Impossible de savoir si des F.O. purs auraient obéi à des initiatives autonomes... car toutes les initiatives autonomes... dans ce domaine de l'action directe furent purement « littéraires » (1).

Voilà pourquoi, dans ce débat, nous sommes évidemment en état d'infériorité devant nos contradicteurs. Notre adhésion à F.O., c'est pour nous un acte de solidarité ouvrière. Un acte humain — donc limité et insuffisant. Un acte de solidarité avec une fraction seulement de la classe ouvrière... affaiblie, encore hésitante et incertaine. Par ce moyen nous participons à un effort dont les formes et les résultats n'apparaissent pas toujours brillants.

De l'autre côté, on connaît cette exaltante « saoulerie de l'abstraction », que Monatte signalait déjà dans certaine fraction, il y a 28 ans. Sur les sommets de l'idéal, on reconstruit l'unité syndicale, on formule des règles révolutionnaires, on incarne une classe ouvrière ambitieuse. Il importe peu que rien n'ait été réalisé de ce que l'on proposait comme but à l'autonomisme provisoire. Il importe peu que cette indépendance à l'égard de l'organisation ouvrière devienne, sous la plume de Lavergne, un élément essentiel de la propagande en faveur de la Fédération autonome de l'Education nationale. Il suffira, pour dégager sa responsabilité, de corser la motion présentée au congrès...

Mon humilité cependant devrait attendrir mon censeur méprisant. Car s'il ferme les portes du royaume des élus au « réformiste » (!) impénitent et grossier que je suis — moi, je l'attends et je l'espère à F.O... tel qu'il est, avec toute son intransigeance révolutionnaire...

R. H.

P.-S. — A propos du même article sur le syndicalisme révolutionnaire, Monatte observe que l'on n'a jamais dit à la R.P. qu'il fallait « asseoir l'Internationale syndicale sur les Secrétariats professionnels internationaux ». Ma formule était en effet incomplète et équivoque. Il s'agit de prolonger l'organisation française sur le plan international, avec sa double base : celle des Centrales nationales et celle des Secrétariats professionnels internationaux.

Mais nous avons toujours considéré — et l'expérience confirme notre thèse — que les Unions locales, départementales et régionales de syndicats subissent plus nettement l'influence des syndiqués du rang que les Fédération industrielles, dont l'appareil centralisé pèse lourdement sur les mouvements. En est-il de même sur le plan international ? Centrales nationales et Secrétariats professionnels siègent à des étages supérieurs où les rumeurs d'en bas ne montent que fortement amorties. Mais ceux-ci échappent plus que celles-là à l'influence des Etats. Ils peuvent plus facilement acquérir une pensée et un langage internationaux. L'esprit de classe dans les Unions a pu neutraliser le corporatisme des Fédérations. Dans l'Internationale, le corporatisme des Secrétariats professionnels internationaux peut opposer un aspect de l'internationalisme ouvrier au nationalisme des centrales.

---

(1) Je m'occupe uniquement ici de l'autonomisme dans l'Enseignement, parce que, là, il groupe la grosse majorité des corporants. Mon observation ne peut évidemment s'appliquer aux syndicats autonomes, minoritaires dans leur corporation, qui dans l'action ne se distinguent pas des syndicats F.O., également minoritaires.

DANS L'INTERNATIONALE

DANIEL GUERIN ET L'AMERIQUE

Sous le titre « Où va le peuple américain ? », Daniel Guérin vient de donner à la revue *Temps Modernes* trois articles qui sont exclusivement consacrés au mouvement ouvrier. Dans une note ajoutée au dernier de ces articles, il explique que ce ne sont là que les fragments d'un livre ; il « regrette qu'ils s'achèvent sur une note pessimiste », demande au lecteur d'attendre la suite car « le tableau qui vient d'être esquissé est noir ». Se propose-t-il donc d'ajouter quelques touches de rouge, ou de bleu, pour l'égayer ? On verra. Mais la partie publiée contient des assertions si nettes, des jugements si définitifs, qu'il est permis de l'examiner dès à présent. Par exemple, cette appréciation du C.I.O. : « A peine adolescente la jeune organisation fut absorbée, dès 1941, dans la machine totalitaire de l'impérialisme américain, annexée, domestiquée, sclérosée avant l'âge... Le gouvernement américain avait besoin de disposer... d'une main-d'œuvre docile. La direction du C.I.O. fut mobilisée pour cette tâche. Elle s'en acquitta à la satisfaction de ses maîtres, c'est-à-dire en trahissant les intérêts des travailleurs ». Il n'y a qu'un leader syndical qui échappe au noir tableau : c'est John L. Lewis. Ici la peinture est déjà rutilante. Lewis est le héros de Guérin ; il le compare à Robespierre, ce qui est au moins imprévu.

Ces articles, tels qu'ils sont, se suffisent d'autant plus qu'ils sont même invoqués par Sartre et Merleau-Ponty pour expliquer et justifier leur refus de participer à une enquête sur les camps de travail forcé en Russie ; ils refusent parce qu'il y a des détenus en Espagne, des déportés en Grèce, et parce qu'ils ont des amis américains qui « disent sans rire : « Nous n'avons pas ici de lutte de classes », oubliant cinquante ans et plus d'histoire américaine que Daniel Guérin va raconter ici-même. » Ils ont en effet peu de mémoire ces amis américains de Sartre et de Merleau-Ponty ; peut-être sont-ce simplement des pince-sans-rire ; il y en a aussi là-bas et on s'y amuse parfois aux dépens d'Européens trop pressés.

***

Après la première guerre mondiale, André Philip était allé en Amérique pour étudier le mouvement ouvrier. Il en avait rapporté un gros livre et, lui aussi, un sombre tableau. Les descriptions de Philip correspondaient à la réalité du moment. Cette après-guerre était, en Amérique, une période de réaction extrême. Les mesures prises par Wilson en faveur des ouvriers pendant la guerre avaient été rapportées, les syndicats voyaient s'éloigner l'afflux exceptionnel du temps de guerre ; les maîtres de l'auto et des industries de base imposaient partout des « company unions », faux syndicats dont la vraie direction restait entre leurs mains.

La présente après-guerre se montre sous des couleurs moins sombres. L'organisation « sclérosée » ne s'est pas effondrée ; elle est toujours là, nombreuse, solide, et elle a assez bien défendu les intérêts des ouvriers pendant la reconversion aux fabrications de paix. Elle a même été assez audacieuse pour poser parfois des problèmes nouveaux comme celui du contrôle ouvrier.

Le danger, pour le C.I.O., n'était pas dans la sclérose. Il était dans une dispersion rapide, sort réservé souvent aux organisations qu'une poussée occasionnelle fait surgir et qui disparaissent avec elle. Ce qui pouvait le menacer, c'était un effritement continu menant à la disparition, quelque chose d'analogue à ce qui se passa avec la C.G.T.U., bien que les circonstances fussent différentes. Ce danger, le C.I.O. l'a surmonté victorieusement et on peut être assuré maintenant qu'il tiendra.

Il a fait mieux ; il a éliminé les causes possibles de sa destruction. D'abord il s'est débarrassé de John L. Lewis. Celui-ci a joué sa présidence non sur une question syndicale essentielle qui aurait pu justifier sa décision, mais sur la réélection de Roosevelt, en 1940. Il avait été dans le passé contre Roosevelt, puis pour lui et il était de nouveau contre lui, soutenant Wendell Willkie, lequel était, en politique intérieure, l'homme du Big Business, et d'accord en politique étrangère avec Roosevelt qu'il trouvait trop timoré dans la préparation à l'entrée de l'Amérique dans la guerre.

Le plus important et le plus puissant des syndicats du C.I.O., celui de l'Auto, a écarté sa direction stalinienne par une action menée ouvertement selon les règles de la démocratie syndicale. C'est par des décisions régulières de congrès que Walter Reuther a été porté à la présidence.

La direction du C.I.O., qui avait grandement contribué à la création de la soi-disant Fédération Syndicale Mondiale, a été la première à dénoncer la mystification dont son inexpérience en matière internationale n'avait pu la protéger ; de plus anciens, telles les trade unions britanniques, s'y étaient laissés prendre.

Après avoir rompu avec les staliniens de la F.S.M., le C.I.O. procède en ce moment à l'élimination des syndicats qui gardent à leur tête des staliniens. La façon dont il le fait est apparemment la plus commode et la plus expéditive ; elle n'est certainement pas la meilleure ; elle l'est d'autant moins que la reconstruction des nouveaux syndicats montre que l'immense majorité des syndiqués auraient très bien pu évincer d'eux-mêmes leurs dirigeants staliniens comme l'avaient fait ceux de l'Auto. Des votes récents dans ce qui était une des organisations que les staliniens tenaient le plus solidement, celle des industries électriques, ont donné des résultats de ce genre : 10.860 contre 1.416 ; 5.098 contre 762 ; 3.237 contre 215, etc., résultats qui ne surprennent que par leur dimension en faveur du C.I.O. et prouvent amplement que les staliniens ne se maintenaient que par leurs fraudes et manœuvres habituelles. Il aurait fallu un peu plus de temps pour arriver au but, c'est tout. Il faut savoir résister à la tentation, parfois grande, de combattre les staliniens en employant leurs moyens ; leur faire avaler un peu de leur propre médecine, comme on dit là-bas, est séduisant mais c'est alors s'abaisser à leur niveau.

Le bulletin de santé du C.I.O. « domestiqué et sclérosé » n'est donc pas trop mauvais et, même sans retouches, le tableau n'est pas aussi noir que celui peint par Guérin.

***

Mais c'est l'attitude du C.I.O. pendant la guerre qui provoque les critiques les plus vives et l'indignation de notre auteur : sa direction a mis la grève hors la loi et elle s'est montrée en cela, dit-il, plus criminelle et plus hypocrite que Mussolini et Hitler.

Le C.I.O. n'a aujourd'hui guère plus de dix ans. En 1939, quand la guerre éclata, il était en pleine période de formation; six à sept millions de syndiqués presque tous nouveaux ; à peine de cadres pour les organiser et les éduquer; leurs congrès n'avaient jamais discuté la question de la guerre;

ils n'étaient pas liés par des décisions de congrès comme l'étaient les prolétariats à la veille de la première guerre mondiale. Qui donc aurait pu les guider dans une situation plus difficile encore que celle de 1914 où pourtant de si nombreux militants socialistes et syndicalistes, et leurs deux Internationales avaient sombré ? Où l'internationalisme prolétarien se manifesta-t-il en 1939 ? Où des oppositions syndicalistes à la guerre surgirent-elles ?

La deuxième guerre mondiale n'a pas eu de « conférence de Zimmerwald » pour éclairer et rassembler les travailleurs, ranimer l'esprit international. Par contre, divers facteurs importants contribuèrent à les égarer, à les tromper sur le sens de la guerre : les staliniens, d'abord, qui, après avoir mobilisé les démocraties contre Hitler traitèrent avec lui et l'aidèrent ; leur propre président John L. Lewis : il était isolationniste ; il était contre la guerre comme l'étaient les journaux de Hearst, comme l'était la *Chicago Tribune*, comme l'étaient alors les staliniens. Ces divers courants isolationnistes se retrouvaient dans une organisation commune qui dirigeait la propagande par écrit et par des réunions publiques. Elle s'efforçait de contrecarrer l'action de divers groupements de gauche qui demandaient qu'on aidât les Alliés par tous les moyens — sauf par la guerre. On considère qu'il n'était pas aisé pour les ouvriers américains d'y voir clair. Et la scène changea encore quand Hitler attaqua la Russie et après l'offensive brusquée des Japonais à Pearl Harbor. L'Amérique se trouva engagée à fond dans la guerre alors que jusque-là on n'aurait guère trouvé d'Américains pour demander au pays davantage que d'être l' « arsenal de la démocratie ». Elle y avait glissé progressivement par une série de mesures allant toutes dans le même sens, favorisant et aidant les Alliés, mesures demandées et approuvées par les éléments antifascistes.

Le Président des Etats-Unis devient, en temps de guerre, chef militaire suprême. Roosevelt, investi de ces nouveaux pouvoirs, appela auprès de lui un directeur de General Motors, Knudsen, et un militant syndical, Sidney Hillman, président du syndicat du Vêtement d'hommes, et vice-président du C.I.O., pour diriger la production et prévenir les conflits entre patrons et ouvriers. La semaine de 40 heures resta la règle, toutes heures supplémentaires étant majorées de 50 et 100 % ; les salaires des nouveaux ouvriers étaient généralement le double de leur salaire habituel ; la « semaine des deux dimanches », effroi de la bourgeoisie française, resta la semaine de travail pour pas mal d'employés et d'ouvriers et ouvrières ; surtout la loi Wagner demeura, en vertu de laquelle les patrons étaient tenus de discuter et de traiter avec les syndicats désignés par le libre choix des ouvriers. Les conflits furent nombreux que, le plus souvent, un arbitrage tranchait ; mais il y eut quand même des grèves, pas seulement chez les mineurs, et les pires briseurs de grève furent les staliniens à partir de juin 1941.

Enfin le contrôle des prix qui empêcha ou freina la hausse ne fut pas du tout illusoire, le contrôle des loyers non plus, et les allocations aux familles des mobilisés étaient substantielles. L'Amérique n'est certainement pas le paradis, mais pour la critique inintelligente, le dénigrement systématique, pour la dangereuse excitation chauvine, les staliniens suffisent.

***

Daniel Guérin ne trouve une compensation à son regret de devoir être pessimiste que dans l'exaltation de son héros : John L. Lewis-Robespierre. Il en parle avec lyrisme : « Ayant repris sa liberté d'action (quand il eut échoué à entraîner les ouvriers derrière Wendell Willkie) Lewis put donner toute sa mesure. Il se comporta exactement comme si l'Amérique n'était pas en guerre... Il fit un instant trébucher le géant impérialiste. »

Tout ce qu'on peut mettre à l'actif de Lewis, dans sa longue carrière de militant syndical, c'est d'avoir compris en 1935-37 que les conditions étaient favorables à la création de syndicats dans les industries de base où jusqu'alors ils n'avaient pu s'implanter. Il n'hésita pas à rompre avec la plupart de ses amis, dirigeants de l'A.F. of L. que l'afflux de millions de nouveaux syndiqués effrayait. Il était mieux à même de comprendre à cause de la structure de son organisation. Il ne fut pas le seul ; les deux puissants syndicats de l'Habillement l'épaulèrent. Mais il fut le plus voyant et le plus bruyant. Et il fit payer cher son appui. En 1936, au congrès des travailleurs de l'Auto, les délégués refusèrent d'endosser la candidature de Roosevelt. Lewis leur signifia que s'ils ne revenaient pas sur leur vote, il retirerait sa promesse de donner 50.000 dollars à leur syndicat pour l'aider à s'organiser Les délégués s'inclinèrent. A l'élection présidentielle suivante, en 1940, Lewis, on l'a vu, ne voulait plus de Roosevelt. Après avoir contribué à créer le C.I.O., il fit ce qu'il put pour le détruire, s'en retira, retourna à l'A.F. of L. pour en sortir de nouveau. C'est un empirique de l'espèce la plus vulgaire. Il a fait du syndicat des Mineurs, qui occupe cependant une belle place dans les batailles ouvrières — ce fut la Fédération de Bill Haywood — une masse moutonnière et docile qui doit le suivre sans murmurer. Car c'est toujours lui qui décide, c'est toujours : « Moi, John L. Lewis... ». Dans l'Amérique d'aujourd'hui, il est un anachronisme, une survivance de l'époque des « barons voleurs », des grands forbans, des Rockefeller, des Carnegie, des Gould, qui, pour un temps, rassemblèrent en leurs seules mains tout un secteur des richesses du pays ; il est leur contrepartie dans le monde ouvrier. Ils ont disparu. Plutôt il quittera la scène mieux cela vaudra pour le mouvement ouvrier américain, et pour les mineurs.

***

Incidemment, Daniel Guérin consacre une notice particulière à l'ouvrage de Charles A. Beard sur la politique extérieure de Roosevelt. Beard, qui est mort l'an dernier, était certainement l'historien le plus remarquable, le plus original de l'Amérique. C'était aussi un homme de conviction et de courage. A l'époque de la première guerre mondiale il était professeur à Columbia University. Quand deux étudiants furent exclus parce qu'ils étaient contre la guerre, Beard, bien qu'il ne partageât pas leur opinion, protesta, invoquant les libertés universitaires. Comme on passa outre à sa protestation, il renonça à sa chaire et à la carrière universitaire. Un de ses premiers ouvrages est consacré à l'« interprétation économique de la Constitution américaine », ce qui montre avec quelle liberté il entreprit ses travaux d'historien, qu'il poursuivit pendant de longues années en collaboration avec sa femme. A la fin de sa vie, sa documentation était moins sûre; c'est ainsi que dans un de ses derniers ouvrages il fit état du légendaire : « La République n'a pas besoin de savants ». Quand on lui signala l'explication et la réfutation définitive de la légende qu'en fit James Guillaume, il en prit acte très honnêtement. Son livre sur Roosevelt est le réquisitoire le plus passionné qu'il ait écrit. Durant la seconde guerre mondiale, Beard était devenu isolationniste, naturellement pas comme un McCormick et pour d'autres raisons; c'est le dégoût à l'égard d'une Europe persistant à se déchirer elle-même qui le fit se replier sur l'Amérique. Ses arguments ne sont pas tous excellents ni même valables, et l'ensemble est vicié par la thèse erronée qui a commandé à leur rassemblement. Si on veut personnifier les responsabilités immédiates de la seconde guerre mondiale ce n'est pas du côté de l'Amérique qu'il faut chercher, et quant aux responsabilités de Roosevelt c'est à Téhéran et à Yalta qu'on peut les découvrir, comme la preuve en est faite aujourd'hui.

***

Des références abondantes ne sont pas toujours la garantie d'une bonne information. Sur l'évolution de William Foster, par exemple, le lecteur français qui se reportera à la *Vie Ouvrière* des années 1912-1914 en saura davantage, sans être allé en Amérique, que Guérin ne lui en apprend. C'est à Paris, au contact des syndicalistes révolutionnaires, des dirigeants de la C.G.T. que Foster prit la résolution de porter désormais ses efforts dans les syndicats de l'A.F. of L., la lutte du dedans devant donner des résultats meilleurs que celle qu'il avait poursuivie jusqu'alors du dehors avec les I.W.W.

***

Dans une étude qui veut être sérieuse, on est surpris de rencontrer des clichés qui traînent dans les journaux staliniens : « la machine totalitaire de l'impérialisme américain », « les quelques monopoles qui déshonorent (le peuple américain) aux yeux du monde et qui sont un danger mortel pour le monde comme pour lui-même ». Après cela il ne reste plus à Guérin qu'à dénoncer l'entreprise d'espionnage qui se cache derrière les bouteilles de Coca-Cola.

Alfred ROSMER.

ITALIE

CHRONIQUE OUVRIERE

Dans une des dernières chroniques où figurait en résumé ce que déclara au Congrès confédéral de Gênes la tendance anarchiste, adhérant à la Confédération de Di Vittorio, par les interventions des camarades Attilio Sassi, des mineurs; Gervasio, des métallurgistes; Bianconi, de la Chambre du Travail de Gênes (chronique qui n'a pas paru) (1), je soulignais l'attitude du P.S.I.L. qui avait brusquement rompu le travail déjà bien avancé, d'union avec les socialistes de Romita et de Silone, les premiers issus du parti de Nenni, les autres appartenant à l'Union socialiste de Silone, Matteo Ivan Lombardo, Carmagnola, etc...

Un nouveau parti socialiste est né alors, le troisième, qui porte le nom de Parti Socialiste Unifié, sous la direction de l'ex-ministre socialiste Romita. Cette naissance a provoqué une nouvelle scission chez les Saragatiens; certains adhérant au parti de Romita. Au total nous bénéficions de trois groupes parlementaires socialistes, ce qui semble exagéré.

Les socialistes saragatiens se sont réunis en congrès à Naples et ont confirmé leur participation, en même temps que les républicains, au gouvernement De Gasperi. En revanche, les libéraux, sans passer à l'opposition, se sont retirés du gouvernement à propos de la réforme agraire qu'ils trouvent trop radicale.

Nous considérons nécessaires ces explications foncièrement politiques, étant donné qu'il n'existe plus de frontière entre le politique et le syndical, et que cette confusion va augmentant.

La tuerie de Modène

La politique d'agitation du parti communiste se poursuit et redouble de violence. Les campagnes se multiplient, les occupations des terres incultes, accompagnées de la répression dans l'Italie du Sud, sont suivies de l'inévitable grève générale de 24 heures, avec occupation d'usines et de bureaux dans diverses localités, avec ensuite l'entrée en scène de la force publique.

A Modène, à l'occasion de la réouverture d'une entreprise, après un mois de fermeture, des faits d'une gravité exceptionnelle se sont produits. Au moment où les pourparlers semblaient devoir aboutir à un accord (une centaine d'ouvriers sur 540 auraient été licenciés), une tentative d'occupation fut faite, particulièrement à la fonderie Orsi.

Des milliers d'ouvriers convergèrent sur Modène. Les bagarres et les tentatives de bloquer les routes furent nombreuses. Mais la lutte atteint son point culminant à la fonderie, où six ouvriers furent abattus, et de nombreux autres furent blessés, certains grièvement. La force publique a elle aussi des blessés : jambes et bras atteints par des coups de bâtons et de pierres.

L'impression fut immense. La réaction de la Confédération social-communiste très faible. La C.G.I.L. laissa à la Chambre du Travail le loisir de choisir la forme de protestation. Il y eut à nouveau nombre de grèves chronométrées; beaucoup de 30 minutes à 2 heures. Au lendemain du massacre, les protestations se firent entendre dans toute l'Italie. Les « catafalques mussoliniens » réapparurent : catafalques avec photographie des morts, entourés de drapeaux.

France et Italie

Les grandes manœuvres d'agitation et d'obstruction se déroulent, couronnées de grèves, freinées par les suspensions, agrémentées d'incidents à la Chambre. Elles sont observées avec attention, du fait que joue la loi des vases communicants entre la France et l'Italie. Ce qui survient chez vous, ou chez nous, s'est déjà manifesté chez nous, ou chez vous, ou surgira, avant ou après. Les mêmes ordres visent à provoquer les mêmes secousses.

Ici, il semble exclu que de nouvelles lois spéciales soient nécessaires. Il semble que la législation en vigueur soit suffisante. Il s'agit de lois fascistes, *qui n'ont jamais été abrogées*. L'amnistie, consentie par Togliatti, a remis en circulation tous les fascistes, même les plus criminels. L'épuration de Nenni a favorisé les fascistes. Ainsi a pu se constituer le M.S.I. (Mouvement Social Italien), qui fait parler de lui, comme nous allons le voir.

La réforme agraire

Cette réforme dont on parle beaucoup, et qui porte le nom du ministre démo-chrétien Seghi, a pris corps. Voici, d'après le « Corriere della Sera », ses principaux articles :

— Institution d'un fonds de terres à distribuer aux paysans, soit pour l'exploitation directe, soit pour l'exploitation en coopérative. Naturellement la création de petites propriétés cultivables sera favorisée. La superficie qui devra être rendue disponible totalisera un million et demi d'hectares.

— Mise en train de l'expropriation pour créer le fonds de terres. L'expropriation sera pratiquée, en général, à partir d'un rendement cadastral de 100.000 lires (cadastre 1937-38), qui correspond approximativement à une propriété d'une valeur de 30 millions de lires. Il est plus difficile d'exprimer ce minimum en hectares, la définition pouvant s'appliquer soit à 100 ha. dans la Basse-Lombardie, qui est une zone de culture intensive, ou à 2.000 ha. de la Basilicate, zone typique de culture extensive.

— Les expropriations seront faites suivant un système progressif, par paliers, fixés en tenant

(1) La chronique a malheureusement été interrompue, non par la faute de « l'Homme de la Rue », mais par le retard des transmissions et les lenteurs du traducteur, débordé.

compte à la fois du revenu cadastral et de la superficie. On partira d'une fraction de base de 20 %, qui s'appliquera aux propriétés inscrites au cadastre pour 100.000 lires. De 100 à 200.000 lires, la fraction sera de 30 %, et ainsi de suite, jusqu'à 80 %.

— Institution d'un service d'Etat pour l'application de la réforme, qui aura pouvoir en toutes les régions.

— Constitution d'un consortium des propriétaires, pour faciliter la distribution équitable des biens provenant de la réforme entre les associés.

— Paiement de l'indemnité d'expropriation, partie en titres (probablement la moitié), partie au comptant.

— Rachat en 25 ou 30 ans des fonds alloués aux paysans.

— Etalement de la réforme sur une période de 10 ans.

La cinquième centrale syndicale

Après la Fédération Italienne du Travail (F.I.L.) groupant saragatiens et républicains, une autre scission s'est produite. Une partie des adhérents n'a pas voulu « fusionner » avec la Libre Confédération de Pastore, et a créé des syndicats et des Chambres du Travail autonomes.

Le dimanche 5 mars, s'est tenu un Congrès comprenant les syndicalistes du Parti Socialiste Unifié (Romita-Silone) : Viglianesi, ex-secrétaire de la Fédération des Produits chimiques de Di Vittorio; Bulleri, ex-secrétaire confédéral; Della Chiesa, des métallurgistes; et d'autres, anciens responsables de la C.G.I.L.; pour les républicains intervinrent Bigi, Sommovigo, Simoncini, etc. Puis Berlinguer, l'ancien député Ramella, le député Carmagnola. Même Feruccio Parri a adhéré.

Le nombre de participants venus de tous les coins d'Italie est remarquable. Dans l'enthousiasme un comité de coordination de 47 membres a été nommé, et il a été créé l'Union Italienne du Travail (U.I.L.) qui a donné son adhésion, par acclamations, à l'Internationale de Londres, la C.S.I.L.

Enumérons donc les centrales syndicales qui existent actuellement : 1) La Confédération de Di Vittorio; 2) La Libre Confédération de Pastore; 3) La Fédération Italienne du Travail de Canini et Parri; 4) La Confédération des Syndicats Italiens Libres, de A. Ambris (à ne pas confondre avec son frère Alceste, mort comme proscrit pendant le fascisme à Brive-la-Gaillarde), Fontanelli, Fioretti et d'autres, ex-fonctionnaires des corporations fascistes dissoutes : bonne cinquième, la nouveau-née : l'*Union Italienne du Travail*, dont le siège est à Rome.

On peut y ajouter les Fédérations Autonomes, et l'Union Syndicale, en voie de formation.

Le prolétariat italien n'a jamais été aussi divisé. Déjà, en Emilie principalement, naissent les heurts, les rixes entre travailleurs. Face au mouvement ouvrier ainsi morcelé, effrité, nous avons une classe patronale compacte, aguerrie, soutenue par un gouvernement « calotin », disposant d'une confortable majorité.

Entre l'extrême droite et l'extrême gauche

Bien qu'à la Chambre et au Sénat leurs votes soient confondus, unis, contre le gouvernement clérical, les rapports entre les extrêmes sont tendus. Aux bagarres éclatant à propos de la vente des journaux à la criée, ont succédé les assauts lancés contre les locaux du Mouvement Social Italien. A Turin, malgré l'intervention de la police, le siège des néo-fascistes a été saccagé. A Fuligno le centre du M.S.I. a sauté à la dynamite : dégâts importants, pas de victime.

Le gouvernement se montre impressionné. Il a pris une série de mesures de précautions policières. La questure de Rome a dénoncé le M.S.I. à l'autorité judiciaire en vue d'obtenir l'interdiction de ce parti. Les préfets ont reçu le pouvoir de suspendre pour trois mois les réunions en plein air, d'interdire les transports d'une province à l'autre, quand il s'agit d'amener des manifestants aux réunions « monstres ». Comme au temps du fascisme.

En fait de protestation, nous aurons les menaces plus ou moins voilées de la part des staliniens et des nennistes; nous assisterons à une levée de boucliers, à quelques grèves générales, à quelques bavardages au Parlement. Mais ceux qui paieront la note seront les travailleurs, une fois de plus, allant d'une défaite à l'autre.

Tout cela aura une fin. Les staliniens perdent du terrain politiquement (notamment aux élections administratives), et syndicalement (aux comités d'entreprise). Evidemment, à les écouter ils sont en pleine période ascendante. Mais un vieux proverbe italien dit que les bavardages ne produisent pas de farine. Aussi donnerons-nous du temps au temps.

L'HOMME DE LA RUE.
Rome, 10-3-1950.

DERRIERE CHAQUE SYNDICAT, UN PARTI

Si nous mettions côte à côte toutes les publications à caractère syndical, nous couvririons à coup sûr une belle étendue de terrain. Mais quand il faut extraire de ces feuilles les renseignements et les nouvelles qui constituent la preuve évidente de toute activité, on reste les mains vides. Discours généraux, polémiques personnelles ou doctrinales contre les autres centrales; déclarations et ordres du jour concernant les conflits. Il n'y a guère que le « Notiziario » de la C.G.I.L. qui donne quelques échos des faits survenus dans telle ou telle usine, dans tel ou tel coin agricole. Encore n'existe-t-il aucune garantie quant à l'objectivité de ces informations.

Le phénomène n'est pas seulement syndical; il est propre au caractère et à la culture des Italiens. Il est difficile de trouver ces éléments sociologiques qui abondent dans les pays anglo-saxons et même en France. Il est difficile de suivre l'activité syndicale des divers secteurs de la production si l'on veut tenir compte des facteurs essentiels qui la déterminent, laissant de côté le matériel de caractère gouvernemental qui — mis à la mode par le régime fasciste — fait encore prime dans les milieux syndicaux.

A vrai dire nous devrons nous contenter d'arguments de caractère général se rapportant aux centrales syndicales, et non aux travailleurs, qui en sont cependant les membres et en constituent la raison d'être.

***

Par exemple : le plan de la C.G.I.L.

Les négociations plénières ont eu lieu à Rome, les 20 et 21 février. Question fondamentale : le mode de financement. Comment envisager la possibilité qu'un pays, aussi appauvri qu'est l'Italie, paie 2 ou 3.000 milliards de travaux même s'il s'agit de travaux productifs ?

Le rapporteur officiel, Breglia, insista sur les avantages qui doivent découler de la nationalisation des industries hydroélectriques et de l'éclatement des monopoles, en un discours plein de généralités et peu persuasif. Si bien que la question :

Comment payer le plan ?, demeura sans réponse.

Au cours de la discussion, Pesenti et Angiolini, professeurs universitaires comme Breglia, allèrent plus au fond du problème; Riccardo Lombardi (du P.S.I., porte-parole du courant centriste) fit de même. Les premiers soutinrent que le plan « s'autofinançait », après un premier crédit de démarrage de quelques centaines de milliards; le second souligna qu'une émission prudente de monnaie était indispensable, et que cette « inflation contrôlée » ne pouvait avoir lieu qu'accompagnée d'un freinage et d'un contrôle des monopoles.

En dehors du fait que les fins politiques et d'agitation du plan sont évidentes depuis que Di Vittorio déclara que le gouvernement actuel ne pourrait jamais réaliser les propositions de la C.G.I.L. (alors qu'elles auraient pu l'être grâce à un gouvernement triparti : démo-chrétiens, socialistes nennistes et staliniens), quelques points doivent être en évidence.

En présentant le plan, la C.G.I.L. accomplissait un geste absolument nouveau dans son histoire propre et, croyons-nous, dans l'histoire des organismes syndicaux de n'importe quel autre pays. D'un seul coup elle se déclarait prête à assumer des responsabilités précises en ce qui concerne la production, abandonnant et son comportement réformiste et ses penchants maximalistes, renonçant à diriger sa propre action dans le sens de la défense des diverses catégories de salariés. Cela équivalait à déclarer : « Pour ne pas compromettre la production, aujourd'hui élément essentiel de l'intérêt général, et tenant compte que cette production a un caractère capitaliste, nous acceptons de collaborer avec le capitalisme... ».

Pratiquement, la conséquence logique du plan serait de donner une fonction de « pompiers » aux bonzes confédéraux : une fonction de défense de la production contre les intérêts des catégories de travailleurs particulières.

Mais en fait la propagande en faveur du plan était contredite par l'activité que menaient, simultanément, les Chambres du Travail et les Fédérations d'industrie. La politique d'agitation en faveur de l'augmentation des salaires et traitements entretenue par la C.G.I.L. se poursuivait en même temps que la même C.G.I.L. refusait l'aide en dollars des Etats-Unis et définissait le plan Marshall « instrument de guerre », s'interdisant ainsi le recours au financement de ses propositions.

Il reste à constater que l'organisation syndicale liée au parti communiste stalinien a tenté, en Italie seulement, de transposer la lutte, du plan extérieur et intrinsèque propre au réformisme et au maximalisme, à celui, concret et intime, de la modification des structures.

Les renseignements rassemblés pour présenter plus efficacement le plan sont intéressants. Ils mettent en valeur plus particulièrement le contraste existant entre les demandes présentées par les Chambres de Travail (rues nouvelles; aménagements divers; construction d'habitations; industries à réorganiser; etc...), et les fumeuses solutions « techniques » mises en avant par les augures confédéraux. Le contrôle et le sentiment des travailleurs cèdent le pas à la doctrine académique et aux nécessités bureaucratiques ou politiques.

***

Sur des bases opposées, naissait le 5 mars, l'U.I.L. — Unione Italiana dei Lavoratori — où prévalaient des soucis propres aux salariés de catégories, et la mise en valeur déclarée des syndicats dans le sens « vertical ».

En premier lieu, le 15 février, survenait la fusion de la F.I.L. avec la Libre Confédération. Les chefs de la F.I.L. (Canini, Simonini, Parri), avaient en réalité négocié leur organisation il y a déjà longtemps; depuis la fin de l'été 1949, ils s'étaient employés à se lier avec les syndicats démo-chrétiens. Mais peu de syndiqués les suivirent; même parmi les républicains, chez lesquels existent de solides sentiments anticléricaux, sentiments que Parri avait curieusement oubliés.

Ainsi donc, plusieurs Chambres de Travail de la F.I.L., quelques syndicats de catégorie autonomes, de nombreux militants « périphériques », non staliniens mais socialistes, et non démo-chrétiens, se rassemblèrent dans l'U.I.L.

Une préoccupation comptait pour beaucoup : savoir si à côté d'antifascistes notoires comme Viglianesi, Bulleri, Carmagnola, il n'y avait pas des purs... fascistes. L'hebdomadaire officiel de l'U.I.L., « Il Lavoro Italiano », n'a jamais hésité à revendiquer le caractère fasciste de sa naissance, par la collaboration des hommes connus et des pêcheurs en eau trouble du régime défunt.

De toute façon, le succès de l'U.I.L. fut limité. A Turin, les travailleurs adhérant au P.S.U. ont décidé de rester à la C.G.I.L., malgré la difficulté sans cesse croissante d'y militer pour qui n'est pas stalinien.

Ainsi, bien qu'apparemment l'U.I.L. remplissait un vide, offrant au P.S.U. et à la minorité du P.R.I., un syndicat particulier, ce qui correspond à la tendance et à la mode qui veulent qu'il y ait autant de syndicats que de mouvements politiques, les travailleurs qui veulent se battre, sur les lieux de leur propre travail et par les moyens que ce travail offre, contre le capitalisme et contre toute autre forme d'oppression, demeurent « à découvert » sur le plan syndical, par opposition au plan politique. En réalité, il s'agit de trouver une base solide pour un mouvement acceptable et habitable pour tous.

***

Il y a lieu de s'intéresser à la naissance d'un second parti catholique, qui établirait son existence et son succès sur la carence syndicale que nous avons soulignée.

Sans compter le caractère toujours plus réactionnaire au point de vue social de la démocratie chrétienne.

Des faits sont sûrs :

Dans les régions de la Vénétie, de Crémone, de Bergame, la collusion entre les grands agrariens et la démocratie chrétienne. Aussi les évêques de ces zones (enclins au modernisme, rappelons-le), interviennent-ils.

Les contre-propositions de De Martino au projet Seghi de réforme agraire suscitent des remous. Le groupe parlementaire de la démocratie chrétienne a approuvé ces contre-propositions à une forte majorité, — et il s'agit de modifications qui tendent (nous le verrons dans un prochain article) par des techniques meilleures bien plus à sauver la grande propriété qu'à la faire disparaître.

Dans le cas Dalmine, l'évêque de Bergame est intervenu auprès du gouvernement (mais les actes ne sont pas encore venus) pour empêcher que le Commissaire de la Dalmine même, Innocenti, transfère la direction et les bureaux dans son propre établissement de Milan, siège de la société qui lui appartient — laquelle société concurrence la Dalmine (gestion Finsider : 42 % des actions aux mains de l'I.R.I., c'est-à-dire du gouvernement !). La maîtrise, en majorité démo-chrétienne, s'est rendu compte que les grands industriels sont plus forts que leur propre gouvernement.

Cela les a mis en crise. Cela peut précipiter la naissance d'un parti, avec Gronchi et Rapelli, parti qui prendrait une tendance sociale plus nette.

***

Bien sûr : ce sont, une fois de plus, des solutions politiques. Exploitation aux fins de politique gou-

vernementale, jusque, y compris, les émeutes spontanées comme celles de l'occupation des terres incultes en Calabre.

Le mouvement des travailleurs doit encore naitre — au moment où se défont les derniers restes d'un syndicalisme chaque jour plus sclérosé, et vain.

Carlo DOGLIO.
21-3-1950

NOTES D'UN PASSANT

Nous avions arrangé notre voyage quand, brusquement, la situation, une fois de plus, s'aggrava. A la suite des troubles de Turin — assaut et destruction du local des « néo-fascistes » — le gouvernement avait pris une série de mesures créant, dans douze provinces et pour une durée de trois mois, un état d'exception : pour assurer l' « ordre public », les autorités locales étaient dessaisies au profit des préfets. On ignorait encore quelle serait la riposte des staliniens. Leurs dirigeants se réunissaient et se concertaient. Proclameraient-ils de nouveau la grève générale ? Nous avions projeté une visite à l'Italie d'hier ; il nous faudrait voir d'abord celle d'aujourd'hui.

Vintimille a son aspect habituel. Pas même de rassemblement autour du kiosque où viennent d'arriver les édition spéciales de l'*Unità* et du *Lavoro*. Quelques acheteurs se contentent de regarder les titres mais se plongent dans la *Gazzetta dell Sport* et les bribes de conversation qu'on peut saisir roulent autour de « Gino » et de « Fausto ». Le Milan-San Remo couru avant-hier a été l'occasion d'une nouvelle victoire du vétéran sur son jeune rival. Grand événement qu'on discute avec passion.

On peut continuer vers Gênes. Pas de grève générale, seulement des meetings où les ouvriers seront appelés à affirmer leur volonté de défendre les libertés républicaines. Le rédacteur du *Lavoro* nennien est prêt, lui, à donner sa vie pour sauver la Constitution. Les murailles sont de plus en plus salies et couvertes de slogans ; c'est la propagande par l'obsession. Mais pendant assez longtemps il n'y en aura que pour Gino et Fausto ; ce n'est qu'à partir de Savone que leurs noms feront place à celui de Scelba, le ministre de l'Intérieur, mais pas pour l'acclamer, et c'est là que nous verrons les premiers rassemblements d'ouvriers.

Au passage à niveau d'Arenzano, il semble que cela va devenir plus sérieux. On ne passe pas ; les files de voitures s'allongent. A-t-on bloqué du coup la route et le chemin de fer comme Venise fut bloquée la semaine dernière pendant 24 heures ? Fausse alerte ; on travaille, au contraire, et on a choisi cette heure du jour pour remplacer un des rails de la voie unique.

Mais dès Sestri Ponente on est dans l'atmosphère du meeting de Gênes : ouvriers et ouvrières refluent en hâte vers les usines et les chantiers où ils reprendront tantôt le travail. Pas de cris ni de chants ; apparemment les badigeonnages muraux dont peu d'immeubles sont indemnes suffisent. Par contre, quand nous atteignons Gênes plus rien ne subsiste de l'agitation de la matinée ; les boutiques sont ouvertes, tramways et autocars circulent ; pas trace de mesures de police exceptionnelles. Et ce n'est pas non plus au long de la Riviera di Levante où l'historique Rapallo s'étend magnifiquement dans le soleil que nous rencontrerons des foules ouvrières. Ce n'est qu'en fin d'après-midi, quand nous approcherons de La Spezia, que nous les retrouverons. C'est d'abord le reflux du meeting, le retour vers la maison, mais il y a encore, en ville, grande agitation, et ici on voit la « celere » (police motorisée) en action. L'an dernier, à Rome, je l'avais vue au repos à l'occasion d'un meeting et d'une grève de « statali ». Les fonctionnaires romains sont gens paisibles, le meeting fut terne, les jeunes lisaient la *Gazzetta dell Sport* — c'était aussi un lundi ; le car, garni de policiers et d'une mitraillette, planté face à la tribune n'eut pas à intervenir. Ici il parcourait les rues sans arrêt. Est-ce plus dangereux que les charges de cavaliers ? C'est autre chose. Ça fait davantage cinéma et gangsters ; l'homme à la mitraillette fait des gestes, roule les yeux; parfois il prend peur, s'affole, il tire et il y a des blessés et des morts. Ce soir, fort heureusement, tout se borna à la parade ; les attroupements se dispersent quand l'auto siffle et se reforment quand elle est passée.

Lucques offrait le spectacle habituel des petites villes italiennes en fin de journée ; toute la population se promenait dans l'étroite via Nazionale. Florence, terme du voyage, avait eu son meeting à la Bourse du travail mais les organisateurs avaient déconseillé la formation d'un cortège et maintenant la ville était tout à fait paisible.

Le lendemain, tout le monde chanta victoire. « Puissante manifestation dans tout le pays pour la défense de la Constitution », dirent les staliniens, tandis que le gouvernement, constatant que l'ordre n'avait été nulle part sérieusement troublé, concluait : nos mesures exceptionnelles étaient donc nécessaires.

Tard dans la soirée de graves nouvelles se répandirent ; dans un village des Abruzzes, les carabiniers, apeurés devant une poussée de trois à quatre cents paysans, avaient tué deux des manifestants. La Confédération du travail stalinienne qui avait décidé, le matin, de s'en tenir à des protestations par meetings, proclama aussitôt la grève générale pour la journée du lendemain.

***

Des affiches ont été apposées dans la nuit, de nouvelles inscriptions couvrent les murs : « Encore deux morts ! » Des groupes de jeunes parcourent les rues, criant l'*Unità*. La grève, cette fois, n'est que pour 12 heures, et, entre autres, les cheminots en sont exceptés ; la précédente grève générale a été, en fin de compte, un échec ; les staliniens prennent leurs précautions.

Sur le pas des portes, les gens s'interrogent ; Florence est une ville d'artisans ; il n'y a qu'un peu d'industrie dans les faubourgs. Dans les quartiers ouvriers, les commerçants annoncent qu'ils fermeront leurs boutiques à midi. Dans le centre, rien ne sera changé ; la ville aura sa physionomie habituelle, les touristes pourront visiter les musées, les palais et les églises. Un meeting est prévu pour l'après-midi, sur le vaste parvis de Santa Croce. Les ouvriers des environs y viennent en cortèges, drapeaux déployés, les « tricolores » plus nombreux que les rouges ; ici aussi on est « patriotes ». Rien à dire des discours ; ce sont désormais les mêmes partout : des disques.

Un mort à Parme. Une émeute de paysans dans les Pouilles, à San Severo, que les staliniens minimisent en disant qu'il s'agit de provocations fascistes. Mais que vont-ils décider ? Rien d'autre qu'une interpellation au Parlement. C'est que les premières conséquences de leur agitation commencent à se manifester, leur donnent à réfléchir. Ils sont contraints d'annuler l'ordre de grève générale des fonctionnaires fixée depuis plusieurs semaines au mardi 28 mars ; le cartel, réunissant toutes les organisations de fonctionnaires s'est disloqué ; les chrétiens ne veulent plus d'action commune avec les gens qui les font assommer ; les indépendants renoncent à une action qui, dans les circonstances présentes, perdrait sa signification

revendicatrice au profit de l'agitation purement politique des staliniens.

D'autres symptômes indiquent que les ouvriers sont las de participer à des manœuvres qui n'ont rien à voir avec la défense de leurs intérêts ; les scissions s'accentuent et se consolident dans les centres industriels du Nord ; à Turin les ouvriers qui ont quitté la C.G.I.L. stalinienne se rassemblent dans une nouvelle organisation : la Confédération italienne des syndicats ouvriers (C.I.S.L.) qui groupe déjà 62 syndicats et le quart des 90.000 à 100.000 ouvriers turinois. Une occupation d'usine dans la province de Rome, imposée par les staliniens, malgré l'opposition de l'immense majorité des ouvriers se solde par un complet échec. Les rapports entre les ouvriers s'enveniment ; on se bat fréquemment entre partisans et adversaires des grèves. Même dans le parti stalinien il y a des remous. On « épure » sur une vaste échelle ; le bulletin intérieur de la Fédération de Rome publie la liste des principaux exclus, « pour titisme », naturellement. Le but de Togliatti, c'était la formation d'un nouveau Front populaire « pour la défense de la Constitution ». Il avait demandé à la Confédération générale du travail de prendre l'initiative d'une réunion interpartis. Les partis ont refusé l'un après l'autre, à l'exception de celui de Nenni-Fierlinger, bien entendu.

Mais la malfaisance stalinienne garde beaucoup de possibilités de s'exercer. Elle dispose de moyens matériels puissants. Une enquête menée par les syndicats chrétiens a permis d'en dresser l'inventaire : une « motorisation » impressionnante des sièges syndicaux, et d'abondantes subventions pour permettre, à tout moment, des liaisons rapides. Di Vittorio n'a pu opposer à ces précisions qu'un faible démenti, et il n'a pu démentir ce texte d'une circulaire du parti communiste de Lucques en date du 10 février 1950 : « Mettre le parti en mesure de tenir en main tous les dirigeants syndicaux afin de liquider, d'une manière radicale, toutes tendances à l'opportunisme et à la capitulation ».

Le problème présent de l'Italie est, avant tout, démographique : il y a cinq millions d'Italiens de trop dans la péninsule. La réforme agraire qui, semble-t-il, va devenir réalité, ne suffira pas à le résoudre, mais la tactique stalinienne ne fait que l'aggraver ; c'est l'objet qu'elle poursuit et ses dirigeants se réjouissent quand ils réussissent à paralyser ou gêner l'activité économique. Il n'y a pas, actuellement, de danger fasciste en Italie, mais il y aura bientôt danger d'une nouvelle dictature si les ouvriers permettent aux staliniens d'épuiser leur combativité dans des mouvements commandés par la politique russe et pour elle.

Si, comme l'a révélé Enrique Castro, Togliatti est le stratège choisi pour l'Italie et pour la France, et dirige les opérations combinées dans ces deux pays, il se réserve le beau rôle; il laisse aux Français la sottise dense, le langage ordurier, les scènes grossières et le pugilat au Palais-Bourbon, tandis qu'à Montecitorio il parle en termes choisis, joue au grand politique, à l'homme d'Etat. L'agitation récente y a eu, en fin de semaine, son écho. Nenni et Togliatti ont interpellé, le premier menaçant le gouvernement de désordres chroniques, tandis que Togliatti prononçait des paroles de ce genre : « Aucun parti italien n'avait incité ouvertement à la révolte. Nous ne prêchons pas la haine mais mettons en action ces moyens de propagande et d'émulation qui servent à l'éducation des hommes libres ».

C'est une constatation assez pénible qu'on doit formuler en guise de conclusion. Les ouvriers italiens et français ont-ils maintenant la tête si dure qu'ils seront les derniers à comprendre la signification du stalinisme. Partout, dans le monde, les ouvriers s'en éloignent; les travailleurs britanniques l'ont fait démonstrativement aux récentes élections, bien qu'ils ne manquent pas de griefs à l'égard du gouvernement et des dirigeants travaillistes; mais c'est précisément pour cela, parce qu'ils veulent mener leur lutte, qu'ils ont commencé par mettre le stalinisme au rebut.

MOLINELLA

Si l'on était tenté de désespérer, la récente histoire d'une bourgade du Bolonais que la mort d'un militant socialiste vient de ramener à l'actualité suffirait à redonner courage.

Giuseppe Massarenti avait été un pionnier du socialisme et de la coopération; en fait, son activité s'exerça dans tous les domaines. Située entre Bologne et l'Adriatique, au milieu d'une région marécageuse, Molinella était infestée par la malaria. Massarenti étudia les moyens de la combattre et de sa propre initiative organisa la campagne qui en eut raison. Le soir il se faisait maître d'école, dota la petite ville d'une bibliothèque de cinq mille volumes. Persécuté sous le fascisme, déporté à Ustica et à Ponza, il put revenir dans sa ville et y mourir après l'effondrement de Mussolini. Une belle figure de militant modeste, qui ne monte jamais au premier rang, reste dans son coin, y fait un travail et y mène une vie exemplaires.

Mais c'est l'histoire de Molinella qui est particulièrement instructive. Elle s'inscrit en deux panneaux symétriques. Sous le fascisme, ce fut, de toute la province, la seule commune qui refusait de céder. C'était le cauchemar de Mussolini. Pour vaincre sa résistance, il lui fallut déporter trois cents familles que des camions vinrent enlever un matin.

Les déportés rentrèrent en hâte dès que Molinella fut libérée. C'était pour y revivre bientôt les mêmes scènes; la ville fut maintenant le cauchemar des staliniens. Les élections avaient donné aux socialistes la direction quasi totale de la Bourse du Travail. Redoutant que son influence ne s'étendit sur les régions voisines, les staliniens recrutèrent des forces en Emilie et en Romagne, tentèrent de s'emparer et de s'installer dans la Bourse, brutalisèrent les habitants, organisèrent des expéditions punitives tout à fait dans le style mussolinien.

A. R.

POLOGNE

TEMOIGNAGE VECU

J'ai essayé dans un premier article de donner quelques impressions précises sur l'aspect de Varsovie et les conditions de vie en 1948, et j'ai été conduit à mettre l'accent sur l'évolution rapide qui a mis la Pologne ouvertement sous le joug stalinien.

Je m'imaginais, dans les premiers temps de mon séjour là-bas, que la population participait avec enthousiasme au triomphe du nouveau régime. A la moindre fête, Varsovie se pavoisait de rouge et d'immenses cortèges défilaient en chantant. Partout j'entendais parler de réformes, de vie nouvelle. La presse était remplie de nouvelles encourageantes : normes dépassées, réalisations en cours, progrès dans tous les domaines. Et cette presse, attentive aux efforts du peuple et totalement dédaigneuse de crimes et scandales, n'était pas pour me déplaire, surtout par comparaison avec l'ignoble presse du soir parisienne. Le respect de l'âme enfantine aussi m'impressionna très favorablement : journaux du jeudi, théâtres de marionnettes, si loin de nos abominables Tarzans et autres épiceries venues d'outre-Atlantique.

Je fis des voyages en province et il m'arriva

souvent de camper dans des villages reculés. Les contrôles sur les routes étaient encore modérés; nous étions arrêtés seulement à l'entrée et à la sortie des grandes villes, pour vérification des papiers. Nous trouvions toujours chez les paysans un bon accueil, et généralement la vue d'une traction-avant et d'une tente causait dans les petits villages autant de remue-ménage qu'un cirque en France.

Je me souviens en particulier d'une nuit dans un hameau, pas très loin de Lublin. Aussitôt installés, nous fûmes entourés d'une nuée de gosses, pieds nus et tondus ras, misérablement vêtus, qui se disputaient férocement les pages coloriées d'un magazine qui nous servait à allumer le feu. Les parents vinrent aussi, le soir, les hommes pieds nus, les femmes en savates. Leurs maisons étaient très rudimentaires, en bois, composées d'une entrée et d'une salle unique.

La campagne, tout autour, était magnifique, et je m'expliquais mal l'état misérable de ces paysans. Mais je ne savais pas encore assez de polonais pour parler utilement avec eux. Seules, quelques petites filles à nattes nous déclinèrent quelques mots de français appris, à notre grand étonnement, à l'école voisine.

Le lendemain nous visitions Lublin, gros marché agricole et ville universitaire. Comme partout, nous étions frappés par la rareté et le mauvais état des hôtels. Partout aussi, des récriminations contre la rareté et la cherté des produits, dans un des districts les plus riches de Pologne au point de vue agricole. A 3 km. de la ville, le camp de Maidanek, conservé intact avec sa chambre à gaz et ses fours crématoires, offrait, sous le soleil de mai, un spectacle bouleversant.

Nous poussâmes jusqu'à la célèbre forêt de Bialowieza, plus au nord, traversée par l'actuelle frontière russe. Cette zone est actuellement à peu près inaccessible. Il y a là un parc à bisons qui attire quelques touristes. Nous y trouvâmes de pleins camions d'ouvriers. Ils nous regardèrent avec curiosité et essayèrent de nous parler. L'un d'eux se décida et nous dit : « Je sais un seul mot français : vive Thorez ! ».

⁂

Je voudrais noter ici ce que je pense de la valeur d'un témoignage vécu. Ceux qui ne sont jamais allés derrière le Rideau de Fer se séparent en deux groupes : pour les staliniens, tout y est parfait; pour les autres, tout y est exécrable. Il n'y a guère de juste milieu. Lorsqu'on y a vécu, on a une impression différente : d'une part se révèle à vous petit à petit la misérable condition du peuple, l'absence totale de liberté et la quasi-impossibilité de toute révolte (nationaliste ou syndicale), mais en même temps sous vos yeux la vie continue, les enfants chantent et jouent, les maisons poussent. Si bien qu'il n'est pas difficile, au bout de quelques mois, de revenir tout à fait satisfait de ce qu'on a vu. Cela peut bien être le cas, à fortiori, de beaucoup de journalistes, même non staliniens, qui font un court séjour bien « dirigé ».

Il faut prendre en considération aussi les conditions dans lesquelles on vit, et les milieux que l'on fréquente. Et ici, il y a un point sur lequel on doit insister, parce qu'il est profondément décevant pour ceux qui croient à une internationale possible; il est de plus en plus difficile, derrière le Rideau de Fer, et même pour des communistes, de fréquenter qui l'on veut. Cela a été dit et répété : la xénophobie est générale dans les sphères gouvernementales, et même dans les sphères communistes. Les témoignages abondent sur ce point.

Mais revenons à nos souvenirs. Il m'est arrivé assez souvent de parler à cœur ouvert avec des étudiants ou des paysans. Après quelques verres de wodka propres à dégeler l'atmosphère, on en arrivait assez vite aux épanchements; et l'entretien, qui généralement commençait par tout ce qu'on pouvait dire d'encourageant sur le régime : la reconstruction de Varsovie par exemple, déviait sur un domaine plus amer.

Je m'efforçais, pour ma part, avec une naïve bonne foi, de rappeler à mes interlocuteurs l'incontestable progrès social effectué, depuis le régime des Colonels, les acquisitions territoriales de la Pologne nouvelle. Sur le premier point, on me répondait que j'étais loin de compte et que je devais compléter mon information avant d'en parler. Et cela était lourd de sous-entendus. Sur le second point, très important pour tout Polonais, communiste ou non, on était inquiet. Personne ne se fait d'illusion là-dessus : le jour où elle en aura besoin, l'U.R.S.S. rendra la Silésie à l'Allemagne. Pour ce qui est de récupérer les territoires de l'Est, Wilno et Lwow, par contre, pas d'illusion. La Russie ne les rendra pas. Et les familles émigrées de ces régions ne peuvent plus correspondre avec les leurs restés là-bas. Car il est une chose que l'on ne sait pas assez ici : le Rideau de Fer est peut-être encore plus infranchissable entre le glacis et l'U.R.S.S. qu'entre l'Occident et le glacis.

J'ai parlé avec des paysans des Tatra; pour eux Varsovie est la ville rouge, c'est tout dire. Ils sont fidèles à la vieille Cracovie, belle ville de palais et d'églises, comparable en France à Aix-en-Provence, qui passe en Pologne pour la vraie capitale de la réaction.

De fait les Tatra sont une zone très surveillée et où les maquis, paraît-il, sont particulièrement nombreux. Il est difficile de savoir si maquis et groupes de partisans sont nombreux, derrière le Rideau. Il est toujours imprudent d'en parler. Mais de temps en temps on apprend, par un voyageur, que telle ligne a été interrompue à la circulation pendant une journée, que tel train est arrivé avec un retard considérable par suite d'un accident sur la voie. La presse reste muette. Il s'agit de sabotages sporadiques. Il est évident aussi que la population est bien mieux renseignée que nous sur ces faits; et beaucoup vivent dans l'espoir d'une libération.

La libération, l'espoir de libération, voilà, je puis l'affirmer, la grande, la seule question que se pose l'énorme majorité de ce peuple. On vit, on travaille, mais surtout on attend. On attend quoi ? Ici, cruel dilemme. Car il n'y a que deux issues, que deux possibilités : l'esclavage sans cesse plus pesant et plus définitif, ou la guerre, avec toutes ses conséquences. Là, les réponses varient. J'ai entendu de jeunes paysans montagnards des Tatra appeler la guerre de tous leurs vœux (et pourtant, croyez-moi, ils savent ce que c'est). A Varsovie, on est moins catégorique : la libération, oui, évidemment; mais la guerre n'est pas une solution. Et il n'est que de jeter les regards autour de soi pour s'en convaincre.

Alors ? Alors rien; attendre, vivre, agir si l'on peut. Surtout ne pas mourir, surtout ne pas laisser mourir la Pologne.

Car il est impossible de parler de ce peuple sans tenir compte de son extrême nationalisme, de ce nationalisme si durement vexé par les maîtres du Kremlin, malgré les titres ronflants de la presse sur l'intégrité de la Pologne et l'indépendance de son gouvernement. On ne peut pas non plus parler de ce peuple sans évoquer les deux grandes questions morales : le problème juif et le problème catholique.

J'ai en effet l'impression que, si la masse de la population est hostile au régime, c'est davantage par un réflexe nationaliste (ou plutôt : patriotique) et religieux, que par une hostilité ouverte contre la socialisation du pays. Cette socialisation eût-elle été l'œuvre d'un Tito polonais, elle eût certainement gagné la partie. Mais hélas ! la géographie ne se plie pas aux désirs des hommes.

Un voyageur.

ESPAGNE

DEUX MOIS DERRIERE UN RIDEAU DE BLUFF (1)

Corruption, bureaucratie, misère

Près de 60.000 touristes, surtout Anglais et Français, ont visité Barcelone cet hiver, y apportant les précieuses devises dont Franco a un si pressant besoin.

Cependant, malgré le réel effort qui fut fait en leur faveur par la municipalité, les plus grands hôtels ne sont pas capables d'offrir à leurs clients le plus modeste bain. « No luz, no agua. » Pas de lumière et pas d'eau en cette grande cité catalane. La plus grande ville de toute la Méditerranée.

Beaucoup de choses aussi manquent, mais les touristes ne paraissent pas le remarquer. Après qu'ils ont rempli, parmi un grand nombre d'autres formalités de police, un volumineux questionnaire, on leur donne un numéro et un « dossier » spécial qui les accompagnera durant tout leur séjour. Ils pourront alors flâner le long des grandes et spacieuses avenues de Barcelone et admirer les vitrines des boutiques où il y a plus de marchandises, en ce qui concerne l'alimentation et le vêtement, que dans celles de Londres.

Si les touristes veulent des réjouissances, il y a le choix. Les cinémas, avec un double programme qui dure quatre et cinq heures, des boîtes de nuit où des danseurs exotiques se produisent jusqu'à l'aube pendant qu'on y boit de l'excellent Xérès en compagnie de dames faciles — le tout à un prix modeste — et sans parler des traditionnelles et sanguinaires courses de taureaux qui sont données deux ou trois fois par semaine.

Le touriste sera aussi mis face à face avec la misère qui gît sous tout ce luxe. Assiégé par d'innombrables mendiants, des aveugles et des impotents, des bohémiens affamés et des marchands à la sauvette en nombre astronomique, absolument faméliques, il peut être disposé à mettre tout cela sur le compte de la couleur locale ou même à imputer la misère de l'Espagne, l'éternelle misère de l'Espagne, au « caractère espagnol ».

Que, souvent, cet argument soit employé par ceux qui soutiennent ici le présent régime est tout à fait symptomatique. Cela dispense évidemment de toute autre explication et obtient souvent l'approbation des touristes dont la plupart ne sont pas particulièrement doués de sens politique.

C'est ainsi que j'ai, par exemple, rencontré à l'hôtel un couple suédois, vaguement libéral. « Baedeker » en mains et sans connaître un mot d'espagnol, ils m'affirmèrent que bien que Franco ne soit pas un monsieur très agréable, il n'en était pas moins nécessaire d'avoir en Espagne un homme « fort » ; sinon, le fameux « caractère espagnol » ferait sombrer le pays dans l'anarchie.

Etablie entre la montagne et la mer, avec ses quartiers supérieurs escaladant la fameuse montagne de Tibidabo et ses quartiers populaires courant le long du port, Barcelone, cœur de la Catalogne et poumon de l'Espagne, est bien la « perle de la Méditerranée », au passé légendaire de grande métropole maritime. C'est, à la fois, la plus grande ville et le premier port de l'Espagne. C'en est le plus gros centre industriel et en même temps une importante ville universitaire.

« Celui qui a bu l'eau de la Canaletas (une fontaine des Ramblas, la plus célèbre artère de la ville), ne quittera jamais Barcelone », déclare un proverbe local.

(1) Traduit de **The Socialist Leader.**

L'état de la production

Ville attrayante et vaillante, où les habitants sont actifs, tolérants, spirituels et d'esprit large, avec une teinte de scepticisme et de réserve qu'on ne trouve nulle part ailleurs en Espagne, Barcelone, après les heures fiévreuses de la guerre civile, est tombée dans un lourd sommeil.

Avec trois heures d'électricité par jour, l'impossibilité matérielle de se procurer des matières premières, et des moyens de communications défectueux, la florissante industrie catalane n'est plus que l'ombre de ce qu'elle fut.

Il y a plus de 100.000 ouvriers qui chôment en Catalogne. Le chômage, qui durant ces dix dernières années n'a pas cessé d'exister en Espagne, a atteint ses chiffres-records l'an dernier. Pendant mon bref séjour à Barcelone, plusieurs usines durent fermer, y compris les grandes firmes « Asland » et « Fradera » qui fournissent le ciment à toute la Catalogne.

Il en résulte que l'hostilité au régime est plus forte et plus unanime que jamais dans toutes les classes de la population. Jamais la grande cité catalane n'a été plus près d'une catastrophe économique sans précédent dans toute son histoire.

Ayant irrévocablement contre lui la classe ouvrière qui rejette avec mépris la démagogie des syndicats phalangistes, Franco a essayé de gagner les sympathies des classes commerçantes et industrielles dégoûtées par la corruption et les difficultés croissantes du régime. Ce fut la raison de ses voyages en Catalogne et en Biscaye, les deux seules régions industrielles de quelque importance. On peut dire maintenant que Franco a subi en cette occasion un des plus graves échecs de sa carrière. Il est vrai que sa tâche n'était pas facile. Donner satisfaction à ses ministres et aux phalangistes, partisans d'une économie contrôlée dont ils tirent des profits personnels considérables, et, en même temps, aux industriels qui désirent se libérer du joug de l'Etat totalitaire, était, en fait, une chose impossible.

L'industrie catalane se partage principalement en trois grandes sections : le textile, la métallurgie et le bâtiment. En prenant 100 comme indice de la population en 1936 (avant la guerre civile), on constate que, tandis que la production est à peu près restée à son niveau pour le textile, elle est tombée à 57 pour la métallurgie et à 50 pour le bâtiment.

La corruption

Pour pouvoir marcher, l'industrie catalane doit d'abord parcourir la sombre route de l'administration la plus hideuse et la plus corrompue qui soit. Il faut d'abord passer par le ministère du Commerce et de l'Industrie qui donne les licences d'importation et d'exportation, puis par l'Institut des devises étrangères, qui est chargé de la distribution des devises, puis par le Service du contrôle de l'énergie électrique dont le grand patron est le Senor Mariano de las Penas, un type digne de Balzac, et finalement par l'omniprésente et pléthorique « Fiscalia de Tasas », l'organisme qui contrôle les prix.

Parlons d'abord de Senor de las Penas, le roi de l'électricité de Catalogne. Son service a été institué il y a cinq ans, quand les restrictions d'électricité commencèrent à devenir sérieuses. La

sécheresse, le manque de charbon abaissèrent la production électrique espagnole de 35 millions de kilowatts-heure par jour à 14 millions en 48 et à 9 millions l'an dernier. L'industrie catalane fut affectée la première et le plus sérieusement. C'est Senor de las Penas qui, depuis qu'il a obtenu le contrôle de l'électricité, fournit les petites quantités d'électricité disponibles selon le système des profits personnels connu sous le nom de « pot de vin ». Ce système est devenu, pour ainsi dire, officiel. Il n'en coûte que la bagatelle de 10.000 pesetas à un industriel du textile qui désire simplement installer un nouveau métier à tisser.

Un modeste artisan de Barcelone a eu la bonne fortune de connaître la faveur de Senor de las Penas. C'est le coiffeur favori de Senora de las Penas ; il habite un élégant quartier de la ville ; quand la Senora désire se faire faire une « permanente », le Central électrique distribue du courant à tout le quartier. C'est la seule distribution gratuite de courant qui soit donnée par Senor de las Penas !

Très souvent, la nuit, en me promenant dans les rues, j'entendais derrière les volets fermés, le bruit des machines qui tournaient. C'est un délit très grave que d'utiliser le courant de nuit à des usages industriels, mais les inspecteurs du Senor suivent l'exemple qui leur vient de haut et ils ferment volontiers les yeux si l'on a fait le nécessaire pour cela.

Regardons maintenant au ministère du Commerce et de l'Industrie, qui est à présent dirigé par l'honorable Senor Juan Fernandez Suanzes. Son prédécesseur, Senor Carcelles, s'est retiré en 1945 et il jouit maintenant d'une jolie petite fortune évaluée à 600 millions de pesetas. Carcelles, un petit ingénieur catalan, commença sa carrière dans les bureaux de la Phalange de Barcelone avec le modeste salaire de 1.500 pesetas par mois.

Un de mes amis est un des principaux exportateurs de liège brut ou mi-travaillé, un produit espagnol type. Il avait acheté plusieurs centaines de tonnes de liège à l'état naturel à un important personnage, un marquis, de l'entourage de Franco, qui est propriétaire d'immenses domaines dans le Sud de l'Espagne, en Andalousie.

Pour transporter ce liège à Barcelone, mon ami avait besoin de 400 wagons. Très naïvement il en fit la demande aux chemins de fer espagnols. Naturellement on lui répondit que c'était impossible. Furieux, mon ami montra des lettres qu'il avait reçues du marquis et de hautes personnalités de la Phalange et du gouvernement. Mais sans résultat. Il lui fallut donc traiter avec un fonctionnaire des chemins de fer espagnols qui lui demanda, sans tortiller, la somme de 100 pesetas par wagon, soit 40.000 pesetas en tout. Cinq minutes après que cette somme fut payée, les wagons étaient là. Telle fut la première opération.

Le seconde consistait à obtenir de Madrid la licence d'exportation. Le premier essai rencontra un échec total. Ce ne fut qu'après avoir distribué libéralement des billets de 100 pesetas à tout le monde, depuis le portier jusqu'au garçon de l'ascenseur, que mon ami, que cette fois, on amena à l'étage voulu, parvint à atteindre la porte du sanctuaire où trône le secrétaire chargé de la distribution des licences. Ce monsieur se montra tout à fait raisonnable et se contenta de tout juste 15.000 pesetas. Et c'est ainsi que le liège destiné à l'exportation en Grande-Bretagne et en France subit une augmentation de prix de 55 pour cent.

Autre exemple non moins édifiant. Les laboratoires Alter, de Madrid, demandèrent des licences d'importation pour des produits pharmaceutiques dont le besoin était urgent. La note qui leur fut adressée en réponse par le ministère est stupéfiante de cynisme. Les laboratoires, s'ils voulaient obtenir leur licence, devaient abandonner gratuitement au Service de Santé militaire la moitié des produits achetés et en céder le quart, à prix coûtant, à la Phalange. Ils seraient libres alors de vendre le quart restant à n'importe quel prix, le ministère leur garantissant l'immunité !...

On pourrait multiplier ces exemples. Jamais aucun gouvernement, même les proconsuls romains de la décadence, ne fit preuve d'une corruption aussi générale. Jamais aucun pays n'a été saigné autant à blanc par son gouvernement légal.

La « Fiscalia de Tasas », le service du contrôle des prix, est une institution encore même plus corrompue. C'est certainement la plus haïe de toutes les bureaucraties fascistes. Cet organisme, qui a le super-contrôle de toute l'économie espagnole, a un état-major de 50.000 personnes qui, toutes, depuis la première jusqu'à la dernière, ont une double fonction, celle de bureaucrate et celle... de policier. Les inspecteurs qui sont chargés du contrôle des prix permettent toute augmentation que l'on désire, à la condition de recevoir une substantielle rétribution.

C'est ainsi qu'après avoir payé son tribut à la Fiscalia, le marché noir devient un « marché libre ». Le sucre, dont le prix légal est de 4 pesetas par kilo est vendu de 15 à 20 pesetas. Le lait, sans eau ajoutée (car il existe en Espagne une variété de lait appelé « lait populaire » qui contient une addition de 40 % d'eau), a atteint 15 pesetas le litre, etc., etc.

Tours de cochon

La Fiscalia de Tasas, qui travaille la main dans la main avec les services du ravitaillement, fait preuve d'une ingéniosité infinie.

Rappelons que les services du ravitaillement distribuent aux travailleurs de force (catégorie III) les rations suivantes: 160 grammes de pain noir par jour, un morceau de pain gluant et nauséabond, un quart de litre d'huile par semaine, et de temps en temps une poignée de légumes secs. Les marchés européens étant maintenant fermés aux produits agricoles espagnols à cause du développement de leur propre agriculture, les quelques grosses maisons du régime, qui monopolisent l'exportation des produits alimentaires, se trouvent en possession de stocks considérables, notamment de sucre et de riz.

Cependant, il n'est évidemment pas question d'augmenter les maigres rations officielles distribuées à une population affamée, ni même de lancer ces stocks sur le marché libre, ce qui y causerait une dangereuse chute des prix. Alors le tandem contrôle des prix - contrôle du ravitaillement a imaginé la combinaison suivante. Au début de janvier voici ce qui est arrivé à Madrid : les travailleurs apprirent que des quantités illimitées de riz et de sucre leur seraient vendues à 3 pesetas 50 et 7 pesetas le kilo. Mais ils devaient auparavant signer une demande. Naturellement toute le monde se précipita. A la fin du mois, au moment où elles devaient être délivrées, le prix de ces précieuses denrées était devenu 8 peset. 50 et 12 peset. le kilo. Les contrôleurs du ravitaillement avaient simplement ajouté 5 pesetas par kilo pour le transport, ce qui donnait des prix égaux à ceux du marché noir. Les travailleurs furent obligés de prendre les quantités qu'ils avaient commandées. Ceux qui refusèrent eurent les sommes correspondantes retenues sur leurs salaires. Les protestataires n'eurent ainsi ni argent ni marchandise.

N'imaginez pas pourtant que la Fiscalia n'en a qu'aux travailleurs. Lorsque ses intérêts le commandent, elle n'opère aucune discrimination de classe. Les industriels de Barcelone en savent quelque chose. Ceux-ci achetaient à la Fiscalia le coton brut qui leur était nécessaire au prix de 18 pesetas le kilo, alors que la Fiscalia l'achetait 30 pesetas, la différence étant largement couverte par les pro-

fits faits par ailleurs. Pour cette raison, l'industrie textile de Barcelone était récemment en pleine prospérité. Quoique d'assez mauvaise qualité, les textiles espagnols étaient parmi les meilleur marché d'Europe. Or il y a un mois, la Fiscalia décida, subitement, de mettre le coton sur le « marché libre », par son propre intermédiaire, au prix de 50 pesetas. Le résultat ne fut pas long à attendre : il y a aujourd'hui une formidable augmentation de 150 à 200 % sur les produits finis. La ouate pharmaceutique est montée d'une demi-peseta à 1 peseta 90 !

En plus de ces fraudes bureaucratiques, l'industriel espagnol a à supporter de très lourds impôts. Dans la construction, ils montent à 140 % du prix.

C'est pourquoi les usines catalanes ferment l'une après l'autre ; la plupart d'entre elles n'ont qu'une activité « symbolique », ne travaillant qu'un ou deux jours par semaine. L'industriel doit cependant payer ses impôts, tout comme s'il travaillait tout le temps.

Cette faillite économique sonne le glas du régime fasciste espagnol. Elle annonce sa chute politique.

Palais de marbre et « barracos »

Un voyageur non habitué aux coutumes et aux habitudes de l'Espagne serait stupéfait de ce paradoxe : d'une part, il tomberait continuellement sur de grands travaux de construction ainsi que sur des douzaines de maisons neuves avec l'écriteau « à louer » à tous les étages — d'autre part, il serait, disons incommodé, par la vue des « barracos », ces plaies purulentes des grandes villes de la nouvelle Espagne. Demeures sordides et infectes, amas de huttes faites de glaise et de boue, ces « barracos » sont, avec les luxueux palais aux colonnes de marbre de Tibidabo, les manifestations d'urbanisme les plus spectaculaires du fascisme à Barcelone.

Les immeubles neufs résultent de la sécurité que recherchent pour leurs capitaux les riches Catalans qui sont saisis de panique devant la possibilité que l'économie fasciste entre en pleine décomposition dans un proche avenir. L'argent a été investi dans la construction en quantités massives pour des raisons exactement contraires à celles qui commandent le vieil adage : « quand le bâtiment va, tout va ! » Le loyer d'une pièce dans ces buildings étant de 1.500 à 2.000 pesetas (1) par an, on se rend compte que la crise du logement, qui est véritablement dramatique en Espagne, n'a pu être résolue de cette manière.

Aussi, dans cette ville surpeuplée qu'est Barcelone, où la population est montée de 1 million à près de 2 millions d'habitants en cinq ans, il n'est pas rare de voir dans les quartiers populaires une douzaine de personnes qui vivent dans *une seule pièce*. Souvent les enfants dorment dessous le lit ou bien, tour à tour, sur le palier. Néanmoins les vieilles maisons croulantes de Barcelone sont incomparablement plus confortables que les « barracos » dont le nombre approche actuellement de cinquante mille et dont il continue à s'en construire chaque jour.

Sur les flancs de la colline de Montjuich, celle où se tient la célèbre, ou plutôt l'infâme, prison politique, il y a une sorte de demeures ouvrières qui en est le type courant. Ces demeures consistent en trous creusés dans la marne et qui, vues d'assez loin, ont un curieux aspect de ruche d'abeilles. En vous approchant vous voyez invariablement l'ouverture d'un tunnel dans laquelle vous ne pouvez entrer que par escalade. Un bout d'étamine le met à l'abri des regards de l'extérieur.

Les plus privilégiés ont une cheminée en fer blanc qui escalade la colline en se tortillant comme un immense serpent. Mais la plupart des « troglodytes » de Montjuich n'en ont pas et les femmes cuisent leurs maigres pitances sur de petits feux faits de brindilles de bois, ou sur des braseros, comme les Bédouins. Certains de ces gens vivent, comme nos lointains ancêtres, dans des grottes, ou dans des carrières abandonnées... Et, pour le promeneur nocturne, la vue de centaines de personnes dormant à même le sol est un spectacle qui devient rapidement familier.

Le problème du logement ouvrier a été résolu par les fascistes, comme tous les autres... sur le papier. Une loi du 19 avril 1939 a établi un Institut National du Logement, qui est un organisme d'Etat chargé de la construction des maisons désignées comme « protégées ».

Soutenu par l' « Organisation Syndicale pour les maisons et l'architecture », qui est le nom prétentieux dont se pare une organisation des syndicats phalangistes, l'Institut du Logement a eu à sa disposition, au cours de ces dix dernières années, la somme fabuleuse de 1.735.083.572 pesetas. Le fait que, d'après une brochure intitulée « Le travailleur doit enfin devenir propriétaire de sa maison », édition SIPS, Madrid 1949, il n'y a pas eu plus de 900 demeures qui aient été construites par l'Institut à Barcelone, la plus grande ville d'Espagne et celle où la crise du logement est la plus aiguë, donne une idée du « travail » accompli. De temps en temps l'une de ces maisons est achevée ; son inauguration est alors l'occasion d'une grande manifestation de propagande à l'issue de laquelle les clefs des chambres sont données à des membres de la classe laborieuse... des policiers et des petits fonctionnaires du régime.

L'intérêt de Franco à l'existence d'un « lumpen »

Les habitants des « barracos » sont, pour la plupart, des paysans qui ont été ruinés par le manque d'engrais et par la chaleur exceptionnelle qui a sévi en Espagne au cours de ces dernières années, ou qui ont été dépossédés de leurs terres par les grands propriétaires fonciers possesseurs de domaines immenses. Leur exode en Catalogne a été insidieusement encouragé pour la bonne raison que ces réfugiés dépassent en nombre les éléments proprement catalans de Barcelone dont les tendances séparatistes effrayent les autorités, et que, d'autre part, ils constituent un vaste « lumpen-prolétariat » qui peut être utilisé pour affaiblir la combativité de l'ouvrier catalan, cette bête noire du régime. Combien de grèves ont été empêchées en Catalogne par ces pauvres gens qui meurent de faim et pour lesquels un salaire de 10 peestas est une aubaine ! Aussi entend-on souvent le vrai ouvrier de Barcelone se plaindre amèrement de ces nouveaux arrivés. Parfois même on constate une véritable haine entre ces deux sections de la population. Cette division dans les rangs des travailleurs ne peut déplaire en aucune façon à Franco et à ses fascistes !

Abruti par la misère, le lumpen-prolétariat de Barcelone reste en dehors de toute idéologie de classe. Sans le savoir, il est aujourd'hui l'un des plus précieux auxiliaires de Franco.

Michel SALMON.

Barcelone, février 1950.

LES NATIONALISATIONS POURRAIENT BIEN ETRE UN PAS DECISIF DANS LE SENS DE LA TECHNOCRATIE ET DE LA SOCIETE DIRECTORIALE.
(Georges LASSERRE : Socialiser dans la liberté)

(1) Soit environ 12.000 à 16.000 francs (N.d.T.).

Notes d'économie et de politique

DONNEZ DES ARMES A MAO TSE-TUNG !

Qu'on me permette de revenir encore une fois sur la politique suivie par l'Amérique en Asie, car il n'en est pas, à mon avis, de plus néfaste

Alors que la bataille entre les troupes de Mao Tsé-tung et celles de Chang Kaï-shek battait encore son plein, j'avais insisté sur ce fait, qui me paraissait extrêmement révélateur, que Mao Tsé-tung n'avait pas d'aviation (1). Et bien que la Russie regorge d'avions et de pétrole, Staline n'avait point fourni, à celui qui était depuis quinze ans son allié, les quelques escadrilles qui auraient pu lui permettre de tenir tête à la seule arme efficace que possédait alors l'armée nationaliste, l'aviation. Ce fait montrait que le Kremlin n'était point assuré de la servilité de Mao Tsé, qu'il redoutait de sa part une volonté d'indépendance, ou que, pour le moins, le vieux finassier géorgien attendait le moment où les communistes chinois auraient absolument besoin d'avions pour leur en fournir... en dictant son prix.

Or ce moment est arrivé. Voici des mois maintenant que grâce à son aviation et à sa marine, auxquelles la Chine révolutionnaire n'a absolument rien à opposer, même pas de D.C.A., Chang Kaï-shek bombarde journellement et durement toutes les grandes villes de la côte chinoise, Shanghaï, Canton, etc. ; pire encore, il a pu établir un blocus rigoureux qui interdit à tout navire venant de l'extérieur, même, et surtout, si il est anglais ou américain, l'accès des ports chinois ; enfin, la maîtrise de l'air et de la mer que possèdent ainsi les forces nationalistes a non seulement rendu complètement impossible une attaque des troupes chinoises sur Formose, mais elle a même permis d'étouffer dans l'œuf ou d'écraser toutes les tentatives faites par Lin Piao pour débarquer dans l'île d'Haïnan, cependant toute proche de la côte (15 kilomètres).

Il est bien évident que c'est là, pour les Chinois, une situation qui ne peut pas durer. Il faut absolument en sortir. Et il leur est absolument impossible d'en sortir tant qu'ils n'auront pas une aviation, et, si possible, une marine. Lorsque les troupes de Mao Tsé n'avaient à combattre que sur le sol même de la Chine, elles pouvaient à la rigueur, moyennant des pertes supplémentaires en hommes et une plus grande durée des opérations, se passer d'avions ; maintenant, ce n'est plus possible.

Le fruit est donc mûr pour les gens du Kremlin ; Mao Tsé est à point pour céder au chantage de Staline. Puisqu'il ne peut se procurer des avions qu'auprès de la Russie, il va bien être forcé d'accepter les conditions que celle-ci mettra à ses livraisons d'avions, livraisons qu'elle ne fera, bien entendu, qu'au compte-gouttes, chaque nouvel avion étant l'occasion d'une nouvelle exigence, et d'une nouvelle reddition. Qu'elle le veuille ou non, et malgré tout le désir d'indépendance qu'elle peut avoir, la Chine va s'enchaîner à la Russie, simplement du fait qu'elle ne possède point les armes qui lui sont nécessaires pour pouvoir tenir.

Et cela est déjà commencé ! On vient, en effet, d'apprendre presque simultanément, d'une part, qu'une compagnie mixte russo-chinoise a été formée qui aura le privilège exclusif de l'exploitation du pétrole et autres richesses minières du Turkestan oriental (Si-kiang), et d'autre part, que, pour la première fois, au cours d'un raid effectué le 2 avril sur Hang-tchéou par des avions nationalistes, des avions chinois, de modèle russe, ont attaqué les assaillants, et en ont même abattu deux.

Donnant donnant, pour avoir ses premiers avions, Mao Tsé-tung a dû livrer à Staline les richesses minières du Turkestan ; que devra-t-il livrer encore pour les suivants ? **Volens nolens**, Mao Tsé-tung et ses collaborateurs se trouvent obligatoirement poussés dans les bras du czar russe ; on peut même dire qu'ils lui sont livrés.

Or qui les pousse ainsi dans les bras de Staline, qui livre ainsi la Chine à la Russie ? Personne d'autre que l'Amérique !

Par la politique absurde qu'elle suit depuis quelque trois mois — si même on peut appeler cela une politique — l'Amérique a joué le jeu de Staline à un degré que celui-ci ne pouvait même pas espérer.

En se refusant à reconnaître le gouvernement de Mao Tsé-tung, qui contrôle depuis des mois toute la Chine, en permettant à Chang Kaï-shek d'établir le blocus — qu'elle déclare d'ailleurs elle-même illégal — des côtes chinoises, en continuant à fournir des fonds aux nationalistes sous le couvert du plan Marshall, en persistant à leur livrer des tanks et autre matériel de guerre (il vient d'en être encore débarqué à Formose dans les premiers jours de ce mois-ci), l'Amérique a, d'une part, tiré elle-même le rideau de fer sur la Chine et a, d'autre part, maintenu contre Mao Tsé une menace permanente à laquelle il ne peut échapper qu'en se soumettant à la Russie. L' « empire russo-chinois », amorcé déjà par les anciens czars, comme l'avait révélé il y a une cinquantaine d'années Alexandre Ular, est maintenant en pleine voie de réalisation par le nouveau czar, et cela du fait de Washington !

Mais le plus extraordinaire est que le Département d'Etat paraît se rendre très bien compte de l'absurdité de sa politique. Il sait — il l'a proclamé par la voix de ses porte-parole les plus autorisés — que Chang et son régime ne sont plus rien en Chine (2) et qu'ils ne pourront jamais y redevenir quelque chose ; il sait qu'ils ont toujours été un régime « pourri » et qu'ils ne font actuellement que crever de leur propre pourriture; qu'ils sont absolument incapables, même avec l'aide américaine, de reconquérir le pays qu'ils n'ont pas été capables de conserver même avec cette aide — et cependant, on fournit à ce moribond, que la simple pitié commanderait de tuer au plus vite, les quelques ballons d'oxygène qui peuvent lui permettre de tenir encore — cela, tout simplement pour embêter Mao Tsé-tung !

Politique enfantine ! D'enfants qui sont prisonniers des mots au lieu de reconnaître les faits. Politique digne du Quai d'Orsay !

Et cependant, les gens du Département d'Etat ne sont tout de même point aussi crétinisés par la tradition et l'école des Sciences politiques que leurs confrères français ! L'infantilisme de leur politique doit bien avoir une autre cause ; celle-ci, hélas ! n'est point très difficile à trouver.

Dès que les chefs nationalistes ont dû s'apprêter à fuir de Chine, Mme Chang Kaï-shek est partie pour l'Amérique. Elle n'y est certainement pas arrivée les mains vides, et elle y est restée de longs mois. On sait la corruption qui règne dans les milieux politiques

---

(1) Voir **R.P.** de décembre 48 : « Pourquoi Mao Tsé-tung n'a-t-il pas d'avions ? »

(2) On objectera peut-être qu'il y a actuellement des guérillas paysannes en Chine qui combattent les soldats de Mao Tsé. Que cela soit, c'est à peu près certain. Les paysans chinois ont toujours éprouvé le besoin de se défendre contre les pillages de la soldatesque, chaque fois que leur province était envahie par une nouvelle armée. Mais cela n'en fait pas des nationalistes ! Pas plus que ça ne faisait des « lances rouges » qui s'étaient constituées dans le même but, lors de la grande avance nationaliste de Canton à Shanghaï il y a vingt ans, des partisans de l'empereur !

américains. Pourvue d'un nombre suffisant de dollars, il n'était pas plus difficile à Mme Chang Kaï-shek qu'à Franco de s'assurer le concours d'un certain nombre de politiciens influents prêts à tout pour gagner des dollars. Leur campagne, lancée avec toute la vigueur et toute la brutalité dont les Américains sont capables, est présentement en plein développement. Le secrétaire d'Etat Dean Acheson a été presque accusé de « trahison » et l'on a porté l'accusation infamante de « communiste » contre tous ceux qui avaient préconisé la seule politique raisonnable qui était à suivre en Extrême-Orient : laisser tomber Chang Kaï-shek et se comporter convenablement avec Mao Tsé-tung.

L'attaque a été d'une puissance telle que, sous elle, les hommes du Département d'Etat ont faibli. Ils ont jeté du lest. Certes, ils n'ont point accordé aux soudoyés de Mme Chang Kaï-shek ce que celle-ci aurait désiré, à savoir une intervention militaire des Etats-Unis en Chine sous le couvert du pseudo-gouvernement de Formose, mais ils se sont abstenus de toute initiative de sens contraire. Ils soutiennent Chang Kaï-shek en fait, sans le soutenir en principe ; ils lui fournissent une aide dite « économique », mais pas d'aide « militaire » ; ils continuent à lui livrer du matériel de guerre anciennement commandé, mais ils n'accepteront pas, dans l'avenir, de nouvelles commandes — et puis, surtout, ils continuent à reconnaître son gouvernement comme le gouvernement légal de la Chine, parce qu'ils ne veulent avoir aucuns rapports avec Mao Tsé de peur... d'être taxés de communistes !

C'est là la pire politique qui puisse être ! Celle qui consiste, si l'on peut dire, à ne pas avoir de politique, de crainte de mécontenter les uns ou les autres. Avec cette absence de politique, en maintenant son cul entre deux chaises, on est sûr d'être perdant à tous coups.

Si l'Amérique ne veut point que l'Occident perde la Chine, et, avec elle, peut-être, le monde, si elle veut l'arracher à l'ogre russe, il lui faut immédiatement, de toute urgence, avoir de nouveau une politique.

Et cette politique ne peut être que diamétralement opposée à celle qu'exigent ceux qui jettent Mao Tsé dans les bras de Moscou... par peur du communisme !

Il faut libérer le nouveau gouvernement chinois du chantage de Staline, et pour cela le libérer de la crainte des avions et des navires de Formose en lui fournissant **soi-même** de quoi répondre à ces avions et à ces navires. Oui, parfaitement ! il faut fournir des armes aux communistes chinois afin de les mettre à l'abri du « communisme » à la sauce tartare.

On a bien fourni des avions à Chang Kaï-shek alors que son gouvernement était le gouvernement réel de la Chine ; pourquoi n'en fournirait-on pas maintenant à Mao Tsé-tung, puisque c'est lui maintenant qui gouverne réellement la Chine ? Ce sont encore actuellement des avions américains qui, partis des îles tenues par les nationalistes, tuent journellement des centaines de Chinois à Canton et à Shanghaï ; pourquoi, puisqu'ils affirment leur bienveillance à l'égard du peuple chinois, les Etats-Unis ne fourniraient-ils pas aux villes chinoises le matériel de D.C.A. susceptible de les défendre contre l'usage criminel qui est fait des avions qu'ils ont eux-mêmes fournis à Chang !

C'est d'autant plus le moment d'agir qu'une occasion favorable se présente pour nouer des relations avec le nouveau régime chinois. Pékin a lui-même annoncé que la famine menace actuellement plusieurs millions de ses nationaux, et il a appelé à l'aide.

Qu'attend l'Amérique pour répondre à cet appel ? L'Amérique s'est toujours targuée, et non sans raison, de ses œuvres humanitaires. Il est exact qu'elle a sauvé de la faim, à plusieurs reprises, des millions d'hommes. Pourquoi ne pas le faire encore cette fois-ci, comme d'ailleurs le propose un sénateur américain ? Pourquoi ne pas envoyer d'urgence en Chine une mission du genre de celles de l'ancienne U.N.R.R.A. avec des cargaisons de riz et de blé pour sauver le peuple chinois de la famine? Ce serait une façon d'entrer en matière, le moyen d'inaugurer une nouvelle politique sans « perdre la face ».

Dans le dernier budget, on a réservé je ne sais plus combien de millions de dollars pour être utilisés en Asie dans la lutte contre le « communisme » et sur le mode d'emploi desquels le président Truman s'est vu donner un pouvoir discrétionnaire. Il n'est pas d'emploi plus efficace de ces dollars que de s'en servir pour soustraire Mao Tsé au « communisme » de Moscou, en les mettant à la disposition de la Chine révolutionnaire sous forme de denrées pour les affamés d'abord, et d'armes ensuite, afin de la délivrer du blocus et de la menace de Formose.

LA LOI SUR LES LOYERS MODELE POUR LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE SALAIRES

Serait-il exagéré, serait-il « démagogique » de réclamer pour les salariés le même traitement que pour les propriétaires ?

Les pourparlers qui ont eu lieu ou qui auront lieu entre patrons et ouvriers pour la fixation des salaires gagneraient, il me semble, à partir de certaines bases, plutôt que de se présenter comme de simples marchandages, genre marchands de tapis, où les uns réclament 25 % — pourquoi 25 % ? — pendant que les autres ne veulent lâcher que 5 % — pourquoi 5 % ?

Or la base pour une fixation à peu près raisonnable des salaires est actuellement assez facile à trouver. Les statistiques officielles sont les premières à clamer que la production française est actuellement sensiblement supérieure à celle de 1938. Par conséquent, il semble élémentaire — à moins que l'on ne veuille délibérément ramener le standard de vie de la classe ouvrière à un siècle en arrière — que la classe ouvrière puisse disposer aujourd'hui, avec son salaire, d'autant de produits au moins qu'en 1938. Des salaires égaux à ceux de 1938 multipliés par l'indice de l'augmentation du coût de la vie, sont donc le minimum que la classe ouvrière est actuellement en droit d'exiger. Les salaires de 38 sont faciles à retrouver pour chaque profession dans les conventions collectives d'alors ; le salaire minimum normal d'aujourd'hui est donc facile à déterminer ; c'est celui-là qu'il faut inscrire dans les nouvelles conventions collectives, au moins comme salaire de principe.

Je dis salaire « de principe », parce qu'un salaire ainsi établi serait certainement de beaucoup supérieur au salaire actuel et que l'on pourrait prétendre qu'une augmentation aussi ample accordée brusquement risquerait de chambarder l'équilibre économique. Mais il est facile d'éviter cette brusquerie en procédant par paliers.

La loi sur les loyers qui a été mise en vigueur au début de l'année dernière fixe le montant du loyer qui est considéré comme normal pour un logement de grandeur donnée ; cependant, ce montant étant très supérieur aux loyers actuellement pratiqués, il ne doit être atteint que progressivement, au moyen d'augmentations successives, une tous les six mois.

On pourrait faire de même pour les salaires; le salaire correspondant à celui de 38 ne devant être atteint qu'au bout d'un certain temps, par paliers de six mois.

Bien entendu, si l'indice du coût de la vie changeait avant que le salaire « normal » soit atteint, ce dernier devrait être modifié proportionnellement à l'indice, ainsi que ceux fixés pour chaque palier. Disposition dont l'équivalent se trouve également dans la loi sur les loyers.

R. LOUZON.

Deux mois de grève dans le fief Michelin

La grève Michelin est entrée dans sa septième semaine. Le 16 avril — date de la publication de ce papier — nul ne peut en prévoir le dénouement. Ces notes, prises au hasard de rencontres rapides, à la suite d'une longue conversation avec un ami, ouvrier chez Michelin, militant syndicaliste et socialiste, n'ont évidemment pas le caractère d'une monographie. Elles ont simplement pour but d'éclairer un conflit témoin, sur lequel la presse, jusqu'en ces derniers jours, n'a donné que de très brèves informations, peut-être parce qu'il y a là une illustration vivante de notre thèse sur la persistance de la lutte des classes la plus implacable, sur la volonté de puissance renforcée d'un patronat qui n'a jamais cédé aux séductions de l'étatisme dirigiste.

Grève Michelin ? Terme à la fois inexact et vrai. Car si d'une part toutes les entreprises de l'industrie chimique — la seule qui compte à Clermont-Ferrand — ont été entraînées au début, si Bergougnan avec ses 2.000 ouvriers demeure atteint par la grève — d'autre part Michelin mène seul toute l'affaire qu'il s'agisse de l'activité permanente de chaque entreprise comme du conflit actuel.

Michelin, c'est vraiment le sous-titre de Clermont-Ferrand. Ceux qui vivent directement par Michelin comptent le tiers de la population. Et le reste ne vivrait pas sans Michelin. C'est Michelin qui a fait d'un gros marché agricole, la capitale industrielle de l'Auvergne.

Du paternalisme, si l'on veut... mais dans le sens féodal du terme, d'un féodalisme disposant de toutes les ressources de la technique moderne, capable de s'adapter rapidement à l'évolution sociale et même de la prévenir. Michelin a dépeuplé les campagnes en recrutant sur place ses ouvriers, qui, aujourd'hui, naissent à la maternité Michelin, fréquentent la crèche et l'école Michelin, vivent dans les cités Michelin, sont nourris et habillés par les cantines et coopératives Michelin, soignés dans les dispensaires et cliniques Michelin, bénis dans l'église Michelin, enterrés dans le cimetière Michelin... Il a fallu la concentration de la Sécurité sociale, pour supprimer la caisse d'assurances sociales Michelin...

Michelin ne connaît ni la loi ni le contrat et ne les accepte que sous la contrainte.

Toute atteinte à son autorité souveraine lui semble une brimade insupportable. Michelin a longtemps résisté en 1936 à l'application des accords Matignon. En 1947, un arbitrage de Daniel Mayer — alors ministre du Travail — favorable aux ouvriers appelait une revanche, non par intérêt, mais par souci de prestige...

N'oublions pas que Michelin est à l'origine de la « cagoule », c'est sur le cadavre du fils Michelin — tué en 1937, en même temps que Lagorgette militant socialiste, dans la collision de leurs autos — que l'on découvrit les plans de l'organisation terroriste patronale.

Enfin Michelin a passé à travers toutes les crises économiques et politiques, en accroissant sa richesse et sa puissance. La crise d'avant-guerre lui a permis de renflouer Citroën, en l'annexant. La maison a tenu sous l'occupation, sur le plan de la résistance passive et active. L'un des fils Michelin est mort à Buchenwald, mais la firme a encore étendu ses tentacules, développé ses annexes et succursales.

C'est un signe de décadence pour un homme ou une classe que de ne pas croire fermement « qu'il y a toujours un lendemain ». Michelin vit toujours au delà d'aujourd'hui. L'accumulation de stocks, économiquement nuisible par son poids, semble ici l'effet d'une constante prévision des conflits sociaux. On ne néglige pas d'envisager l'hypothèse d'une nouvelle guerre et les précautions sont prises pour une adaptation rapide à un nouveau blocus qui priverait l'entreprise de matières premières... Enfin, hors des usines de nombreux artisans travaillent pour Michelin...

L'origine du conflit

Cette sommaire et insuffisante description de la puissance Michelin explique la gravité du conflit, et les réactions provoquées hors de l'usine par l'intransigeance des maîtres de la famille. Si la C.F.T.C. se montre plus violente que la C.G.T., si le clergé prend carrément position pour les grévistes, c'est peut-être par conviction sincère et pour obéir à la consigne de l'Eglise qui n'entend pas perdre le bénéfice de la politique sociale que le M.R.P. a représentée, après la libération. C'est sans doute par démagogie syndicale et électorale. C'est aussi par souci de concurrence, pour ramener aux « bonnes œuvres » une clientèle soumise à un patron qui monopolise la charité et intègre Dieu dans son personnel

Mais l'origine du conflit nous ramène à la bataille générale des salaires engagée dans le premier trimestre de 1950.

La fédération patronale des industries chimiques se tenait sur une position légèrement différente de celle des métallurgistes. Elle offrait une augmentation de 8 % sur les salaires de novembre 1948. Aux délégations des trois syndicats : C.G.T., F.O., C.F.T.C., reçues séparément, M. Puiseux (directeur de Michelin) répond qu'il n'a rien à accorder, car les salaires actuels sont en moyenne de 16 % supérieurs à ceux de 1948.

Nous sommes le 2 mars. On sait qu'à Paris les ouvriers de Citroën — soumis à la même direction — avaient déjà été vaincus, sans même que le combat ait été sérieusement engagé. Un referendum est organisé par les trois syndicats dans des conditions relativement normales (quoique l'on ait voté dans les ateliers, sans isoloir et sous l'œil des « hommes de confiance »). Chez les ouvriers, 4.800 voix pour la grève contre 3.400. L'ensemble du personnel (agents des cadres et de la maîtrise compris) accorde 51,2 % des suffrages à la grève contre 48,8 % (les cadres et la maîtrise se prononcent unanimement contre). Les opposants observent que l'on peut attendre la constitution des commissions de conciliation et même la discussion des conventions collectives. De vieux militants tirent argument de la défaite de la métallurgie parisienne et particulièrement de celle — plus lourde encore — des ouvriers de chez Citroën. La grève est décidée cependant, un comité de grève composé des trois organisations est constitué et les usines sont occupées.

La conciliation impossible

La position de Puiseux-Michelin se justifiait-elle par la condition avantageuse des salariés ? On m'indique que des manœuvres — 1.500 approximativement — gagnent en moyenne de 13.000 à 14.000 fr. par mois. Le salaire mensuel moyen d'un manœuvre spécialisé atteindrait 17.000 fr. J'ai recueilli des appréciations contradictoires sur la fameuse « hiérarchie des salaires ». Des militants sérieux m'assurent que dans la même catégorie, on note des différences excessives. D'autres soulignent la médiocrité de la rémunération d'un ingénieur débutant : 25.000 fr. par mois. On m'indique cependant que les agents principaux sont comblés : 200.000 fr. par mois et même 280.000 fr. au moins pour le chef du sommet.

Quelle est d'autre part la situation syndicale ? Le phénomène général, déjà signalé, se vérifie ici. Baisse générale des effectifs : sensible dans la C.G.T., plus sensible encore dans F.O., la C.F.T.C. ne recrutant guère. Tandis que l'on comptait sur 13.000 ouvriers, plus de 8.000 syndiqués avant la scission, on m'assure que les trois syndicats grouperaient aujourd'hui à peine 3.000 syndiqués. Les élections des délégués d'entreprise ont donné approximativement 4.000 voix à la C.G.T., de 1.500 à 2.000 à F.O. (qui groupe la grosse majorité des agents des cadres et de la maîtrise), moins de 1.000 à la C.F.T.C.

Les grèves menées en 1948 chez Michelin et Bergougnan (on n'oublie pas les bagarres de 1948) expliquent la désaffection des ouvriers dont certains ont abandonné F.O., parce qu'ils n'y trouvent pas de garanties sérieuses contre les aventures. D'autre part, la majorité vote pour la C.G.T., non par volonté d'action, mais au contraire parce qu'ils espèrent que la virulence des délégués cégétistes leur évitera toute action. On s'explique ainsi, malgré l'intransigeance du patron, les résultats quelque peu déconcertants du referendum.

Cependant le préfet — justement alarmé par une grève paralysant toute l'activité industrielle et commerciale du département — réunit la commission de conciliation et s'efforce même d'éviter le procès-verbal de non-conciliation. Les discussions s'engagent le 24 et le 25 mars (soit dix-neuf jours après le déclenchement de la grève). Les syndicats réclament les 3.000 fr. d'acompte provisionnel. M. Puiseux maintient son refus de toute augmentation. Il s'engage simplement, dans le cas d'une reprise immédiate du travail, à ne prendre aucune sanction, et à accorder une demi-quinzaine d'acompte avec récupération à assez longue échéance. Le procès-verbal enregistre le désaccord. Le 6 avril, sur une nouvelle convocation du préfet, la commission se réunit de nouveau, mais Puiseux ne se présente pas.

Cependant je recueillais l'opinion d'un honorable membre du M.R.P., évidemment influencé par la C.F.T.C., qui dénonçait la collusion de F.O. et du patron. L'affaire méritait d'être éclaircie.

Rien ne permet de douter de la loyauté des militants du syndicat F.O., qui respectaient simplement les engagements pris. D'aucuns leur reprocheraient même de ne pas affirmer suffisamment leur indépendance à l'égard de la C.G.T., de ne pas être dans la grève, selon l'expression d'un camarade, « à côté des cégétistes et non avec eux ». Mais les cadres et la maîtrise, en grande majorité F.O., hostiles à la grève dès le départ, proposèrent leur médiation, à laquelle le comité de grève, consulté, ne s'opposa pas. M. Puiseux renouvela ses propositions antérieures, s'engagea à ne pas exiger le remboursement des repas des enfants de grévistes dans ses cantines, envisagea d'annuler la récupération des acomptes accordés et même à examiner dans un délai de deux mois toute l'échelle des salaires. Mais il se refusait à la publicité de ces propositions. Je suis assez mal renseigné sur les conversations qui suivirent cette entrevue. Le comité de grève ne pouvait se contenter d'une déclaration verbale et réclamait avec raison des propositions écrites. On pense à Clermont que M. Puiseux se serait peut-être engagé plus nettement. Mais le véritable maître de l'entreprise, M. Boulanger venu de Paris — où il dirige la « succursale » Citroën — mit fin brutalement à cette dernière tentative de médiation, en déclarant qu'il n'avait rien à promettre, rien à dire, rien à prévoir... avant la fin de la grève.

Volonté de puissance

Il semble extraordinaire qu'une grève qui prive complètement de ressources plus de 30.000 individus puisse durer aussi longtemps. La municipalité de Clermont-Ferrand a pris — à l'unanimité (le conseil municipal comprend des communistes, des socialistes, des R.P.F., des radicaux) — une initiative qui a fortement irrité M. Puiseux. Elle a décidé d'apporter aux grévistes et à leurs familles une aide substantielle. On sert chaque jour, matin et soir, 20 à 22.000 repas et des attributions de lait gratuit aux enfants. On parle d'une dépense quotidienne de 900.000 fr. Les commerçants accordent des facilités de crédit et même des réductions de prix aux familles de grévistes. Car l'opinion publique est entièrement favorable aux grévistes. Les curés justifient en chaire les revendications ouvrières, cependant que le pasteur protestant s'indigne de la férocité des Michelin et que les réactionnaires les plus fossilisés s'étonnent de leur âpreté.

Mais la famille Michelin va jusqu'au bout dans son implacable logique de classe. Elle vient d'obtenir un jugement concluant à l'évacuation des usines. Sous la pression de la municipalité — sur qui pèsent les souvenirs de 1948 — le préfet hésite à employer la force. Derrière les portes des usines bloquées par de lourds camions, les « troupes de choc » entasseraient des munitions. On sent confusément que chez Michelin, comme du côté stalinien, on ne redoute pas un dénouement violent... peut-être sanglant.

A l'aube de cette septième semaine de grève, si des pourparlers se sont engagés entre Bergougnan et ses ouvriers, la situation dans le bastion principal demeure inchangée, et nul ne peut prévoir la solution. Celle-ci sera-t-elle intervenue lorsque cet article paraîtra ? Quelle qu'elle soit le conflit comporte un enseignement profond.

Une volonté de puissance, qui ne s'appuie même pas sur une situation géographique privilégiée. Une industrie qui, imposée artificiellement dans une région, domine toutes les classes sociales et toutes les institutions publiques et privées. Il serait intéressant d'étudier la capacité économique et technique de la famille Michelin — savoir si celle-ci pourra réaliser toutes ses ambitions... c'est-à-dire prendre une influence prépondérante dans l'industrie nationale et d'abord dans les organisations patronales des industries chimiques. Ce qui est incontestable, c'est que sa « technique » de l'asservissement ouvrier a atteint la perfection. Et qu'elle ne connaît pas d'autre autorité, d'autre loi que la sienne, qu'elle méprise les pouvoirs publics, les partis, les idéologies sociales, politiques et religieuses — qu'elle est capable de résister à une opinion publique unanime. Quelle leçon pour la classe ouvrière qui cherche encore hors d'elle-même des défenseurs et des protecteurs ! Certes il faut choisir le temps favorable pour mener la bataille. Certes, il faut s'assurer des alliés dans toute cette masse flottante qui voudrait échapper à une omnipotence tyrannique. Mais en fin de compte, c'est bien sur le lieu du travail et de la production qu'il faut porter la bataille et il faut opposer à l'ennemi une volonté ambitieuse égale à la sienne.

Roger HAGNAUER.

Les dormeurs du Livre n'ont pas de chance

Pas moyen de dormir dans le Livre. Voilà que deux problèmes importants viennent de secouer la vieille Fédération : A quelle Internationale professionnelle se rattacher ? Peut-on exercer une censure sur les publications exprimant une opinion contraire à celle de la C.G.T. stalinienne, donc à celle du parti stalinien ?

La Fédération du Livre avait participé et poussé, ces dernières années, au rassemblement dans une seule Fédération internationale des arts graphiques des différents Secrétariats professionnels des typos, des lithos, des papetiers et relieurs. Cette unification ne s'était pas réalisée sans peine. Enfin elle s'était réalisée. Mais le Livre français, assez généreux en délégations et discours de son secrétaire Ehni, avait oublié de régler ses cotisations. Oublié depuis un certain temps sans doute, puisque le total des cotisations arriérées s'élève à 2.500.000 francs. Un rien, comme on voit. Autrefois, la Fédération française du Livre aurait tenu à acquitter ses cotisations, même si venait à se poser la question d'un retrait possible. D'ailleurs elle n'aurait pas envisagé ce retrait sans être à jour de ses cotisations. Sur ce point aussi elle a bien changé. Sans doute, Bonheur, son nouveau trésorier stalinien à la musette célèbre — air « As-tu vu les gants de Bernard ? » — trouve-t-il que deux millions et demi, c'est bon à conserver dans une caisse qui se remplit plus difficilement chaque mois. Bon également à ne pas verser à cette organisation qui a le front de ne pas entrer à la F.S.M. de Saillant et qui veut travailler en accord avec la C.I.S.L. d'Oldenbroeck. Sur ce point le nouveau trésorier Bonheur pense naturellement comme le secrétaire Ehni. Vous ne voudriez pas qu'Ehni fît un affront à son ami Saillant. Aussi l'Internationale graphique a-t-elle eu beau proposer un arrangement amiable, par le versement d'un million au lieu de deux et demi, Ehni a réclamé le non-paiement et la mise en sommeil de l'adhésion au Secrétariat international jusqu'à décision du Conseil national fédéral. Ce conseil doit se réunir ce mois-ci ; l'Internationale graphique y sera sans doute représentée. Quelle décision sera prise ?

Dans sa dernière assemblée générale, le syndicat parisien des correcteurs s'est inquiété de cette situation ; il a voté l'ordre du jour suivant :

« Les correcteurs, réunis en assemblée générale le samedi 11 mars, protestent contre la prétention du Comité fédéral de quitter la Fédération internationale des Arts graphiques, en violation des statuts élaborés au congrès de Bordeaux, et adressent aux sections syndicales du Livre de tous pays le témoignage de leur solidarité constante. »

D'autres sections de la Fédération du Livre auront-elles réagi promptement et de la même façon ? C'est probable. Mais cela suffira-t-il pour empêcher Ehni et ses amis staliniens de provoquer le retrait de la Fédération internationale graphique et de travailler à la constitution d'un Département correspondant à la F.S.M. ? On ne voit pas bien ce que pourra rassembler ce Département. Sûrement pas les organisations du Livre de Belgique, de Suisse, d'Allemagne, d'Angleterre, des Pays scandinaves. Par contre, celles des pays du glacis russe, contraintes et forcées. On se disputera celles de France et d'Italie. Déjà les fédérations de ces deux pays sont en voie de déchirement.

L'autre problème, celui d'une censure sur la presse et les publications de tout genre, a été posé devant le comité fédéral du 11 février par une motion émanant du Syndicat général du Livre parisien. Ce syndicat, sur lequel les staliniens ont la haute main, comprend les branches imprimeurs, clicheurs, lithos, photograveurs, papetiers, etc. Il a demandé à la fois à la Fédération du Livre d'appuyer la campagne en faveur de la paix, la lutte contre la guerre du Vietnam et de s'opposer à la publication dans la presse de tous articles ou clichés calomniant la C.G.T. stalinisée. Naturellement les staliniens du comité, Livet et consorts, ont défendu chaudement ce point de vue devant le comité fédéral. Sans grand succès cette fois. Prendre la responsabilité de directives précises à l'ensemble des sections était trop risqué pour Ehni.

Le parti stalinien, et les syndicats à sa dévotion, continueront leur pression, poussant leur travail tant à la base qu'aux divers échelons et au sommet. A la réunion suivante du comité fédéral, le 25 février, Bordeaux-typos communiquait un appel de l'U.D. de la Gironde tendant à boycotter certains journaux de la région bordelaise qui n'ont pas une opinion conforme à celle de la C.G.T.K. sur les problèmes de la paix. Naturellement les typos bordelais se rebiffent contre une telle violation des traditions du Livre. Dans une des plus grosses imprimeries de la région parisienne, chez Desfossés, le parti a fait honte à ceux de ses membres qui « n'ont pas compris que dans leur entreprise se fabrique l'arme la plus dangereuse contre la paix, l'arme idéologique ». Pensez donc : « Chez Desfossés s'impriment les journaux comme **Elle**, **Marie-France**, **Match**, les **Reader's Digest** qui sont un puissant moyen de propagande réactionnaire pour diviser et freiner la lutte du peuple de France contre la guerre. » Depuis on a pu lire dans l'**Humanité** du 6 avril une lettre des travailleurs du Livre de l'entreprise « Louvre » — où s'impriment **l'Humanité** et **Ce Soir** — à leurs camarades de l'imprimerie du **Figaro**, s'étonnant que le **Figaro**, qui avait déjà publié les Mémoires du général hitlérien von Choltitz ose publier ceux du tueur SS Skorzeny. « La liberté de la presse ne peut pas être la liberté de glorifier les assassins pour préparer de nouveaux crimes. Le fait de recevoir un salaire n'empêche pas un ouvrier qui a le souci de sa dignité de réfléchir au travail qu'on veut lui faire faire. » Bonnes paroles. Mais Livet pourrait peut-être se les adresser à lui-même. **L'Humanité** ne glorifie-t-elle pas journellement un certain assassin du nom de Staline, le plus grand assassin de cette époque riche en assassins. La liberté de la

presse qui nous est promise sera-t-elle taillée sur le modèle russe ? Une seule presse, celle du régime ; l'autre, étranglée. Comme un seul parti au pouvoir, les autres en prison.

Je n'ai pas encore trouvé le temps de lire les mémoires de Skorzeny. Le **Figaro** submerge ses lecteurs. Tout ce qu'il publie n'est pas de même qualité d'ailleurs. On n'en finirait plus s'il fallait tout avaler. Mais j'ai lu non sans intérêt les souvenirs de Bedell Smith sur son ambassade à Moscou. Je dirai même que j'ai été surpris qu'un ambassadeur quelconque, à plus forte raison un ambassadeur américain, accepte d'être traité ainsi. A quoi peut bien servir un ambassadeur dans ces conditions ? Pas à faire respecter son pays, en tout cas. J'ai lu avec plus d'intérêt encore les souvenirs du général von Choltitz. J'ai trouvé alors que le **Figaro** avait bien agi en les publiant. Je pense même que Paris doit une fière chandelle à ce général allemand. S'il avait exécuté les ordres qu'il avait reçus d'Hitler non seulement Paris serait couvert de décombres mais il y aurait entre l'Allemagne et la France un fossé plus profond, un brandon de haine de plus. Von Choltitz a évité ça. La France, l'Allemagne, et même l'humanité, l'en peuvent remercier. Il s'est conduit autrement que le général russe Sokolowski devant Varsovie. L'un a refusé de commettre un crime sans intérêt militaire en raison de l'avance de l'armée américaine. L'autre a accepté d'exécuter froidement les ordres reçus de Staline de laisser écraser la résistance polonaise sous les ruines de Varsovie. Et comme décidément il faut s'attendre à tout voir on voit le même Sokolowski revenir à Varsovie en qualité de gauleiter russe.

Je n'ai pas compris alors ceux qui de notre côté — et notamment **Franc-Tireur** — ont feint de s'indigner de la publication de ces souvenirs de von Choltitz par le **Figaro**. Je ne comprends pas davantage aujourd'hui ceux qui ne voient pas le but visé par la nouvelle et vaste campagne de nos staliniens. Il s'agit pour eux de faire trembler une fois de plus les trembleurs. Il s'agit d'en mettre plein la vue à ceux qui ont déjà la vue brouillée. Il s'agit pour eux de faire prendre leurs plus grosses vessies pour des phares lumineux. La liberté n'a pas grand-chose à voir avec la Russie totalitaire de Staline. Quant à la paix, il est facile de voir qui a refusé de faire une politique d'apaisement, qui n'a pas effectué la conversion de son industrie de guerre, qui a gardé sous les armes quatre à cinq millions de soldats. Dupée comme elle l'a été, l'Amérique était forcée de se rebiffer un jour. Elle se rebiffe même bien tard. Ce n'est pas une raison pour la rendre responsable d'une politique qui lui a été imposée par la Russie de Staline.

Le plus grand malheur, dans le déroulement des événements, c'est que la classe ouvrière n'a plus une politique à elle. Une politique s'inspirant des intérêts de l'ouvrier russe comme de ceux de l'ouvrier américain, comme de ceux des ouvriers de partout. Une partie de la classe ouvrière emboîte le pas au fascisme russe. Une autre au gouvernement américain. Ce qui reste est désorienté. Ou bien voudrait dormir en paix sur l'oreiller corporatif, comme les neuf dixièmes des fédérés français du Livre.

P. MONATTE.

Première grève générale du gaz et de l'électricité

La grève générale du gaz et de l'électricité a beaucoup surpris le public. Il faut dire que la presse a si souvent attaqué notre statut national, obtenu après la nationalisation, que celui-ci se figurait qu'un pont d'or avait été fait au personnel électricien et gazier.

Quelle était notre situation du point de vue salaires avant la grève ?

Notre salaire se compose de plusieurs éléments :

— Un salaire de base national de 6.587 francs au coefficient 100 ; ce chiffre est affecté de majorations résidentielles qui varient entre 10 et 25 % (25 % étant la majoration résidentielle Paris).

— Deux indemnités mensuelles forfaitaires :

l'une de 1.734 francs ;

l'autre de 1.234 francs ;

ces indemnités mensuelles forfaitaires étant affectées des majorations résidentielles.

Le salaire mensuel national est donc de 9.535 francs, donnant, pour Paris un salaire de base de 11.918 fr. 75.

— Une majoration d'ancienneté égale à 10 % du salaire de base de l'échelle à laquelle l'agent est classé attribuée *tous les trois ans* et jusqu'à concurrence de 60 % dudit salaire (ce maximum de 60 % de majoration d'ancienneté est donc atteint après 18 ans de service).

C'est ainsi qu'un ouvrier qualifié moyen, après 12 ans de service et résidant à Paris, reçoit un salaire horaire de 88 fr. 50.

Les agents ayant les salaires les plus bas sont classés entre le coefficient 100 et 135 (135 étant le coefficient affecté au manœuvre faisant des travaux très pénibles dans la région parisienne). En province, un grand nombre de manœuvres sont classés aux échelles 3 (coefficient 115) et 4 (coefficient 120). Les professionnels sont en échelles 7 (coefficient 155) et 8 (coefficient 160) ; les maîtres-ouvriers en échelles 9 (coefficient 175) et 10 (coefficient 180).

Comme on pourra en juger, nous sommes loin des légendes répandues sur la situation du personnel gazier et électricien. Sans doute, il me sera objecté : « Et les avantages en nature ? »

C'est exact. Il y a les avantages en nature. Mais nous ne sommes pas la seule corporation à bénéficier d'avantages en nature. Les nôtres ne découlent pas de la nationalisation ; cette situation existe depuis longtemps et mêmes certaines sociétés de gaz et d'électricité accordaient à leur personnel la gratuité complète de leur consommation de gaz ou d'électricité ; maintenant, notre Statut national est limitatif : nous bénéficions d'une certaine partie de consommation gratuite et d'un tarif réduit pour la consommation excédentaire.

La question des salaires n'en était pas moins posée pour les travailleurs du gaz et de l'électricité. Depuis deux ans, les organisations syndicales revendiquent la fixation d'un salaire statutaire de base équitable. En 1949, la Fédération du Gaz et de l'Electricité Force Ouvrière, en accord avec l'Union nationale des cadres (C.G.C.), a fait une grève administrative de six semaines afin d'obtenir l'augmentation de ce salaire de base. La C.G.T. et la

C.F.T.C. faisaient des grèves tournantes. L'action de tous n'aboutit qu'à l'obtention d'un avancement d'un échelon pour d'anciens agents. Le problème n'était pas résolu.

Avec la libération des salaires, le personnel espérait redresser la situation mais l'annonce d'une augmentation de 4,9 % accordée par les commissions des Finances d'E.D.F. et G.D.F. provoqua une vague de mécontentement.

Sur ce point bien précis de la défense des salaires, un Comité interfédéral fut constitué entre les quatre organisations : C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T,C, et U.N.C.M. (C.G.C.). Nous revendiquions un salaire statutaire de base de 10.500 francs avec hiérarchisation ne donnant pas une augmentation inférieure à 3.000 francs par mois. Cette revendication, présentée aux directions générales d'E D.F. et G.D.F. fut repoussée, celles-ci arguant des difficultés financières.

Incontestablement, il y a des difficultés financières. Mais, à qui la faute ? Le prix du mètre cube de gaz est au coefficient 8 par rapport à 1938 et celui du kwh. au coefficient 9 par rapport à celui de 1938, alors que les prix industriels sont au coefficient 15 et au-dessus et le prix du charbon au coefficent 22. Même si l'on ne servait pas de salaire pendant un an au personnel gazier, Gaz de France serait encore déficitaire.

Les électriciens et les gaziers ne peuvent être victimes de la politique gouvernementale qui accepte que le kwh. d'électricité soit vendu au rabais aux usines de carbure (0 fr. 66) ; aux usines d'électrochimie et d'électrométallurgie (0 fr. 79) ; aux grandes entreprises sidérurgiques du Nord et de l'Est (1 fr. 15 à 1 fr. 65). ; aux grosses cimenteries (de 1 fr. 25 à 1 fr. 50).

Après le refus des directions générales d'accepter les propositions faites, un référendum fut organisé par le Comité interfédéral parmi tout le personnel. Celui-ci donna 85 % de OUI pour la grève générale.

La grève générale fut déclenchée le 8 mars à 0 heure. Aussitôt les centrales thermiques de la région parisienne furent occupées par les C.R.S. et les marins, qui remplacèrent les ouvriers ; des ordres de réquisition furent distribués.

Dans la région du Nord, les centrales thermiques baissèrent la production à la limite de sécurité ; le troisième jour de grève, des représentants du gouvernement et de la direction d'Electricité de France voulurent exiger du Comité de grève une production atteignant presque la normale, faute de quoi 15 agents seraient arrêtés.

Le Comité de grève tint bon. 15 camarades furent effectivement convoqués au commissariat mais ne furent pas arrêtés. Quelques jours après, les centrales thermiques de cette région furent également occupées par la troupe ; la production augmenta sans toutefois atteindre la normale.

Dans l'ensemble du pays, la production des centrales thermiques diminua.

Des pressions de toutes sortes furent exercées contre le personnel des centrales hydrauliques, qui ne put baisser la production. Pourtant des coupures eurent lieu dans l'ensemble du pays.

En ce qui concerne le gaz, tant à Paris qu'en province, il fut baissé à la limite de sécurité et cela du début à la fin de la grève.

Tout le personnel administratif et la grande majorité des cadres ont suivi le mouvement.

Le mouvements a réussi bien que, dès le 9 mars 1950, parût au *Journal officiel* le décret de réquisition du personnel. Ce décret avait été préparé à l'avance, avant même de savoir si les mesures de sécurité seraient ou non assurées. Or les directives du Comité interfédéral assuraient la sécurité du matériel et des usagers. L'occupation des usines par la troupe eut pour résultat, en bien des cas, la détérioration du matériel.

Ce décret de réquisition du 8 mars 1950 du personnel d'E.D.F. et G.D.F. se réfère à la loi du 11 juillet 1938 garantissant la sûreté de l'Etat.

Or la sûreté de l'Etat n'était pas en cause. La nécessité de sauvegarder un service public ne s'imposait pas, les services de sécurité étant assurés par le personnel.

Le Comité interfédéral estima que ce décret était illégal et demanda au personnel de ne pas répondre à l'ordre de réquisition. 150 camarades furent traduits en justice.

Le Comité interfédéral déclara à la 11[e] Chambre correctionnelle de Paris être seul responsable et que, si des poursuites devaient être engagées, elles devaient l'être contre les membres le composant.

Du 9 au 22 mars, aucune conversation ne put avoir lieu avec les directeurs généraux et le gouvernement. Ce n'est que le 23 que le Comité interfédéral put engager les pourparlers. Dans la nuit du 24 au 25 un protocole d'accord fut signé par la C.F.T.C. et nous-mêmes Force Ouvrière. La C.G.T. estima devoir ne pas signer ce protocole et se retira des conversations.

Le samedi 25, les commissions des Finances des deux Conseils d'administration (E.D.F. et G.D.F.) adoptaient une prime de productivité de l'ordre de 2 %. L'augmentation qui en découle n'est pas importante, elle porte à 7 % l'augmentation primitivement accordée par les susdits Conseils (augmentation qui était de 4,9 %).

Bien que n'ayant pas signé le protocole d'accord avec les directions générales, la C.G.T. accepta néanmoins de donner l'ordre de reprise du travail.

Les résultats obtenus sont les suivants :

1) Le gouvernement a dû accepter de relever l'augmentation de 5 % qu'il accordait à l'ensemble des travailleurs ;

2) Les directions générales d'E.D.F. et G.D.F. ont dû prendre l'engagement d'accepter de réviser la grille de nos salaires ;

3) Nous avons obtenu l'assurance qu'aucune sanction ne serait prise à l'encontre des grévistes.

Sans doute, ces résultats ne nous donnent pas entière satisfaction, mais considérant que nous étions arrivés au terme des concessions possibles, la C.F.T.C. et nous avons estimé devoir les accepter.

Or depuis la fin de la grève, la Fédération de l'Eclairage C.G.T. distribue des tracts et ses représentants racontent partout que « nous avons trahi les intérêts du personnel ».

Ce nouveau jet de calomnies ne nous a pas surpris.

La Fédération de l'Eclairage C.G.T. dit, maintenant, qu'elle voulait continuer la grève. Or elle sait très bien que nous étions arrivés au terme des concessions susceptibles d'être obtenues dans le moment présent.

D'ailleurs, cette même Fédération aurait déclaré au directeur général d'E.D.F., par la voix de son président, Paul Marcel : « Ce n'est pas moi qui ai voulu la grève générale, c'est Force Ouvrière ! »

On n'est pas à une contradiction près à la C.G.T. de la rue La Fayette ! D'ailleurs, cette dernière déclaration n'est pas du tout offensante pour nous, au contraire. Force Ouvrière a fait la preuve que, quand il s'agissait de défendre les intérêts des travailleurs et leur droit à la vie, elle savait se battre. Partout nos militants ont été au premier rang dans cette bataille ; ils ont tenu leurs engagements ; ils ont partout veillé avec autorité à ce que personne n'outrepasse ses droits, à ce que le mouvement lancé sur des bases revendicatives ne dégénère pas. Ils ont réussi.

Finie l'ironie de ceux qui voulaient accréditer l'idée que F.O. était une organisation constituée dans le but d'affaiblir le mouvement syndical, d'aider les gouvernements, que F.O. était une organisation fantôme et... « dégonflée ».

C. DELSOL.

Le deuxième congrès de la Fédération des Métaux F. O.

« Je voulais sauver par la révolution la classe ouvrière de l'immoralité dans laquelle nous sombrerons si nous n'avons pas le courage de réagir. »

(MERRHEIM, congrès de Lyon, septembre 1919).

Le deuxième congrès de la Fédération F.O. des Métaux s'est tenu à Paris, les 1er et 2 avril.

Nous en rapportons des impressions réconfortantes bien que le dénouement n'ait pas été le reflet de la vigueur des débats et surtout de l'opinion quasi unanime qui se dégageait des congressistes quelle que fût leur appartenance, à savoir : la nécessité d'une politique syndicale déterminée, rompant avec l'opportunisme tactique qui reste la grande inspiration de l'heure.

Trois sortes de réflexions sont valables en jugement de ces assises : l'entière liberté qu'ont eue les délégués pour apporter leur critique ; la présence dans cette Fédération F.O. d'éléments jeunes, dynamiques, sortant de dures batailles avec des convictions renforcées; enfin, le fait que l'on a épargné les couplets syndicalo-politiques qui sont assez souvent de rigueur en pareilles circonstances. Ces trois points réduisent à néant les griefs continuellement invoqués pour éviter le rapprochement syndical urgent et nécessaire.

Si tous les délégués présents étaient d'accord sur l'antistalinisme, beaucoup ont déclaré que cette seule forme d'action ne saurait constituer un tout et tenir lieu en tout temps et en toutes circonstances, de guide, de programme et surtout de justification aux insuffisances.

Il est facile de comprendre que beaucoup de métallurgistes entraînés dans des mouvements par les oppositions patronales ont été malgré leur volonté, et les décisions des Comités confédéraux nationaux, amenés à pratiquer l'unité d'action sans obtenir de résultats positifs. Mais on conçoit les difficultés dans lesquelles ils se débattent et leur volonté de les vaincre. Nous ne relèverons pas toutes les interventions. Signalons la critique serrée et honnête que fit Bourbonneux de l'action passée et de sa vie difficile au bureau fédéral. Il a tenu à souligner que les difficultés provenaient non pas des hommes mais de la politique qu'ils représentent.

L'intervention la plus marquante fut celle de Tharraud d'Angers. Condamnant le réformisme syndical comme étant sans aboutissement, il a prôné le rassemblement des forces syndicales libres et l'orientation vers la grève gestionnaire : « La force de la classe ouvrière est dans son usine ». Après avoir rendu hommage au rôle de Bourbonneux, il a conclu : « C'est dans l'action que l'on découvre des militants ». Le style simple et direct, l'étude serrée des problèmes, la volonté d'ignorer les histoires de personnes et les manœuvres de couloirs ont marqué son intervention. Les camarades inquiets sur la relève des gloires passées peuvent être rassurés. Les applaudissements prolongés du congrès ont été le reflet de la satisfaction éprouvée par les militants.

Du délégué de Sochaux, citons cette question : « Allons-nous faire du syndicalisme ou de l'antistalinisme ? »

L'excellente intervention du délégué de Belfort a particulièrement mis en relief le vide du rapport moral et l'absence de prise de position et d'orientation de la fédération.

Le délégué de Besançon, après des critiques véhémentes, a souligné la contradiction — qui éclate dans les Comités confédéraux nationaux — entre Bourbonneux, qui au nom de la fédération condamne l'action confédérale, et Chevalme, rapporteur de la commission des résolutions, qui décerne un satisfecit au bureau confédéral.

Le délégué de Saint-Etienne, dans une très bonne intervention, a souligné le manque de principes d'action et la nécessité de la lutte contre le capitalisme par la pratique du syndicalisme révolutionnaire et les notions d'économie humaine. En votant contre le rapport moral, il vote contre la politique à la petite semaine et s'élève contre la politique de l'autruche de Valéry. Il termine en disant : « Il faut savoir ce que nous voulons ».

Signalons en outre Hypoletot de Lyon, les camarades de Toulouse, de Cannes, de Grenoble, de Nantes, Reny de Lyon. « Il n'y a dans le rapport moral strictement rien », dira le délégué de Bordeaux, et nous en passons...

En face de tout cela la réponse de Chevalme fut terne. Elle apparut comme un plaidoyer pro domo. Il parla de tout et beaucoup de lui-même. Et s'il chercha en vain les accents de Jouhaux, il sut en revanche se maintenir sur le terrain des personnes, faisant fi de celui des idées. Nous citerons : « J'ai pris mes véritables responsabilités car un militant n'a pas le droit d'engager l'organisation si cela ne sert à rien ». — « La grève générale dans la métallurgie est impossible ». — « Les événements nous ont quelque peu dépassés ». Il a terminé par cette phrase magnifique : « Avant le bifteck il faut défendre la liberté ».

La région parisienne avec la part prépondérante qu'elle a eue dans les conflits récents, avait délégué deux orateurs. Le premier, Valery, après avoir expliqué les difficultés de son organisation et justifié le comité d'entente en est venu à son affirmation coutumière : « Nous, métaux de la Région parisienne... ». Cette phrase cliché finit par devenir dans son esprit une idée force avec des développements quelque peu limités.

Le second, Boucher, a présenté des observations particulières tant sur le fonctionnement du bureau fédéral que sur la rédaction du journal ; il s'est déclaré d'accord avec Bourbonneux sur la *Voix de la Métallurgie*, son historique des mouvements de février a été extrêmement complet.

Signalons la meilleure intervention majoritaire : celle du délégué de Basse-Indre, qui a insisté sur le rôle et la responsabilité des syndicats de base.

Nous arrêtons là notre compte rendu. Le rôle important joué par les camarades de province, la qualité des interventions, cette volonté de rechercher les solutions hors des sentiers battus ne peuvent être qu'un encouragement pour ceux qui poursuivent l'idée du regroupement syndical dans une grande centrale dégagée de l'emprise stalinienne et capable de permettre à la classe ouvrière de créer cette société d'hommes libres dont parlait Pelloutier.

R. LERAI.

« Dans cette pâte décomposée qu'est l'Europe, nous avons à multiplier des hommes qui aient de l'os : des idées fermes, du courage, quelques entêtements irréductibles. »

Emmanuel MOUNIER.

CHARLES BENOIT

Suivant à quelques semaines son ami le docteur Pierrot, Charles Benoit est mort à Paris le dimanche 19 mars 1950. Il s'est éteint paisiblement après huit jours d'une résistance étonnante. Il avait soixante-douze ans.

***

On disait : Charles Benoit, des « Temps Nouveaux ». Il avait appartenu à l'équipe de l' « organe communiste anarchiste » qui, sous la direction de Jean Grave et sous l'égide de Kropotkine, fut publié avant 1914 pendant quelque vingt années. Il s'y occupait surtout des tâches administratives, bénévolement, à la manière d'autrefois. Il y consacrait ses dimanches, accomplissant les besognes les plus ingrates avec le sérieux qu'il apportait à toutes choses.

Dans notre mouvement social, les « Temps Nouveaux » avaient tracé un sillon d'une fertilité surprenante. Combien de militants se formèrent à la lecture de ces pages austères où la fantaisie n'avait point de place ! Encore aujourd'hui, il arrive parfois que l'on déniche, dans quelque bibliothèque poussiéreuse de syndicat ou de Bourse du travail, ou sur la planchette à livres d'un militant, — non des exemplaires des « Temps Nouveaux » ou du « Supplément littéraire » malheureusement devenus rarissimes — mais quelques-unes de ces brochures à couverture illustrée et signées Kropotkine, Domela Nieuwenhuis, Reclus, Grave, Malatesta, Chaughi, Girard, Nettlau, Pierrot, Mesnil, Delzant, — ces brochures qui, depuis des années, formaient le complément précieux du journal hebdomadaire.

La diffusion des brochures des « Temps Nouveaux » constitua la préoccupation majeure de Charles Benoit. Il n'en fut certes pas le créateur. Mais il poursuivit l'effort avec persévérance et, surtout, l'organisa avec méthode lorsque, vers 1910, il créa le « Groupe de propagande par la brochure ». Ecoutons-le :

> « La propagande par la brochure est une des meilleures propagandes si on peut la faire avec suite.
>
> » **Le Révolté, La Révolte, Les Temps Nouveaux** s'y sont employés de leur mieux. A l'heure actuelle, plus de 60 brochures diverses, dont les différents tirages réunis dépassent un million d'exemplaires, ont été lancées par eux.
>
> » Malheureusement, les fonds manquent pour pouvoir en imprimer plus souvent de nouvelles, ou réimprimer, lorsque c'est nécessaire, celles qui sont épuisées. Il s'agit donc de trouver 500 souscripteurs s'engageant à verser chacun douze francs par an. Nous serions donc en mesure d'imprimer chaque mois — ou de réimprimer parmi celles épuisées — une nouvelle brochure de 0 fr. 10 ou deux de 0 fr. 05...
>
> » ...En discutant avec des camarades, il est facile de leur glisser une brochure et de leur arracher deux sous. Les souscripteurs pourront ainsi récupérer le montant de leur souscription, et augmenter leur propagande. »

Le nom de Charles Benoit restera attaché à cette expérience de propagande systématique des idées libertaires.

***

Charles Benoit avait débuté dans le mouvement ouvrier à Rouen, son pays natal, où il fut instruit des choses sociales par un militant libre penseur, Bazire, qui s'était consacré à la recherche et à la formation des jeunes. Bazire appartenait au parti socialiste révolutionnaire, qui avait succédé à l'organisation blanquiste dite « Comité révolutionnaire central ».

Le futur libertaire Charles Benoit militait à la fois dans le mouvement syndical et au groupe « l'Union communiste révolutionnaire de Rouen ». Il n'avait guère plus de seize ans qu'il se mêlait déjà aux grèves : en 1898, à celle des tissages Manchon frères à Rouen ; en 1900, à celle des établissements Plantrou à Oissel. Benoit fut un des secrétaires de l'Union départementale des syndicats créée en 1896 sous la présidence de Hardy. Il est nécessaire d'ajouter que le parti socialiste révolutionnaire et son leader Edouard Vaillant — dont Benoit fut l'ami — respectaient, à l'encontre des guesdistes, l'indépendance des syndicats.

Un « incident » survint, qui devait changer le cours de la vie du jeune militant. En 1902, Benoit organise une conférence antimilitariste à l'intention des conscrits de Rouen. Il est inquiété, perquisitionné, poursuivi. Sa mère, veuve, tenait un café. Prenant prétexte des poursuites engagées contre le fils, le général commandant la place de Rouen interdit à la troupe le petit établissement géré par la mère. Mme Benoit se voit contrainte de liquider le fonds avec l'aide de Bazire, puis elle est forcée de quitter Rouen. Elle vient à Paris avec son fils.



Ainsi Charles Benoit, administrateur des « Temps Nouveaux », avait fait ses premières armes dans un parti. Il est également curieux de noter qu'il est mort membre du parti socialiste S.F.I.O. Il avait donné son adhésion à la 6e section vers 1925. A l'égal d'un certain nombre de syndicalistes et de libertaires, Benoit avait salué d'enthousiasme la Révolution de 1917. Comme beaucoup aussi, il avait dû déchanter. Aussi bien, tout laisse croire que le Parti S.F.I.O. s'offrit à lui plus comme un refuge que comme une terre d'élection. Il faut comprendre le besoin qu'avait ce sensible, ce sociable, de se retrouver avec des amis, le soir, « au groupe » pour deviser de questions qui n'avaient jamais cessé de le remuer, de le passionner. Charles Benoit n'aimait pas l'isolement.

***

La guerre de 1914 avait disloqué les « Temps Nouveaux ». Comme les autres, le mouvement anarchiste s'était divisé. On se souvient de la Déclaration dite « Manifeste des Seize » que publia, le 14 mai 1916, la *Bataille ex-syndicaliste*, sous les

signatures, entre autres de Kropotkine, de Grave, de Cornélissen, de Malato, de Pierrot, de Paul Reclus. C'était un essai de justification du ralliement des leaders libertaires à la guerre.

Le « Manifeste des Seize » avait surtout été rédigé pour répondre à la publication par le « groupe » des « Temps Nouveaux » d'une première lettre approuvant l'initiative de Zimmerwald. Précisons qu'il s'agissait du « groupe », non du « journal ». Le « journal » — qui ne paraissait plus — c'était Grave. Le « groupe », c'étaient André Girard, Charles Benoit, A. Mignon, Siegfried, Hasfeld, — auxquels vinrent se joindre Garnery, Péricat, Tourrette, Béranger, Paul Signac, etc.

Le « groupe » répliqua aux « Seize » — après avoir, comme il se devait, reproduit le Manifeste lui-même — par une « Deuxième lettre » : « Un désaccord. Nos explications. » Ce fut aussi une brochure clandestine, publiée sous les auspices du Comité pour la reprise des relations internationales. Son petit format, imposé par l'époque, permettait de la répandre avec discrétion. Intitulée « La Paix par les Peuples », la réplique constituait une prise de position très nette contre la guerre.

Charles Benoit ne se bornait pas à tenir bon. Il continuait d'agir. Il avait pris l'initiative d'un comité d'entraide des « Temps Nouveaux ». Il avait organisé la solidarité pour les camarades mobilisés. Du 20 novembre 1914 à fin décembre 1916, 6.842 francs avaient été réunis. Ces souscriptions avaient permis l'envoi de journaux, de brochures et d'argent aux soldats par force. Et les permissionnaires de passage à Paris trouvaient de surcroît chez Charles et Marie-Louise Benoit un accueil fraternel.

Dans une « Troisième lettre » : « Projets d'avenir », datée de février 1917, le groupe des « Temps Nouveaux » annonçait sa décision de suspendre toute polémique avec les « Seize ». Il ne voulait plus discuter avec la *Libre Fédération* dont un article anonyme osait suspecter l'origine des ressources et insinuer que « l'Allemand » serait dans la coulisse ! Le « groupe » va amplifier sa résistance à la guerre. Il prépare l'édition d'une revue, qu'il présente ainsi :

> ...Nous tournerons nos efforts vers une plus grande intensification de nos idées d'humanité et d'internationalisme. Les événements nous ont prouvé à quel point étaient fragiles les progrès que nous avions cru constater en ce sens dans l'opinion publique. La nécessité nous apparait de reprendre à pied d'œuvre toute cette besogne d'éducation.
>
> Aussi prions-nous les camarades qui nous ont jusqu'ici apporté leur concours, de vouloir bien nous le continuer ; les subsides qui nous parviendront seront réservés pour pouvoir, aussitôt que possible, mettre au jour un organe périodique dont nous nous occupons dès maintenant de réunir les éléments.
>
> Cet organe s'appellera **l'Avenir International...**

C'est seulement en janvier 1918 que parut le premier numéro de « l'Avenir International », blanchi comme il se devait par Dame Censure. Les collaborateurs annoncés étaient : Ch. Benoit, Brenn, A. D. (Amédée Dunois ?), André Girard, A. Mignon, Jacques Mesnil, Frédéric Stackelberg, Fernand Desprès, Hella Alzir, Marcel Martinet, Brupbacher, Guilbeaux, Genold, Jean de Saint-Prix. Dans son deuxième numéro, « l'Avenir International » commença la publication du premier texte, fortement caviardé, de la brochure de Dumoulin.

Il ne serait donc pas juste d'écrire seulement : Charles Benoit, des « Temps Nouveaux ».

Il est indispensable d'ajouter :

Et de « l'Avenir International ».

***

Hors du cercle de ses amis personnels, Charles Benoit était bien oublié. Grâce à sa modestie, il s'en consolait aisément. Ce qu'il fit dans sa vie laborieuse fut sans prétention, sans autre désir que de servir la cause ouvrière. Jusqu'à ses derniers moments, il vécut de son double métier de libraire en appartement et de comptable. Il se trouvait heureux, au milieu de ses chers livres, notant minutieusement sa dépense quotidienne dans ses carnets. Resté de la « vieille école », les prix d'aujourd'hui l'effaraient.

Comme la plupart des libertaires et des syndicalistes de l'époque héroïque, Charles Benoit portait la lavallière et le feutre noir à larges bords. On n'en voit plus guère, de ces feutres noirs... A l'incinération de Benoit, il n'y en avait qu'un, celui de son compatriote et ami Charles Marck, encore droit comme un i à quatre-vingt-trois ans. Les « vieux de la Vieille » s'en vont en poussière. Leur souvenir vivra en nos mémoires. Mais, ce qui fut leur œuvre commune, saurons-nous empêcher que ce ne soit aussi réduit en cendres ?

Maurice CHAMBELLAND.

LIVRES REVUES JOURNAUX

Joseph Czapski : TERRE INHUMAINE. Traduit du polonais par M. A. BOHOMOLEC. (Edit. Self).

Daniel Halévy dans sa préface nous met immédiatement en contact avec l'auteur. Patriote polonais, catholique, libéral, profondément imprégné de cette culture universaliste que les staliniens dénoncent comme cosmopolite, dès les premières pages le lecteur est prévenu, il sait sous quelle optique l'auteur fera le récit de son odyssée et de celle de ses camarades.

1939. — La Pologne est écrasée sous les coups convergents du nazisme et du stalinisme. Déporté en Russie, l'auteur échappe miraculeusement aux massacres de Katyn. Puis, c'est la rupture de la complicité stalino-nazie. Juin 1941. Hitler déclare la guerre à l'U.R.S.S. Afin de combattre aux côtés des alliés, le général Sikorski obtient de former une armée avec les prisonniers polonais en Russie. Alors, mus par l'immense espoir de quitter l'enfer soviétique, « la terre inhumaine », des points les plus extrêmes du pays, de Vladivostock, de Kolima, de Mourmansk, d'au delà le cercle polaire, c'est l'exode des survivants de la terrible déportation, des soldats, des civils, des familles entières, vers le camp provisoire de Totsk, à l'ouest de l'Oural. Cet exode se poursuivra ensuite à travers les steppes du Turkestan vers l'Iran, terre promise.

« Terre inhumaine » c'est la relation d'une incroyable tragédie, celle de l'**extermination systématique** d'une grande partie des cadres et de l'intelligentzia polonaise. « Il parait certain, écrit l'auteur, que Katyn n'est que le fragment d'un vaste plan établi à l'avance en toute connaissance de cause et exécuté à froid par les Soviets ». Il dit l'inouïe misère physiologique, son obsession de retrouver le plus possible de survivants. Et dans ce but, sa lutte tenace obstinée contre le machiavélisme, le total mépris de l'homme des autorités soviétiques. Mais il laisse aussi parler ses camarades et c'est une affreuse gerbe de témoignages, un panorama apocalyptique.

Venant d'un Polonais et d'un libéral on s'étonne qu'il soit sans haine. Czapski a dépassé ce stade. Il dit simplement ce qu'il voit et ce qu'il ressent avec une sensibilité fine et délicate que sa nature d'artiste et de croyant a miraculeusement préservée. A la déshumanisation soviétique, il oppose son sens de l'humain. Il nous donne un livre objectif, de cette objectivité triste et naturelle qui découle de cette zone particulière de l'esprit faite de la paix de l'âme, de l'excès des souffrances et d'une grande croyance.

Pas un instant il n'oublie sa vieille tendresse pour le peuple russe qu'il a appris à aimer et à comprendre dans sa jeunesse d'étudiant à Saint-Petersbourg. Le peuple russe, écrit-il, « respire sous l'eau ». Il n'est pas vrai qu'il approuve le régime, mais il ne peut lui opposer rien d'autre que ses mains nues. Pour Czapski, les peuples polonais, bulgare et roumain, eux aussi, « respirent sous l'eau ». Des siècles d'oppression leur ont légué cette étonnante faculté. Le peuple tchécoslovaque qui, pourtant, n'a guère goûté de la liberté que ses prémices bourgeoises, en fait aussi le dur ap-

prentissage. Et nous-mêmes ? « Déjà la menace nous touche, n'aurons-nous pas à connaître un jour cet art singulier ? » Les hommes encore qu'ils n'en aient pas assez conscience ne peuvent se passer de liberté.

L'auteur ne condamne pas le système soviétique au nom d'un autre système. Il écrit au nom de l'homme, de ses droits les plus élémentaires. C'est pour cela que **Terre inhumaine** comme **Mon Ami Vassia** prend pour nous une telle résonance.

Comme il est loin le mirage de la Révolution d'octobre ! — **T. OTTAVY.**

FAITS et DOCUMENTS

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 3 MARS. — Grève **Michelin** à Clermont-Ferrand.

SAMEDI 4 MARS. — Grève du personnel **d'Air-France** à Orly.

JEUDI 9 MARS. — **L'Assemblée nationale**, après des incidents d'une violence extrême, vote la loi contre le sabotage ; seuls les communistes votent contre.

Grève totale de **l'électricité et du gaz**. Le gouvernement prend des mesures de réquisition et fait appel à des techniciens de la Marine.

Grèves sporadiques dans **les mines du Nord**, provoquées par la C.G.T.

Expulsion de diplomates **hollandais** de Prague et de diplomates **tchécoslovaques** de La Haye.

SAMEDI 11 MARS. — A Rombas près de **Metz**, les grévistes se heurtent aux forces de police.

MARDI 14 MARS. — Résultats du référendum **belge** sur la question royale ; 57 pour cent des voix se prononcent pour le retour du roi Léopold.

Dans **l'éclairage**, les cadres ont cessé la grève.

MERCREDI 15 MARS. — Résultats des **élections soviétiques**. Staline obtient cent pour cent des voix, plus 30.000 voix d'étrangers à la circonscription.

JEUDI 16 MARS. — Révocation de Clementis, ministre des Affaires étrangères de **Tchécoslovaquie**.

Les représentants des syndicats **yougoslaves** sont exclus de la F.S.M.

VENDREDI 17 MARS. — L'Assemblée nationale par 416 voix contre 191 approuve **l'accord sur l'aide militaire** et ratifie le **pacte de défense mutuelle**.

LUNDI 20 MARS. — Démission du **cabinet belge**.

MARDI 21 MARS. — Bagarres à **Marseille**, à la suite de la grève des dockers.

MERCREDI 22 MARS. — Grève générale de 24 heures en **Italie** décidée par la C.G.T.

JEUDI 23 MARS. — **Albert Bouzanquet** devant la commission d'enquête parlementaire précise ses rapports avec Roger Peyré et le général Revers.

VENDREDI 24 MARS. — Fin de la **grève des Assurances**.

LUNDI 27 MARS. — Fin de la **grève de l'éclairage**.

JEUDI 30 MARS. — Fin de la grève de **la boulangerie parisienne**.

La croisade du professeur Villey en faveur de l'Europe

M. Daniel Villey, professeur à la Faculté de Droit de Poitiers, vient de lancer une « Lettre à la jeunesse européenne ». Réduisant à l'Europe l'objectif mondial de Garry Davis, mais reprenant à celui-ci l'appel passionné à l'opinion publique ; il appelle une centaine de jeunes gens et de jeunes filles à donner « toute leur vie pendant deux ans au service de l'Europe unie ».

Ce que nous voulons faire, ce n'est pas une Europe libérale ni une Europe socialiste, ni une Europe démocrate-chrétienne. Nous voulons faire l'Europe. Elle sera ensuite ce qu'elle voudra — ou ce qu'elle pourra.

L'organisation sera au service des objectifs définis par l'organisation française du « Mouvement Européen », dont elle demeurera distincte, mais comme une avant-garde, comme un corps franc.

Elle poursuivra deux catégories de résultats : d'abord des résultats psychologiques, ensuite des résultats pratiques.

Sur le plan psychologique, elle luttera :

1° Pour éveiller et pour développer un patriotisme européen. Notre vraie façon d'aimer la France — à nous Français de la seconde moitié du XX[e] siècle — doit être d'aimer l'Europe. Parce que la seule façon de sauver la France, c'est de faire l'Europe. Il faut que chaque Européen aime tous les Européens, qu'il aime la terre d'Europe — notre terre « à l'échelle humaine » — et la claire lumière de ses campagnes et la grise rumeur de ses cités, et le passé de l'Europe et ses traditions, et sa diversité qui est sa richesse, et la « façon de vivre » européenne. Il faut qu'il soit fier de la civilisation que l'Europe a engendrée et donnée au monde et dont elle demeure le foyer. Il faut qu'il sente peser sur ses épaules les responsabilités mondiales de l'Europe, et se sache l'aîné de tous les peuples plus jeunes. Il faut qu'il veuille passionnément le salut de l'Europe, et croie en son avenir.

Nous ne sommes pas des universistes, et Garry Davis n'est pas notre prophète. Dans les circonstances présentes, et pour longtemps sans doute, les Etats-Unis du globe sont évidemment une utopie. Nous ne sommes pas non plus fédéralistes par doctrine. Nous sommes pour la Fédération de l'Europe occidentale. Ce qu'il s'agit de développer, ce n'est pas une mystique unificatrice, c'est bien plutôt un amour sélectif de l'Europe, une préférence charnelle pour cette petite presqu'île de l'Asie qui est notre terre natale; et pour ses merveilleux destins.

Nous travaillerons à faire connaître et aimer des Français l'Europe tout entière comme leur patrie, les peuples de l'Europe comme leurs frères. Nous répandrons le drapeau européen adopté à Strasbourg, le signe E, etc... Nous tenterons de multiplier à ces fins les conférences, les représentations cinématographiques, les voyages populaires, les camps de jeunesse inter-européens, les manifestations spectaculaires (jamais provocantes) qui paraîtront opportunes.

2° Pour réveiller et pour développer un sens de la mission de l'Europe au delà des mers, et en particulier une mystique européenne de l'Afrique.

Il faut que dès à présent toute manifestation de rivalité coloniale entre nations européennes soit tenue de tous pour ce qu'elle est : un anachronisme criminel, un pas vers le suicide.

Il faut que l'opinion européenne rompe avec cette indifférence, avec ce scepticisme, avec cette mauvaise conscience pharisaïque qui sont en train de démolir le magnifique héritage que nos pères nous ont laissé outre-mer, et qui constitue notre plus beau gage d'avenir. Aux abus que peut comporter notre œuvre coloniale, aucun abandon ne peut constituer un remède. Tout territoire qui nous échappe passe sous d'autres formes en d'autres mains. Or il n'est pas contestable que l'Europe sache encore mieux que quiconque aménager les transitions et opérer les amalgames, moderniser sans trop détruire, injecter la civilisation occidentale sans tuer les traditions locales ni les valeurs des peuples autochtones.

Sur le plan pratique, nous nous attacherons exclusivement à quatre objectifs précis et cruciaux, choisis dans le programme officiellement adopté par l'organisation française du « Mouvement Européen ».

1° Nous lutterons pour l'admission immédiate de l'Allemagne occidentale (provisoirement de celle-là seulement) dans l'organisation de Strasbourg. On ne voit pas quel avantage on pourrait espérer du moindre délai. On voit très bien, en revanche, que si l'Allemagne était exclue de l'Occident, elle serait fatalement rejetée de l'autre côté et représenterait contre nous, avec la Russie, une fatale menace. On voit très bien aussi que tout retard apporté à l'intégration de l'Allemagne dans l'Occident européen affaiblit notre position relative vis-à-vis d'elle. Tant que nous tarderons, le temps travaillera pour l'Allema-

gne, pour le nationalisme allemand, pour son orientation vers l'Est.

Nous travaillerons de toutes les manières — dans la confiance et dans la dignité — à la réconciliation franco-allemande au sein de l'Europe occidentale unie.

2° Nous lutterons pour l'unification totale des armées européennes. Pour organiser la défense commune de l'Europe menacée, il faut un commandement unique, une structure unifiée, un uniforme commun. Dans la force armée européenne, les Allemands devront être incorporés. Refuser de défendre l'Allemagne de l'Ouest en cas d'invasion, ce serait fatalement rejeter toute l'Allemagne vers l'Est et compromettre notre propre défense. Vouloir défendre l'Allemagne de l'Ouest, en refusant que les Allemands la défendent eux-mêmes avec nous, c'est choquant non moins qu'impossible. L'Europe ne peut se priver du concours militaire de celle des nations européennes qui possède de beaucoup le plus grand potentiel militaire. Plus tôt nous ferons l'unification, moins dans la constitution initiale de l'armée européenne, l'Allemagne jouera un rôle important.

3° Nous lutterons pour l'élection au suffrage universel et direct, avant le 1er janvier 1952, d'un Parlement européen. Cela seul peut rendre tangible pour les peuples leur allégeance européenne. Cela seul peut permettre de dégager des fins politiques européennes et de gouverner l'Europe selon l'intérêt supérieur de l'Europe.

4° Nous lutterons pour que ce Parlement européen contrôle (sans le paralyser) un Exécutif européen responsable devant lui et devant lui seul.

Les nations fédérées doivent évidemment conserver entière leur souveraineté propre, dans un grand nombre de domaines. Mais pour les grandes questions d'intérêt européen, on ne peut rien réaliser d'efficace par la voie des accords et des traités. L'expérience montre qu'il est difficile d'obtenir l'accord sincère de deux personnes, presque impossible celui de trois. Au delà de ce nombre, on ne réunit l'unanimité que sur des textes vidés de toute signification efficace.

Un seul ministre européen d'outre-mer, cela ne signifie nullement la suppression du lien particulier qui unit chaque nation européenne à son empire. Ni un seul ministre de l'économie, voire des finances, la suppression de toutes les barrières douanières et de tous les contrôles des opérations de change. Il y a des compartimentations à sauvegarder, des transitions à ménager, des particularismes à conserver. Ce qui importe, c'est que tout soit désormais coordonné, et conduit dans le sens des intérêts supérieurs de l'Europe.

Nous organiserons des campagnes de presse, ferons au bon moment les couloirs des assemblées parlementaires ou de l'Assemblée de Strasbourg, nous serons constamment prêts à nous rendre là où un coup de pouce peut être efficacement donné, une torpeur secouée, une hésitation vaincue, une décision enlevée...

Mais nous n'entrerons, pour notre part, ni dans les discussions techniques, ni dans les discussions politiques. Ayant sacré le Dauphin à Reims, Jeanne d'Arc tint sa mission pour terminée. A lui désormais de régner et de gouverner. Nous lutterons pour mettre en place des autorités européennes. Ce qui vient au delà ne nous regarde plus.

PETIT COURRIER

— Grosse échéance ce mois-ci. Nos circulaires sont parties. Renouvelez aussitôt que possible. Ne laissez pas votre abonnement à la traine.

ERRATUM

Dans l'étude de François Gauthier : « Face aux réalités ! », **R. P.** de mars, au dernier alinéa du chapitre « La gestion », il faut lire : « Une grève gestionnaire déclenchée sans préavis, limitée pour un temps secrètement déterminé (une journée, sans doute, serait **insuffisante**)... » au lieu de **suffisante**.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Les Editions Polyglottes
232, rue de Charenton, Paris-12e

ENTRE NOUS

A CEUX QUI NE FONT RIEN POUR LES 3.000

Vous êtes-vous parfois demandé comment peut vivre une revue comme la nôtre, avez-vous une idée des conditions matérielles dans lesquelles se font sa rédaction et son administration ?

Lorsqu'il y a trois ans — déjà trois ans ! — nous avons décidé de reparaître, l'autorisation préalable étant supprimée, la première question qui se posa fut celle du local. A Paris, les locaux sont rares. Et ceux qu'on peut trouver sont hors de prix. Pour deux pièces à usage de bureaux, on vous demande froidement deux ou trois cent mille francs de pas-de-porte. Vous avez bien lu : deux ou trois cent mille francs. Sans parler, bien entendu, du loyer. Fort heureusement, nous comptons un propriétaire dans le « noyau », et il s'est trouvé en sa maison une pièce disponible au cinquième étage. C'est haut. C'est petit. Mais nous nous en contentons, pour le moment du moins, surtout que le loyer en est des plus économiques, puisque gratuit. C'est l'abonnement de soutien du camarade.

L'installation (sommaire) se fit grâce au concours bénévole de quelques amis, puis, avec bien du mal, nous réussîmes à obtenir une ligne téléphonique.

Comment organiser la rédaction ? Il fallait un camarade disposant d'assez de temps pour préparer le numéro selon l'actualité, solliciter la copie, établir le programme des études à publier, correspondre avec tous les collaborateurs, revoir les manuscrits, les donner à l'imprimeur, corriger les épreuves, assurer la mise en pages, toujours assez longue et compliquée. Croyez que ce n'est pas une mince affaire, surtout lorsqu'il faut faire cela en plus de son labeur quotidien.

Une permanence était indispensable. Chaque jour il faut que quelqu'un soit là, entre 17 et 19 heures, pour voir le courrier, recevoir les camarades, expédier les numéros. Nous avons organisé cela selon un « tour de pige », comme on dit dans le Livre, mais il n'est pas toujours facile à Paris de disposer à jour fixe de trois heures. C'est pourquoi il arrive parfois, le moins souvent possible, que des camarades se cassent le nez sur la porte.

L'exécution des multiples travaux administratifs, avec le moins de bureaucratie possible naturellement, nécessite le concours de plusieurs camarades. Recettes et dépenses, en argent ou par chèque postal, doivent être soigneusement enregistrées. Chaque abonné se voit doté d'une fiche où ses versements sont reportés. Ces fiches, classées par département, servent, chaque mois, à confectionner les bandes. Quel travail que ces bandes ! Avec les services, les multiples et les possibles, cela fait l'un dans l'autre deux mille adresses à copier chaque mois. Deux mille adresses, c'est-à-dire, en allant bon train, vingt heures de travail. Lorsqu'on fait cela à plusieurs, c'est vite liquidé. Mais si cela repose sur les épaules d'un ou d'une seule camarade, ça devient fastidieux.

Quand nous recevons des adresses de « possibles », il faut vérifier : 1.) que ces « possibles » ne sont pas déjà abonnés ; 2.) que nous ne les avons pas déjà pris les mois précédents. Cela demande aussi beaucoup de temps, ainsi que la confection des fiches nécessaires.

Chaque mois, il convient, en outre, de dresser la liste de l'échéance des abonnements ayant pris fin, de confectionner et d'expédier les circulaires de rappel, en même temps, d'ailleurs, que les circulaires destinées aux abonnés possibles.

Oui, tout cela prend beaucoup de temps. Et — avis aux amateurs — nous manquons de main-d'œuvre !

Encore convient-il d'ajouter que tout ce qui précède ne représente que le strict minimum, que, pour développer la revue, assurer sa rédaction et son administration comme nous voudrions qu'elles le fussent, il faudrait bien plus de concours et bien plus de temps encore !

Tout ceci non point, chers amis, pour nous pousser du col, mais seulement pour vous dire que nous avons tout de même le droit de vous demander, à vous aussi, d'apporter votre quote-part à l'effort commun en recrutant des abonnés nouveaux.

Alors, qu'attendez-vous ?

D'où vient l'argent ?

MOIS DE MARS 1950

RECETTES

Abonnements		
Ordinaires	67.840	
de soutien	30.310	
		98.150
Souscription		11.173
Vente au numéro		16.724
Publicité		2.802
Comptes divers		3.491
Total des Recettes		132.340
Caisse et Chèque postal 1er mars		98.889
		231.229

DEPENSES

Impression, numéro de mars, 2400 exempl.		51.080
Routage, affranchissements, expéditions		7.354
Téléphone		1.353
Frais généraux		.550
Comptes divers		572
Total des dépenses		60.909
Solde au 31 mars 1950 :		
Caisse	11.166	
Cheque postal	159.154	170 320
Balance		231.229

●

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX DU MOIS

Paris, 8 ; Seine, 4 ; Ain, 1 ; Bouches-du-Rhône, 1 ; Cote d'Or, 4 ; Isère, 2 ; Loire, 2 ; Loire-Inférieure, 2 ; Maine-et-Loire, 1 ; Pas-de-Calais, 1 ; Rhône, 1 ; Seine-et-Marne, 1 ; Tarn, 1 ; Vaucluse, 1 ; Algérie, 1 ; Tunisie, 1 ; Belgique, 1. — Total : 33.

NOMBRE D'ABONNES

Au 1er mars	1.397
Abonnements nouveaux	33
	1.430
Désabonnements	3
Au 31 mars	1.427

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Emile Petit (Paris) 800 ; Chiaromonte (Paris) 1.000 ; Gilberton (Loire) 1.000 ; Lucien Marzet (Seine) 1.000 ; Daniel Martinet (Paris) 7.000 ; Apostoli (Paris) 2.000 ; Marius Giraud (Seine) 2.100 ; Fontès (Haute-Loire) 1.000 ; Laufer (Paris) 1.000 ; Jacquet (Paris) 1.000 ; Issert (Paris) 1.500 ; Marcel Dreux (Alpes-Maritimes) 1.000 ; Josette et Jean Cornec (Finistère) 1.000 ; Henri Bourrillon (Paris) 1.000 ; Georges Maupioux (Seine) 1.000 ; Raymond Guilloré (Paris) 1.000 ; Gilbert Walusinski (Paris) 1.000 ; J. Djoukitch (Var) 1.000 ; Helene Brion (Paris) 1.500 ; Rene Autuche (Haute-Loire) 1.410 ; Faucier (Seine-et-Oise) 1.000. — Total : 30.310 francs.

LA SOUSCRIPTION

Mme Costentin (Seine) 115 ; Adrien Testud (Loire) 100 ; Pocthier (Doubs) 20 ; Mounolou (Gironde) 100 ; Paul Schuller (Finistère) 100 ; Lacapère (Seine-et-Oise) 100 ; Fuvel (Rhône) 200 ; Tocsca (Seine) 600 ; Raymond Perrier (Puy-de-Dôme) 100 ; Roger Guéret (Puy-de-Dôme) 100 ; Couillard (Seine) 20 ; L. M. (Seine), avec ses regrets de n'avoir pu participer au dejeuner de la « R. P. », 500 ; Collecte à la conference de Jean Rounault, 4.470 ; Lejeune (Seine) 20 ; André Rougon (Seine) 200 ; E. Leburg (Haute-Vienne) 200 ; Roger Boyer (Tarn) 100 ; Jean Pihen (Paris) 100 ; Bicrel (Maine-et-Loire) 50 ; A. Ribeyron (Côte d'Or) 100 ; P. L'Haridon (Finistère) 50 ; René Morvezen (Morbihan) 200 ; Michelle Dirien (Loire) 100 ; A. Mougeot (Haute-Marne) 100 ; Antoine Garcia (Tarn) 50 ; Marthe Pichorel (Paris) 100 ; Roger Grolière (Vaucluse) 50 ; Emile Laugier (Kairouan) 50 ; André Langlois (Seine) 50 ; Jean Gachet (Loire) 20 ; R. Claveyrolas (Rhône) 200 ; Jagaille (Paris) 500 ; Gamon (Seine) 50 ; Finas (Paris) 300 ; Jules Guerin (Paris) 100 ; Ch. Vermeersch (Belgique) 110 ; En trop au cahier 88 ; Georges Lecler (Paris) 100 ; André Lermillier (Oise) 100 ; Thérèse Verny (Puy-de-Dôme) 100 ; Mme Marcel Martinet (Maine-et-Loire) 100 ; Cl. Rozet (Loire) 100 ; Pierre Albert (Herault) 100 ; Courdavault (Charente-Maritime) 210 ; Pierre Cusset (Loire) 100 ; Lagain (Côtes-du-Nord) 100 ; Pour l'annee 1934 de la R.P. 300 : Jean Vidal (Puy-de-Dôme) 100 ; Sense (Aisne) 100 ; P. B. (Paris) 150 ; Guy Rosey (Paris) 100. — Total : 11.173 francs.

LA VENTE AU NUMERO

Pommery (Oise) 400 ; Roger Hagnauer (Seine) 907 ; Marius Giraud (Seine) 7.900 ; Mme Teissier (Alpes-Maritimes) 800 ; « Libertaire » 427 ; Letertre (Paris) 480 ; Monatte (Paris) 80 ; Walusinski (Paris) 600 ; Hem Day (Belgique) 2.700 ; Gauthier (Vienne) 400 ; Franc (Loire) 1.360. — Total : 16.724 francs. — Merci à toutes et à tous !

"Mon ami Vassia"

(Souvenirs du Donetz)

par Jean ROUNAULT

Le mérite particulier de « Mon Ami Vassia » tient à ce qu'il apporte, volontairement ou non, une réponse à la question qui est au fond de chacun de nous : dans l'enfer russe n'y a-t-il que des esclaves aveugles et muets ? Faut-il désespérer ? Reste-t-il une espérance ? **(Pierre Monatte, « La Révolution prolétarienne »).**

Un document qui est une œuvre d'art. **(Raymond Millet, « Le Monde »).**

En nous décrivant un prolétariat absolument réfractaire à la propagande, il nous apporte une révélation nouvelle dont tout le monde sentira l'importance. **(Marcel Thiébaud, « Revue de Paris »).**

Ni l'horreur ni le pittoresque n'attestent pour nous l'authenticité de ce récit, mais qu'il ait gardé l'accent d'origine. Cette relation d'un séjour du côté des esclaves récuse la colère et le ressentiment et n'accepte pour titre que le souvenir d'un nom et d'une amitié : **Mon Ami Vassia. (Félix Daumas, « La Table Ronde »).**

Un chef-d'œuvre de force et de mesure où les faits parlent sans commentaire... **(André Ferran, « La Dépêche du Midi »).**

Quoi que vous pensiez vous-même, lisez. L'auteur ne cherche pas à vous convertir, mais à vous laisser une image vraie de ce qu'il a vu. Quoi de plus précieux ? **(André Maurois, « Opéra »).**

Un ouvrage d'un tragique intense dans sa modération voulue d'expression. **(Maurice Vaussard, « L'Aube »).**

...Un accent d'authenticité bouleversante. Il n'y a dans le livre de Jean Rounault ni haine ni esprit partisan. Il n'en est que plus accablant. **(J.-A. Hesse, « Franc-Tireur »).**

Lisez ce livre, écrit sans passion, totalement dépourvu d'esprit partisan, où transparaît même à chaque page une profonde sympathie pour « l'homme russe ». **(« Le Canard enchaîné »).**

Le livre n'est pas exempt de vertus proprement littéraires : concision et netteté du récit, portraits enlevés d'un trait sûr, et surtout le rendu savoureux des conversations qui, toujours, ont le ton juste et la vivacité de la « chose entendue », plus difficile encore à restituer que la « chose vue ». **(Gabriel d'Aubarède, « Les Nouvelles Littéraires »).**

Un livre comme celui-là peut beaucoup pour la défense de l'homme et on ne le fera jamais trop circuler parmi ceux qui pensent que cette cause peut encore être défendue. **(Alain Sergent, « Défense de l'Homme »).**

Adressez vos commandes à la Documentation Economique et Syndicale, 198, avenue du Maine, Paris-XIVe. — C.C.P. 5450.00.

Aux Editions Sulliver, 76, rue Bonaparte, Paris-VIe.